

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12297 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

JEUDI 9 AOÛT 1984

Un an au Tchad

L'opération « Manta », dont le lancement avait marqué le retour de l'armée française au Tchad, fête son premier anniversaire le 9 août. Trois mille deux cents soldats se trouvent sur le terrain, a précisé, à cette occasion, M. Charles Hernu, en ajoutant : « Nous ne quitterons pas le Tchad tant qu'il y aura un soldat libyen » au sud de la bande d'Aouzou, cette zone frontalière du territoire libyen que l'armée de Tripoli occupe, en fait, depuis plus de douze ans.

Le déploiement d'un cordon sanitaire français dans le Sahel tchadien répondait à plusieurs objectifs. Tout d'abord, empêcher que la « légion islamique » libyenne et ses protégés locaux - les « coalisés » de M. Goukouni Oueddei - s'emparent de N'Djamena à l'occasion d'une offensive appuyée par l'armée régulière de Tripoli. Cette première tâche a été remplie. Le ministre de la défense n'a pas eu tort de rappeler que « sans la présence des forces françaises les Libyens et leurs alliés seraient à N'Djamena ».

Il s'agissait également de mettre fin aux combats. A de rares exceptions près - notamment la destruction d'un Jaguar français en janvier 1984 - cette mission a, jusqu'ici, connu le succès. Paris entendait, en outre, prouver à ses alliés africains, que la France continuait d'assumer ses responsabilités en participant, militairement, à la défense de l'intégrité territoriale de l'un d'entre eux. Les partenaires africains de la France en ont été rassurés.

L'opération « Manta » avait enfin pour ambition de créer les conditions d'un règlement politique. Sur ce plan-là, la seule présence, un an plus tard, d'un si fort contingent français est un constat d'échec. Une « conférence de réconciliation », prévue en janvier à Addis-Abeba, au siège de l'Organisation de l'Unité africaine, n'a pas pu se réunir. Un autre projet, à Brazzaville, cette fois, semble se heurter à de sérieuses difficultés.

En effet, le président Hissène Habré a profité de la protection française pour remettre en route un État tchadien en ruine et rallier à sa cause un certain nombre de dissidents, notamment dans le Sud peuplé et riche du pays. De leur côté, les « coalisés » semblent divisés et démoralisés, notamment parce que la Libye leur laisse peu de place dans l'administration du Nord tchadien occupé par son armée.

Paris semblait avoir misé, du moins au départ, sur la quête d'un « troisième homme » susceptible de réconcilier les Tchadiens. Cette recherche était un leurre. Le seul interlocuteur valable reste le colonel Kadhafi. Celui-ci ne donnant, pour l'instant, aucun signe de vouloir retirer ses soldats du Nord tchadien, la doctrine officielle de la France voudrait que ses soldats demeurent au Tchad pour une durée encore indéterminée, que le terme d'« entêtement » plaise ou non à Paris.

ROMPANT UNE TRÊVE D'UN MOIS

L'aviation irakienne bombarde un pétrolier près de l'île de Kharg

(Lire page 22.)

Détournement d'un Airbus iranien

Les dix-huit pirates de l'air exigent de se rendre en France

Un Airbus d'Iran Air transportant trois cent quatre pèlerins musulmans à destination de La Mecque a été détourné, dans la soirée du mardi 7 août, peu après son décollage de Chiraz, par dix-huit pirates de l'air qui ont intimé au pilote l'ordre de se rendre à Paris, après avoir entouré son corps d'une ceinture d'explosifs. L'appareil a effectué deux escales de ravitaillement à Bahrein et au Caire et se dirigeait en fin de matinée vers Rome où il a reçu l'autorisation de se poser sur l'aéroport militaire de Ciampino.

De source officielle française, on déclarait, mercredi matin, tout faire pour éviter que l'appareil iranien se pose à Paris. Des démarches ont été entreprises auprès des autorités italiennes pour qu'elles ne laissent pas repartir l'Airbus, s'il fait bien escale à Rome. On ajoutait que si l'aviation iranienne parvenait tout de même à se poser sur un aéroport français, les auteurs du détournement seraient immédiatement déferés au tribunal, et qu'il était exclu de leur accorder le droit d'asile.

Cette nouvelle opération survient une semaine après celle du détournement d'un Boeing d'Iran Air à Téhéran, et la venue en France de l'Airbus d'Iran Air risquerait fort de détériorer davantage les relations franco-iraniennes, qui sont déjà dans une phase extrêmement difficile. En effet, alors que les enquêteurs français ont mis en cause, mardi, le rôle des autorités iraniennes à la suite de leurs investigations, ces dernières, relayées par la presse, n'ont cessé depuis la conclusion de cette affaire de démentir l'attitude du gouvernement français - accusé de donner asile aux « terroristes » de l'opposition iranienne - et de prédire un accroissement de la vague de terrorisme contre les pays occidentaux.

Dans des circonstances analogues, lors des détournements d'un Fokker de la marine iranienne, le 15 juin, et d'un Boeing 727 d'Iran Air, le 26 juin, dont les auteurs, hostiles à la République islamique, avaient également exprimé l'intention de se rendre en France, une violente campagne contre le gouvernement français - complice du terrorisme et de la piraterie aérienne - s'était développée.

Les quatre militaires responsables du premier détournement devaient être « escamotés » par la police française après leur atterrissage à Nice. Paris ne donnant pas suite à la demande d'extradition formulée par Téhéran, car les avions militaires ne sont pas visés par les conventions internationales de La Haye sur la piraterie aérienne. Les deux auteurs du détournement du vol d'Iran Air devaient trouver refuge en Irak, après que Paris ait catégoriquement refusé de les accueillir.

Ces deux affaires amenaient les plus hauts responsables iraniens à prévoir que « l'insécurité régnerait sur toutes les lignes aériennes », si un terme n'était pas mis à ces détournements d'avions iraniens. Ce

promesse se concrétisait, le 31 juillet, avec le détournement d'un Boeing d'Iran Air vers Téhéran. Citant les observations à Téhéran, le correspondant de l'AFP dans la capitale iranienne affirme que l'arrivée, à Paris, de l'Airbus d'Iran Air ne manquerait pas de susciter une campagne sans précédent contre le gouvernement français, et que, compte tenu de l'accumulation des différends entre les deux États, cette nouvelle épreuve pourrait bien amener les deux pays au bord de la rupture de leurs relations.

JEUX OLYMPIQUES

- Netto domination américaine en sports équestres
- Deux médailles de bronze françaises : Michel Nowak (judo) et équipe féminine au fleuret

(Lire pages 8 et 9
LES ARTICLES DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX.)

L'OCDE ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

A la recherche d'une meilleure croissance

De la rigueur, encore de la rigueur. Les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) n'imaginent pas d'autre voie à suivre pour la France. Dans l'étude annuelle qu'ils viennent de publier, ils expriment nettement leur crainte de voir le pays relâcher son effort sur les prix, sur les rémunérations, sur le pouvoir d'achat. Bref, l'OCDE encourage la France à poursuivre le redressement qui s'est opéré en 1983, mais elle l'avertit des dangers que la menace presque permanente.

L'Organisation internationale part d'une nécessité : celle de rétablir définitivement l'équilibre du commerce extérieur. Cela s'impose à une économie qui s'est largement ouverte à l'étranger puisque le volume des importations représente plus de 21 % de son produit intérieur brut, contre 8 % aux États-Unis et 12 % au Japon. Cela s'impose aussi en raison d'un endettement extérieur dont la charge annuelle va aller en augmentant jusqu'en 1988, atteignant près de 90 milliards de francs, contre 66,5 en 1984.

par FRANÇOIS SIMON

Or la France est mal armée pour mener ce combat, la perte de compétitivité de son économie étant flagrante, indique l'OCDE, qui se livre, en la circonstance, à une analyse détaillée du vieillissement de notre appareil de production.

L'administration précédente y est implicitement accusée d'avoir, depuis 1973, laissé le pays se désindustrialiser. La « pyramide des âges » en matière de l'industrie - ressemble à celle d'une population sans enfants. De toute évidence, l'industrie n'a pas suivi le courant de modernisation indispensable. Pour redresser la situation, il faut investir et en dommer les moyens au secteur productif, en le faisant bénéficier d'un meilleur partage de la valeur ajoutée. Pour cela, il convient de peser sur les rémunérations et donc d'acquiescer une stagnation du pouvoir d'achat.

C'est toujours les experts de l'OCDE qui parlent mais qui ne voient que leur langage se confond avec celui que tenait le gouvernement de M. Mauroy, du moins depuis le

25 mars 1983 ? Comme s'il était impossible de voir les choses autrement et même de faire autrement. Le nouveau gouvernement de M. Fabius entend-il nuancer ce propos ? On l'ignorait au secrétariat de l'Organisation internationale, où l'étude a été rédigée avant que M. Mauroy donne sa démission et que M. Delors quitte la Rue de Rivoli.

Mais toutes les précautions avaient été prises, comme s'il s'agissait de prévenir la moindre velléité de changement de cap : la politique de rigueur actuelle paraît la seule possible ; attention au comportement de rattrapage qui risque de se manifester si les objectifs en matière de prix étaient sensiblement dépassés ; une réduction de la durée du travail doit être subordonnée à une non-augmentation des coûts salariaux ; il convient d'éviter toute action prématurée de relance. Ce sont là les moindres recommandations de l'OCDE.

Que la porte est donc étroite ! D'autant plus que si on assiste à un retour aux grands équilibres, cela se fait au détriment de l'activité économique.

(Lire la suite page 20.)

Automobile : 50 000 emplois devront être supprimés en cinq ans

Dans ses premières constatations, la commission Dalle recommande la mise en place d'un dispositif exceptionnel

Les premières constatations de la commission présidée par M. Dalle, PDG de L'Oréal, chargé par le gouvernement d'un rapport sur l'automobile, donnent le frisson. Les chiffres découlant des travaux de la commission montrent en effet que les mesures classiques (prétraitements, aides au départ) ne pourront suffire pour résoudre les problèmes sociaux de la branche, de même que les mécanismes de financement usuels pour tenter d'alléger le poids de la dette et des charges financières pesant sur les deux groupes français.

Bien qu'extrêmement théoriques, et ne correspondant, selon l'un des membres de la commission, qu'à « approximativement à la réalité industrielle des deux groupes », les estimations chiffrées de la commission Dalle impressionnent.

Dans les cinq années à venir (jusqu'en 1989 inclus), ce sont 50 000 à 60 000 salariés, sur un total estimé actuellement à 235 000 ou 240 000 personnes, qui devraient quitter les deux groupes français, cela en sus des départs naturels, estimés de 1,5 à 2 % des effectifs par an, soit, sur cinq ans, de 18 000 à 24 000 personnes, et compte tenu de l'embauche nécessaire de jeunes (2 400 environ par an, soit 12 000 au total).

La commission a, en effet, estimé qu'il était indispensable que les deux groupes améliorent leur productivité de 7 % par an, ce qui se traduirait par une baisse correspondante des effectifs salariés, en supposant que la production se maintiendrait à un niveau au moins égal à celui de 1983 - ce qui ne sera pas le cas en 1984.

En sus de ces allègements dans le secteur automobile proprement dit, la Fédération des fabricants d'équipements a estimé que, dans ce sec-

teur, 20 000 à 25 000 emplois devraient être également supprimés dans les cinq ans à venir, ce qui porterait le total des allègements d'effectifs nécessaires dans la branche à soixante-dix mille ou à quatre-vingt-cinq mille au minimum (sans tenir compte d'un certain nombre de secteurs comme le pneumatique ou la réparation automobile, également en difficulté).

Face à l'ampleur du problème posé, il est clair que les méthodes classiques, telles les mises en prétraite ou l'aide au départ des immigrés, ne peuvent suffire. D'où l'idée, actuellement à l'étude, de créer pour le secteur une procédure spéciale s'apparentant à la Cassa integrazione italiana (le Monde des 17 janvier et 25 juillet). Une telle solution serait d'autant plus nécessaire que les deux constructeurs, de plus en plus pressés par la mauvaise conjoncture et souhaitant peut-être battre le fer pendant qu'il est chaud, auraient fait savoir qu'il serait utile, voire indispensable, que ces allègements s'effectuent le plus vite possible, notamment dans les dix-huit mois à venir.

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 19.)

AU JOUR LE JOUR

Fleurs

A Cannes, un garçon de dix-neuf ans a tué sa logeuse, non pour la voler, mais parce que, a-t-il expliqué, « elle était juive ». Le mari de la victime était mort en déportation il y a quarante ans.

Amateur d'armes et de souvenirs de l'armée allemande, le meurtrier avait, au moment de l'attentat de la rue Copernic, manifesté bruyamment sa satisfaction.

Jardinier de son état, employé chez un horticulteur, ce nazillon obstiné est passé à l'acte pour des raisons que les psychiatres étudieront. Se rassurera-t-on en concluant à l'acte isolé d'un déséquilibré ?

On peut déjà constater que le terreur des esprits faibles est fort arrosé, ces temps-ci, par les jardiniers du racisme. S'étonnera-t-on si, parfois, y germent et s'épanouissent les fleurs de la haine ?

BRUNO FRAPPAT.

LE SÉNAT ET LE RÉFÉRENDUM

Les non-dits d'un débat faussé

La déision, la haine et l'humour : trois tonalités, trois registres dont l'opposition a usé, au Sénat, pour refuser le projet de réforme constitutionnelle, ou référendum sur les référendums soutenu par M. Mitterrand.

M. Etienne Dailly a voulu tourner la garde des sceaux, pourtant talentueux, en dérision. M. Jean Lacanuet s'est révélé sous un jour peu « centré » (même si l'argument l'était parfois) : « Regardez-les !, regardez-les, regardez-les », s'écriait-il, montrant du doigt les socialistes, comme s'il s'agissait de pestiférés. M. Charles Pasqua s'était réservé l'humour, et, en même temps, la clarté, en proposant aux Français de jouer le pouvoir au jeu du « stop ou encore ? ».

C'est cette clarté-là que l'on retiendra, plutôt que l'atmosphère ou l'anecdote d'un débat qui est, certes, resté, pour l'essentiel, sur un terrain très classique, mais qui vaut aussi par ses non-dits.

par J.-M. COLOMBANI

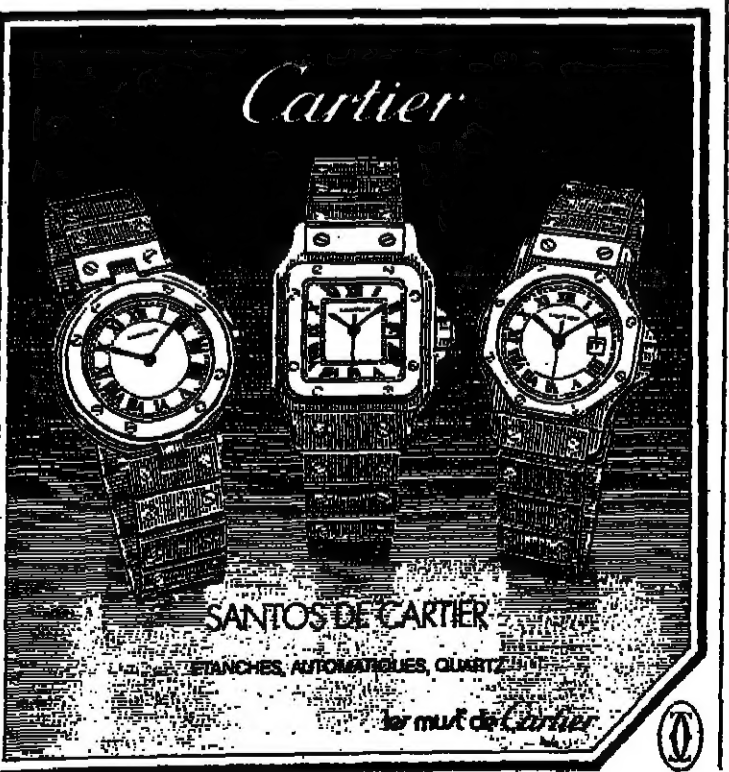
La majorité sénatoriale, sous la houlette de MM. Pasqua et Lacanuet, n'a pas mis son drapeau dans sa poche : c'est à ce président-là qu'elle refuse une réforme qu'elle avait, pourtant, elle-même appelée de ses vœux. Les « contradictions » relevées par le garde des sceaux pèsent peu, à ses yeux, au regard de l'opportunité politique.

Le référendum demandé sur l'écrit n'avait d'autre objet que de contraindre le président de la République à se démettre, après le désaveu que lui aurait infligé le pays sur le projet de loi Savary. M. Mitterrand ayant préféré se soumettre, en retirant ce texte, il ne peut plus être question que de dissolution de l'Assemblée nationale, pour renvoyer dans l'opposition une majorité qui n'est plus que « formelle » (M. Lacanuet), ou « cliniquement morte » (M. Pasqua).

Tous les autres arguments de ce débat aux cartes biseautées découlent de cet objectif et deviennent secondaires. C'est tant pis pour le vrai problème juridique. Celui-ci n'a été qu'évoqué par les intervenants, après avoir été plus précisément traité par M. Badinter. Il peut se résumer en deux questions : les libertés font-elles partie, comme l'a dit M. Dailly, du « bloc de constitutionnalité » (notamment à travers le préambule de la Constitution), dont la « clé » appartient au Parlement, sous le contrôle du Conseil constitutionnel, et ne risque-t-on pas, en les soumettant à d'éventuels référendums, de les soustraire à ce contrôle et de les détacher de la Charte fondamentale ?

Deuxième question : quel peut être le rôle du Conseil constitutionnel ?

(Lire la suite page 6.)



Le Monde

dossier

Les journaux « populaires » se sont effondrés depuis 1970

Les difficultés de la presse quotidienne parisienne

M. Robert Hersant veut-il réellement vendre « France-Soir » ? Ce serait priver son groupe du quotidien le plus diffusé à Paris (malgré sa chute), et dont il est bien difficile de connaître l'état exact de la gestion (« le Monde » du 8 août). Le cas « France-Soir » n'est toutefois pas à dissocier de la baisse continue de la presse quotidienne éditée à Paris. Un phénomène qui touche surtout les journaux les plus « populaires ».

Le Centre d'études des supports de publicité (CESP) vient de publier les derniers résultats de ses sondages pour la presse (1). La lecture des quotidiens y apparaît en baisse : 55,8 % des personnes interrogées déclarent lire un quotidien (12,1 % au moins un quotidien national, 47,1 % au moins un quotidien régional), contre 57,3 % dans la précédente enquête.

Ce n'est pas un phénomène nouveau : depuis dix ans, l'« audience » de la presse quotidienne (personnes déclarant lire et non acheter un journal) diminue, en particulier pour ce qu'il convient d'appeler les quotidiens nationaux, c'est-à-dire ceux édités à Paris. Entre 1974 et 1984, cette audience est tombée de 7 510 000 lecteurs à 5 787 000, soit une perte de 1 723 000 lecteurs, près du quart (23 %) (2).

Depuis dix ans, aucun titre ancien de la presse quotidienne nationale n'a échappé à la baisse de son tirage et de sa diffusion (c'est-à-dire des exemplaires vendus, au numéro ou par abonnement, ou distribués gratuitement). En 1973, l'ensemble des quotidiens nationaux d'information générale et politique totalisait (pour sept titres) 2 903 602 exemplaires contrôlés par l'Office de justification de la diffusion (OJD) (3). En 1983, la diffusion globale n'est plus que de 2 080 198 pour neuf titres : l'Aurore a pratiquement disparu (intégrée au Figaro), mais les trois nouveaux venus (le Matin de Paris, Libération et le Quotidien de Paris) représentent quelque 340 000 exemplaires. Au total, 823 404 exemplaires en moins, soit 28 % : on retrouve un résultat du même ordre que celui de l'audience.

Mort de deux titres

Ces données recouvrent mal des situations différentes qu'éclaire le graphique que nous publions. Ainsi, les trois « ténors » des quotidiens nationaux sont tous en baisse, mais dans des conditions différentes : le Monde voit sa diffusion diminuer, entre 1973 et 1983, de 4 %, le Figaro de 10 % et France-Soir de... plus de 40 % !

CORRESPONDANCE

Les médias, encore et toujours...

Je suis indigné d'observer, au fil des jours, la complaisance avec laquelle la radio et la télévision nationales se font les porte-voies de l'opposition, le plus souvent sans contrepartie.

Elles ont déjà « enterré » le référendum proposé par le président de la République : « il n'y aura pas de référendum », entend-on à longueur de journée. Après tout, qu'en savent-elles ?

Après la déclaration de M. Laurent Fabius devant l'Assemblée nationale, je n'ai entendu sur aucune chaîne mentionner l'intervention de M. Lionel Jospin. Son argumentation serrée face aux manœuvres de la droite pouvait donner lieu à réflexion et à commentaires. Non, pas un mot, tandis qu'on nous rassurait les titres propos d'un Claude Labbé ;

Après le long numéro exécuté à la télévision par M. Le Pen,

le MRAP a demandé un droit de réponse, afin de réfuter (ou au moins de combattre) les thèses du leader « xénophobe », comme il s'agit lui-même. Aucune suite à cette légitime requête.

Qui ose encore prétendre que la radio, et la télévision françaises sont « aux mains du pouvoir » — on disait du temps de M. Mauroy, « du pouvoir social-communiste » ?

Ceux qui l'affirment ne seraient-ils pas les mêmes qui envahissent les ondes nationales ?

La gauche a sans doute montré trop de vertu (au sens où l'entendait Montesquieu) en se gardant de pratiquer la « chasse aux sorcières », à l'instar des septennats précédents. L'ennui, c'est qu'il nous faut ingurgiter le bouillon de ces mêmes sorcières !

PIERRE TABART

(Doul.)

Telle est la leçon à tirer, en effet, d'une observation des chiffres dans cette dernière période : si la presse quotidienne parisienne se porte mal en général, les journaux « populaires » se sont effondrés. Ils semblent avoir mal supporté la concurrence accrue de la presse magazine et, surtout, des grands moyens de communication audiovisuels, dans un pays où, traditionnellement, on lit bien peu. Phénomène purement français, et même parisien : la presse quotidienne régionale, aux taux de pénétration parfois impressionnants (Alsace), n'a pas connu pareille chute.

En 1970, cinq titres pouvaient être classés comme quotidiens « populaires », c'est-à-dire recrutant une majorité de leurs lecteurs dans les milieux les plus modestes : France-Soir (968 927 exemplaires diffusés), le Parisien libéré (749 699), l'Aurore (318 299), Paris-Jour (246 236), l'Humanité

(145 722) : soit, en tout, 2 328 883 exemplaires. Treize ans plus tard, deux titres ont disparu : l'Aurore — qui baissait régulièrement — a été absorbée, à partir de 1978, par le Figaro, sans que celui-ci, lui-même en baisse régulière jusqu'en 1980, récupère son lectorat ; Paris-Jour, l'héritier de France-Tireur, est « suicidé » le 27 janvier 1972 par sa propriétaire, M^{me} Simone Del Duca, à la suite d'une grève de la rédaction, alors que le titre était passé de 96 654 exemplaires en 1960 à 259 395 en 1971 (53 % d'augmentation sur l'année précédente).

Les trois autres titres ont vu, d'autre part, leur diffusion considérablement diminuer. Celle de France-Soir a baissé de plus de moitié (418 830 à l'OJD de 1983), et celle du Parisien libéré, qui a chuté radicalement lors de la grande grève des ouvriers du Livre en 1975, a retrouvé à peine 45 % de son niveau antérieur (340 741) ; c'est encore

l'Humanité, dont la diffusion est certes beaucoup plus modeste et qui bénéficie des efforts de ses militants, qui a été le moins touché : 25 421 exemplaires de moins qu'en 1970, soit tout de même 17,4 % de baisse.

Pour ces cinq titres, ce sont 1 499 010 exemplaires en moins, soit une chute de 62 %. Des lecteurs perdus pour les quotidiens.

La baisse de fin de semaine

À côté de cette hémorragie, la création des trois « petits » titres de la presse quotidienne parisienne ne fait pas le poids. D'abord, le lectorat n'est pas le même, il concerne plutôt la clientèle traditionnelle des autres quotidiens (le Figaro, le Monde...). D'autre part, le Matin de Paris et le Quotidien de Paris ont recon-

mené à baisser après l'embellie de 1981 : seul Libération poursuit son ascension et devrait dépasser en 1984 les 100 000 exemplaires, selon l'OJD.

Un autre phénomène inquiète les éditeurs de quotidiens nationaux : la baisse des ventes, dans la capitale, entre le lundi et le samedi. Sont des quotidiens ayant opéré pour une formule magazine de fin de semaine ont renaissés la tendance : les chiffres à la baisse du Figaro d'aujourd'hui et de demain, mais la diffusion du quotidien baisse aussi sur Paris du lundi au vendredi et d'année en année.

Le changement politique de 1981, en apportant des surprises d'espérance à cinq titres (le Monde de Paris, le Figaro, le Monde, le Quotidien de Paris, Libération), par rapport à l'année précédente, n'a donc été qu'un feu de paille et non un phénomène capable de renverser la tendance lourde des quinze dernières années. Les journaux « populaires » n'avaient du reste pas profité de ce regain d'intérêt éphémère et relatif.

YVES AGNÈS.

(1) Trois vagues d'enquêtes entre octobre 1983 et juin 1984 : 16 415 personnes interrogées lors de la dernière vague : 11 quotidiens nationaux et 73 régionaux ont été étudiés.

(2) Le Monde, le Figaro, le Parisien libéré, France-Soir, l'Humanité, la Croix, l'Aurore en 1974, auxquels ont été ajoutés pour 1984 le Matin de Paris, Libération, le Quotidien de Paris.

(3) Nous excluons Combat de ces chiffres. L'ancien quotidien d'Henry Smaïa diffusait en 1970 environ 28 000 exemplaires, non contrôlés par l'OJD. Dispara le 3 août 1974, il diffusait alors à moins de 10 000 exemplaires. Le Quotidien de Paris, lancé le 15 février de la même année par M. Philippe Tesse, son ancien directeur et chef, lui avait pris environ la moitié de ses lecteurs.

Les meilleurs millénaires depuis 1962

Titre	Année	Exemplaires (OJD)
France-Soir	1962	1 000 167
Le Parisien libéré	1970	749 699
Le Monde	1973	2 903 602
Le Figaro	1960	96 654
l'Humanité	1970	145 722
Le Matin de Paris	1981	278 847
Libération	1976	233 927
La Croix	1976	25 421
Le Quotidien de Paris	1981	340 741

(1) Chiffres non OJD.

Le « France-Soir » de M. Hersant

II. — Les orphelins de Pierre Lazareff

par NICOLAS BEAU

FRANCE-SOIR, comme d'autres, a eu rendez-vous avec le succès. Son heure de gloire fut celle des débuts de la V^e République. Le quotidien de la rue Réaumur se vendait alors à plus de 1,3 million d'exemplaires, contre 400 000 aujourd'hui. France-Soir n'a pas trouvé son second souffle. « L'âme du journal flirte », explique un rédacteur.

France-Soir, ce fut avant tout Pierre-Nathan Lazareff, né à Paris le 16 avril 1907 d'une famille d'immigrés juifs de Bessarabie. Il ne dépassa pas le certificat d'études. Sa vocation pour la presse fut, elle, irrésistible : « Le journaliste, disait-il en citant Gaston Leroux, c'est le diable boiteux qui ouvre les toits. » Ce diable d'homme fut avant la guerre directeur général de France-Soir, dont le tirage passa en cinq ans de 134 000 exemplaires à 2 400 000. Il prendra, après la guerre, la direction de la rédaction de France-Soir qui succédait, en 1944, à un quotidien né de la Résistance, Défense de la France.

Et Pierrot-Bretelles, comme le surnommaient ses rédacteurs, en fera un grand journal populaire : « Le journal avait pour mission de révéler les nouvelles chaudes, raconte Charles Gombault, le second de Pierre Lazareff, dans son livre Un journal, une aventure. Et l'ardent fabuliste communiqué par le patron à tous ses collaborateurs entretenait le mouvement perpétuel. Pierre Lazareff, c'était la vie. »

Écoutons aussi Jean-Claude Lamy, qui entra, jeune rédacteur de vingt-trois ans, à France-Soir en 1965 : « Pierre Lazareff était bordesant, multiple, c'était un type fabuleux. Et encore : « Élevé lui-même dans un milieu où la fibre des gens simples, il restait toute sa vie sensible aux malheurs de Margot. »

Le journalisme qu'il pratiquait dépassait ce stade larvaire en donnant la parole à des auteurs capables de hausser le reportage à un genre littéraire (1). Années glorieuses où

Kessel et Bodard signaient à la une de France-Soir, où les envoyés spéciaux du journal, cette ruche de six cent cinquante journalistes, couvraient le monde entier. Époque faste où huit éditions sortaient rue Réaumur, de jour comme de nuit. Et Pierre Lazareff, d'une dépêche anodine sur une éclipse de Lune invisible en plein après-midi, créait l'actualité : « A 14 h 53, annonçait la manchette, l'ombre de la Lune balaisait Paris à la vitesse de 300 km/heure. »

« Une vie de milliardaire »

Il n'y a pas aujourd'hui, dans la rédaction de France-Soir, un journaliste ancien qui n'y aille de son anecdote érudite. Ainsi celui-ci, alors échoué, collaborait avec dix autres au « Potins de la commère », de la grande Carmen Tessier, l'intime des ministres. « Je menais alors, raconte-t-il, une vie de milliardaire. Un mois dans les stations de sports d'hiver dans les plus grandes palaces, un mois au Majestic sur la Côte d'Azur. Nous étions à la hauteur de notre clientèle ; et quand je rencontrais le shah à Saint-Moritz, j'étais au palace de Saint-Moritz. »

Un reporter, lui, raconte l'histoire d'un ancien joueur de poker invétéré qui avait besoin d'urgence de 10 000 F. On lui signait le jour même un billet de caisse : « Et pour le remboursement ? », demandait le rédacteur. « Ne pense plus à ça, petit », répondait le chef de service. « Pierre Lazareff ignorait jusqu'au sens du mot économie », a tranché dans son livre Charles Gombault.

France-Soir ou la poule aux œufs d'or : le déclin commença sous le règne du fondateur. Le journal, dès 1965, a fait moins d'un million d'exemplaires. Les raisons de la chute étaient d'abord externes : Pierre Lazareff, à partir de 1959, par-

colonne à la une ». Collaboration risquée avec le monstre audiovisuel, premier concurrent de la presse populaire. Concurrent, mais complice également : le principal responsable de la chute de France-Soir, ces dernières années, aura été une refonte réussie des pages télévision, qui a certainement contribué à enlever la baisse du tirage, aujourd'hui stabilisée.

Le déclin fut ensuite celui d'un journal victime de sa taille. L'État-major de France-Soir, pléthorique, se divisa avant même la disparition de Pierre Lazareff en 1972. Celui-ci, atteint d'un cancer, n'arbitrait plus les dernières années de sa vie entre des clans rivaux. « Pierre Lazareff combattait à la fin pour se prouver, ce qui l'a fait cesser de réfléchir au journal, passé au deuxième plan », explique Charles Baudinat, qui fut rédacteur en chef de France-Soir entre 1969 et 1972. À sa mort, les querelles éclatèrent au grand jour, et la vaine des rédacteurs en chef et des directeurs témoigna de la difficile succédané.

Le fait divers

Restaient de solides réflexes qui faisaient de France-Soir, en 1976 encore, un journal attirant. Ainsi Vincent Laki, aujourd'hui directeur de la rédaction du Matin, abandonnera-t-il à cette époque l'Express : « Je me suis éclaté alors », résume-t-il, pour parler des trois mois passés à France-Soir. Mais, à l'arrivée de Robert Hersant durant l'été de 1976, il quitte avec quatre-vingts autres journalistes la rue Réaumur.

Le nouveau directeur, M. Paul Winkler, qui s'est installé dans le fastueux prestigieux de Pierre Lazareff, y restera jusqu'à sa mort, en septembre 1982. Rêve d'une vie pour cet homme de presse, rêve tardif, alors qu'il avait près de quatre-

vingts ans. « Les services l'ont emporté sur la direction », explique Richard Liscio, qui, faute de moyens, démissionna de son poste de rédacteur en chef en octobre 1981. « Je sentais l'épaisseur de la haine quand je rentrais dans la salle de rédaction, simplement parce que j'étais un homme neuf qui tentait d'apporter quelque chose. » Le bureau de Pierre Lazareff, devenu une salle de conférences, n'a jamais été occupé depuis sa mort. Aucun homme ne s'est imposé : la rédaction est restée orpheline de son fondateur.

Les négociations successives entre le Livre et M. Robert Hersant se sont faites, depuis huit ans, au détriment de la rédaction : deux cents journalistes en 1976, cent quarante-six début 1984 et à peine plus d'une centaine à la fin de l'année. Le service étranger, qui comptait vingt bureaux permanents à travers le monde à la belle époque, est devenu squelettique. Seules les informations générales, service-phare du journal, ont été relativement épargnées ; et, ces derniers temps, assez systématiquement privilégiées : ainsi France-Soir tirait sur un fait divers le jour du discours d'investiture de M. Laurent Fabius devant l'Assemblée nationale : « France-Soir doit rester fidèle à sa formule, un journal de faits divers », affirme le directeur de la rédaction, M. Guy Lestellier, qui ajoute : « Le départ des ministres communistes du gouvernement, pour moi, c'est un fait divers. »

Est-ce là la seule voie rédactionnelle à suivre ? On peut en douter. Mais, aujourd'hui, il n'y a pas grand monde au sein du groupe Hersant pour réfléchir sans vieilles politiques ni écrire-pendons cornues à ce que devrait être, en 1984, un grand journal populaire.

FIN

(1) Voir à ce sujet le livre de Jean-Claude Lamy, Pierre Lazareff à la une, chez Stock.

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 375 P. ; Pays-Bas, 3,50 fl. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 3,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Soudan, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 d.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurent, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonneau-Méry (1944-1966) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé de « le Monde » à Paris
PARIS-IX (1983)

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 682 F 959 F 1080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F
ÉTRANGER (par messagerie) 383 F 765 F 979 F 1 240 F
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 383 F 765 F 979 F 1 240 F
L. - SUISSE, TUNISIE 454 F 907 F 1 361 F 1 819 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

PROCHE-ORIENT

Liban

Les retrouvailles drues-chrétiennes

Le Liban est un pays où la religion a toujours joué un rôle important. Les retrouvailles drues-chrétiennes sont un événement important pour le pays. Les druzes et les chrétiens ont toujours vécu ensemble, mais ces dernières années, les tensions ont augmenté. Les retrouvailles sont donc un signe de réconciliation et de paix.

Les druzes sont une communauté religieuse unique, originaire du Liban. Ils ont une longue histoire et une culture riche. Les chrétiens, quant à eux, sont la majorité de la population libanaise. Les retrouvailles drues-chrétiennes sont donc un événement qui touche à l'identité et à l'avenir du Liban.

Les retrouvailles ont été marquées par des rencontres et des échanges entre les deux communautés. Les druzes ont exprimé leur attachement à leur pays et à leur religion, tout en soulignant leur volonté de vivre en paix avec les autres communautés. Les chrétiens ont également exprimé leur attachement à leur pays et à leur religion, tout en soulignant leur volonté de vivre en paix avec les autres communautés.

Les retrouvailles drues-chrétiennes sont donc un événement important pour le Liban. Elles sont un signe de réconciliation et de paix, et elles sont une étape vers un avenir meilleur pour le pays.

Israël
EMAPAM DONNE
AMANDAT CONDITIONNEL
M. SIMON PERES

Arabes
LIBÉRATION
AMÉRICAIN
POUR
DOCT C

صكنا من الأهل

PROCHE-ORIENT

Liban

LA REALPOLITIK SEMBLE DOMINER LA SCÈNE POLITIQUE

Les retrouvailles druzo-chrétiennes du Chouf

De notre correspondant

Beyrouth. — Que de chemin parcouru : M. Camille Chamoun au Chouf accueilli à bras ouverts par M. Walid Joumblatt ; les deux hommes, main dans la main, à Deir-el-Kamar et Moukhtara. Ce n'était plus arrivé, non pas depuis 1975, date du début de la guerre du Liban, mais depuis 1952. En langage libanais, tout ce qui est en train de se produire est chargé de symboles.

Le Chouf, c'est, dans l'histoire immédiate, la toute récente bataille de la montagne qui, en septembre dernier, à partir de la victoire du PSP druze de M. Walid Joumblatt, parachève en février 1984, sur les forces libanaises (milices chrétiennes) a amorcé le réajustement des rapports internes intercommunautaires et des influences syriennes et israéliennes. Ce sont aussi des massacres — un millier de chrétiens et deux cents druzes environ, la disproportion provenant essentiellement du fait que le camp victorieux a occupé beaucoup plus de villages « ennemis » que le camp vaincu — et un exode qui a vidé le Chouf et la région d'Aley atteints de tous ses chrétiens.

Le Chouf, c'est, en remontant d'un siècle un quart le cours du temps, un massacre encore plus meurtrier : douze mille morts chrétiens, quelques centaines de druzes, en 1860.

Ce qui n'a pas empêché cette région de la montagne de redevenir le berceau de la coexistence harmonieuse intercommunautaire et de le demeurer — à un incident près : le massacre d'une centaine de chrétiens après l'assassinat de Kamal Joumblatt, le 16 mars 1977 — durant les huit premières années de la guerre du Liban.

MM. Chamoun et Joumblatt sont en train de faire passer le Chouf de la coexistence à la concorde après les tragiques événements de l'an dernier, mettant fin au même coup à l'épreuve de force entre leurs deux clans ? Déjà quelques familles, une cinquantaine, sont retournées à Deir-el-Kamar après avoir été évacuées à la Noël de 1983 de ce village chrétien, à l'époque assiégé par la milice druze. L'annonce d'un bien changé, qui permet aujourd'hui les retrouvailles druzo-chrétiennes, mais il faudra du temps et de la persévérance pour que les chrétiens soient vraiment rassurés. M. Walid Joumblatt en a conscience, et il multiplie les gestes d'apaisement. Il souhaite d'ailleurs réellement un retour des chrétiens dans « son » Chouf pour trois raisons évidentes.

D'abord parce que c'est précisément « son » Chouf et que sa suprématie y est incontestable et incontestée. Ce jeune homme qui a aujourd'hui le vent en poupe et de plus en plus la cote chez les chrétiens eux-mêmes — « il n'a pas commis une erreur, pas même un faux pas depuis le 6 février dernier », dit-on de lui à Beyrouth-Est — a sa trouver les mots et les gestes qu'il faut à l'égard du vieux monsieur et du leader chevronné qu'est Camille Chamoun. Mais le maître des lieux, c'était incontestablement lui.

Deuxième considération : les druzes n'ont certes pas intérêt à laisser se perpétuer le vide créé dans leur région par l'exode des chrétiens, surtout sur le littoral où il risque d'attirer une poussée chiite qui ferait la jonction entre la banlieue sud de Beyrouth et le Sud tout court. Démographiquement, les druzes ne font pas le poids.

Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses motivations, par tempérament, culture et conviction, Walid Joumblatt est profondément favorable à la pérennité d'un Liban multi-communautaire dont la cohabitation druzo-maronite, singulièrement du Chouf, constituerait la pierre angulaire. Cela a été répété sur tous les tons au cours de la rencontre de dimanche dernier.

Les Libanais auraient-ils fini par comprendre qu'ils n'ont de salut que dans leur entente ? Il ne faut certes pas exclure des retrouvailles Chamoun-Joumblatt une vague relente de calcul antipalangaiste de la part de l'un et de l'autre. Mais il s'est produit, au Liban, à n'en pas douter une évolution qualitative dans les rapports entre les deux chefs — de clan, de milice, de parti — entre toute sorte de chefs.

Le Chouf n'est qu'un exemple le plus remarquable. Mais la visite de M. Robert Soleiman Frangé au président Amine Gemayel n'est pas moins significative et de la forme que revêt la coopération entre le président de la République et le chef du gouvernement, M. Karamé, et des multiples concertations qui ces jours-ci permettent de surmonter les inévitables problèmes surgissant dans un Liban écartelé au fur et à mesure qu'on cherche à le restructurer.

La Realpolitik est décidément à l'ordre du jour à Beyrouth entre des hommes qui, il n'y a guère, étaient souvent atteints de délire.

LUCIEN GEORGE.

Israël

LE MAPAM DONNE UN MANDAT CONDITIONNEL A M. SHIMON PÉRÉS

Jérusalem (AFP). — Le chef de l'opposition israélienne, M. Shimon Pérés, a légèrement accru sa marge de manœuvre dans ses efforts en vue de la constitution d'un cabinet d'union nationale après avoir obtenu, mardi 7 août, un mandat conditionnel de la part du Mapam, l'aile gauche du Parti travailliste.

Ideologiquement partagé sur les risques inhérents à un éventuel cabinet Likoud-Parti travailliste, le Mapam a cependant accepté, au terme d'une session houleuse de cinq heures, que M. Pérés poursuive ses contacts avec la majorité Likoud sortant.

« A l'issue de ces tractations, nous verrons, en fonction de l'éventuel programme gouvernemental commun, si nous soutenons ou non un cabinet Likoud-travailliste », a expliqué M. Victor Chemtov, chef du Mapam.

Cette tactique pragmatique gêne les dirigeants du Likoud, qui complicité ouverte sur un éclatement du Parti travailliste pour présenter une solution de rechange débouchant sur un gouvernement de coalition. L'attitude du Mapam, en posant des conditions à son soutien, n'en complique pas moins la tâche de M. Pérés, qui s'annonce à la fois ardue et aléatoire. Le Mapam a indiqué en effet qu'il n'accepterait pas une modification du *statu quo* en matière religieuse, et exige la relance du processus de paix au Proche-Orient, ainsi qu'un gel de la politique de colonisation dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Arabie Saoudite

LIBÉRATION DE TRENTE AMÉRICAINS DÉTENUÉS POUR DES DÉLITS DE DROIT COMMUN

Washington (AFP). — Trente des quarante-six Américains détenus dans les prisons saoudiennes pour des délits de droit commun, notamment pour possession d'alcool, ont été libérés depuis plus d'un mois, a révélé, samedi 4 août, un porte-parole du département d'Etat, M. Brian Carlson. Une première information, rapportée samedi 4 août par le New York Times et confirmée plus tard de source informée à Ryad, faisait état de dix-sept personnes relâchées à l'occasion de la fin du Ramadan, le 29 juin dernier. Le même source saoudienne indiquait que d'autres libérations devaient avoir lieu prochainement.

De son côté, M. Carlson a souligné que Washington s'attendait que d'autres libérations soient prochainement annoncées.

Le gouvernement américain « apprécie vivement » la décision saoudienne de libérer ces prisonniers américains, a ajouté M. Carlson, qui a qualifié l'assistance des détenus américains de « succès dans la diplomatie traditionnelle ».

Seize-vingt mille Américains résident en Arabie Saoudite. Ils travaillent notamment dans les industries du pétrole et de la construction.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

AFRIQUE

Zimbabwe

Le premier congrès de la ZANU depuis l'indépendance devrait se prononcer pour un régime de parti unique

De notre envoyé spécial

Harare. — Mêlés à leurs camarades blancs, des collégiens noirs, en kilt, jouent de la cornemuse, dans First Street, au profit de l'école Winston-Churchill, l'une des plus « cotées » de Harare. A quelques rues de là, d'autres gamins noirs, massés dans les faubourgs de la capitale, défilent, le poing levé, pour saluer la réunion du deuxième congrès de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU).

Le champ de courses de Borrowdale, où, à l'époque de la Rhodésie, la meilleure société blanche avait coutume de se retrouver, sert de cadre, depuis le mercredi 8 août, aux assises du parti au pouvoir, appelé à faire sien « la philosophie du socialisme scientifique fondé sur les principes marxistes-léninistes ».

Dans un pays où l'Etat à l'ambition d'imposer son leadership sur l'économie, le secteur privé n'en est pas moins invité à régler une large part des dépenses engagées à l'occasion de ce rassemblement « historique ». Quatre ans après son indépendance, le Zimbabwe a encore du mal à trouver son style. Mission remplie — celle de « détruire le colonialisme », — la ZANU, qui ne s'est pas réunie en congrès depuis mai 1964, doit maintenant, selon M. Robert Mugabe, le premier ministre, s'atteler à une nouvelle tâche, celle de « transformer la société ».

Personne, pourtant, n'attend des assises de Harare qu'elles brusquent les choses, mais plutôt qu'elles mesurent celles-ci en perspective. Personne, non plus, ne doute que les instances suprêmes du pays veuillent se départir d'un pragmatisme de bon aloi, même si le contenu des discours donne parfois à penser le contraire. Dans l'immédiat, M. Mugabe a probablement mieux à faire que d'engager l'économie déjà chancelante sur la voie de réformes en profondeur. Sa préoccupation majeure n'est-elle pas de gérer la crise au quotidien ? Les signaux sont au rouge : baisse de 3 % du produit intérieur brut en 1984, diminution

d'au moins 20 % du revenu par tête d'habitant depuis 1981, assèchement des réserves en devises. A cela s'ajoutent les imprévus, en l'occurrence l'importation, pour cause de sécheresse, de 430 000 tonnes de maïs et de blé. La rigueur est à l'ordre du jour.

« Le pays vit au-dessus de ses moyens », a récemment indiqué M. Bernard Chidzero, ministre des finances, en présentant le nouveau budget, qui prévoit notamment un allouement de la fiscalité. Déjà, fin juillet, le gouvernement avait dû augmenter, de manière significative, le prix des produits alimentaires de base, pénalisant ainsi les familles à revenus modestes. Rien n'empêche cependant les dirigeants de la ZANU d'annoncer les couleurs — la prise de contrôle de l'économie par l'Etat, la redistribution des terres aux Africains, — avec d'autant plus de conviction que cette « révolution » n'est peut-être pas pour demain. Au moins le dire si on ne peut le faire...

Cette politique quelque peu biscautée risque de décourager plus d'un investisseur local ou étranger, d'accroître le départ des Blancs vers le Botswana voisin, par exemple. « Nous en avons assez d'entendre le même refrain de la part du gouvernement », dit un banquier, qui reproche à celui-ci de pratiquer un « socialisme soviétique » sous le couvert de contrôles, de limitations et d'autorisations en tous genres.

Obligé de tenir un double langage en matière économique pour préserver l'avenir, le premier ministre a, semble-t-il, moins de scrupules à modeler l'échiquier politique aux formes du socialisme scientifique. Ainsi le congrès de la ZANU est-il appelé à élire un comité central de quatre-vingt-dix membres dont le rôle était, jusqu'alors, assez effacé et qui, en tant qu'organe suprême de l'Etat, aura désormais le pas sur le gouvernement. Il appartiendra à

MM. Mugabe et Simon Muzenda, vice-premier ministre, assurés de la présidence et de la vice-présidence du parti, de nommer les quinze membres du politburo nouvellement créé.

L'homme fort du Zimbabwe pourra donc, si cette procédure inhabituelle est acceptée par ses pairs, veiller de près aux dosages nécessaires, tribaux notamment, et s'entourer de « lieutenants » qui lui seront entièrement dévoués. Du sang neuf ? M. Mugabe a laissé entendre, lors d'un récent entretien télévisé, qu'il jouerait plutôt la carte de la continuité en s'appuyant sur des militants éprouvés. Les jeunes et les ralliés d'autres formations devront, à son avis, donner des gages de fidélité avant de prétendre occuper des postes de commandement.

Le premier ministre attend des responsables de la ZANU qu'ils se montrent respectueux du « code de bonne conduite » sur lequel le congrès aura à se prononcer. « Qu'ils ne traînent pas les pieds ou ne fassent pas d'obstruction », sans pour autant ignorer que son parti manque singulièrement de vrais socialistes pour transformer la société selon les principes du marxisme-léninisme.

« Sauver les meubles »

Autre volet de cette réforme politique : la mise en place d'un système de parti unique que les dirigeants de la ZANU ont hâte de conduire à son terme. Le congrès sera invité à adopter une motion en ce sens. S'ils sont bien « inspirés », les électeurs devraient suivre cette recommandation et voter en masse, lors des « législatives » annoncées pour le début de l'année prochaine, pour les candidats officiels. S'il a clairement exprimé l'intention de modifier la Constitution, qui lui fait obligation de respecter le multipartisme jusqu'en 1990, M. Mugabe n'a encore rien laissé deviner de la tactique qu'il emploiera pour arriver à ses fins.

« J'utiliserai tous les moyens pour agir dans la légalité », vient-il d'affirmer, sans craindre de préciser, pour ajouter au mystère, qu'il ne pourra indéfiniment se comporter comme un gentleman... Forte de quelque 100 000 membres, la communauté blanche acceptera-t-elle,

en désespoir de cause, pour « sauver les meubles », de lui faciliter les choses ? Du moins, M. Mugabe souhaiterait-il se faire entendre des plus raisonnables qui reprochent à M. Ian Smith, le « patron » de l'ancienne Rhodésie, aujourd'hui président d'une « alliance conservatrice » ouverte aux « modérés noirs qui veulent lutter contre le parti unique et la dictature », d'opposer au pouvoir une résistance nuisible à leurs intérêts et sans issue.

Dernier et principal adversaire de M. Mugabe et chef de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), — M. Joshua Nkomo est, aujourd'hui, mieux placé que quiconque pour empêcher le gouvernement d'aller jusqu'au bout ? M. Callista Ndlovu, ministre des mines, l'un des siens, récemment passé du côté de la ZANU, lui a prédit qu'il serait « balayé » lors des prochaines élections. Sera-t-il si facile de rayer de la carte politique celui qui passe aux yeux de beaucoup, même s'il représente une tribu minoritaire, celle des Ndebele, comme le « Père du Zimbabwe » ? Il est, en tout cas, paradoxal de constater que, lors de la campagne d'explication qui a précédé le congrès, son nom a été beaucoup plus fréquemment cité que celui du premier ministre, tant ses détracteurs se sont employés à dénigrer son rôle dans les luttes pour l'indépendance.

M. Mugabe reproche à la ZAPU d'être de même avec les dissidents, dont certains sortent de ses rangs. Il la tient pour partie responsable des exactions commises par ces « bandits » dont le rayon d'action débordait maintenant les frontières du Matabeleland, où le couvre-feu a été levé le 1^{er} août. « Nous sommes accusés d'être derrière tout ce qui va mal pour justifier la création d'un parti unique », proteste M. Nkomo. Qu'il en soit, pour la neuvième fois consécutive, le Parlement vient de proroger l'état d'urgence pour une nouvelle période de six mois. Ce régime d'exception avait été mis en place en octobre 1965, dix-huit mois après la réunion à Gweru du premier congrès de la ZANU, qui avait appelé les Zimbabwéens à prendre les armes pour chasser du pays l'occupant britannique.

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● **LOURDES PERTES POUR LES FORCES SOVIÉTO-AFGHANES.** — Les troupes soviéto-afghanes ont eu cent soixante-dix véhicules blindés au cours des trois dernières semaines de combats contre la résistance dans la vallée du Panshir, apprend-on de sources diplomatiques à Islamabad. Par ailleurs, les moudjahidins ont multiplié leurs coups de main la semaine dernière à Kaboul, et vingt-trois soldats soviétiques auraient été tués jeudi 2 août dans la région de Shomali Paghman au nord de la capitale. — (AFP.)

Brésil

● **LE « TICKET » DE L'OPPOSITION À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.** — La principale formation d'opposition à l'élection, le PMDB (parti du mouvement démocratique brésilien), et les dissidents de la formation gouvernementale, le PDS (Parti démocratique et social), ont officialisé, le mardi 7 août à Brasília, leur alliance en vue de l'élection du prochain président de la République, le 15 janvier 1985, par un collège restreint. Elles ont choisi M. Tancredino Neves, soixante-quatre ans, gouverneur du Minas-Gerais et l'un des leaders du PMDB, comme candidat à la présidence et M. José Sarney, dissident du PDS, dont il a été le président, comme candidat à la vice-présidence. — (AFP.)

Chine

● **LES NÉGOCIATIONS DE HONGKONG.** — La vingtième séance des négociations sino-britanniques sur l'avenir de Hongkong s'est ouverte le mercredi 8 août à Pékin. Elle a lieu une semaine après que le chef de la diplomatie britannique, sir Geoffrey Howe, ait annoncé que Londres et Pékin s'étaient entendus sur le cadre général d'un accord sur le statut de la colonie après 1997. — (AFP.)

Congo

● **NOUVEAU PREMIER MINISTRE.** — M. Ange Edouard Poungui, directeur général de la Banque commerciale congolaise et conseiller financier du président Sassou-Nguesso, a été nommé, mardi 7 août, premier ministre en remplacement du colonel Louis Sylvaia Goma.

Inde

● **ACHAT DE MIG 29.** — L'Inde a conclu un accord avec l'URSS pour l'achat du nouveau chasseur-bombardier soviétique Mig-29, a indiqué le lundi 6 août l'agence de presse indienne United News of India (UNI). L'Inde deviendrait le premier pays à disposer de cet appareil, dont les caractéristiques sont comparables à celles des chasseurs-bombardiers américains F-16 que Washington a livrés au Pakistan. Ce contrat risque de contrarier les efforts de la France pour augmenter ses ventes à l'Inde de chasseurs-bombardiers Mirage-2000, dont quarante exemplaires ont été déjà commandés. Le mois dernier, le premier ministre indien a annoncé qu'un projet pour l'assemblage en Inde de soixante-quinze Mirage-2000 supplémentaires avait été annulé. — (AFP.)

Ouganda

● **CRISE DANS LES RELATIONS AVEC WASHINGTON.** — Kampala a fait savoir au gouvernement américain qu'il renouait à l'aide militaire américaine — un programme d'un montant de 100 000 dollars — à la suite de remarques désobligeantes adressées à des diplomates américains, rapporte, ce mercredi 8 août, le Washington Post. Le quotidien de Washington avait, en effet, cité M. Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les droits civiques, à propos de la violation des droits de l'homme en Ouganda. D'autre part, le gouvernement ougandais a reproché à l'ambassadeur américain à Kampala d'avoir, au cours d'un entretien privé avec des officiels, comparé la situation actuelle en Ouganda à celle qui prévalait du temps du maréchal Idi Amin Dada, ce que le diplomate américain a formellement démenti. Kampala a annoncé que l'attaché militaire en Ouganda, qui réside au Malawi, était déclaré *persona non grata*. — (UPI, Reuter.)

Escarpit
picaresque.

ESCARPIT
les voyages
d'Hazembert
Marin de Gascogne

roman

Apostrophes le 10 Août.

Hammarion

«Un morceau plein de bonne humeur. On rêve, on flotte. Davantage : il y a un charme exotique, une vigueur à nous entraîner sur le pont d'un navire.»
Jacques-Pierre Amette — Le Point.

«Aventures, combats, amours, exotisme, alliés à une solide argumentation historique, voilà le cocktail qu'a concocté Robert Escarpit.»
Jean-Claude Perrier — Le Quotidien de Paris.

Flammarion

AMÉRIQUES

Nicaragua

M. Daniel Ortega annonce un assouplissement de l'état d'urgence

Le coordonnateur de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, a annoncé, le lundi 6 août, un assouplissement de l'état d'urgence en vue des élections du 4 novembre prochain. Il a promis le rétablissement du droit de grève, la suppression de la censure sur les informations économiques, et le droit pour la population d'adresser des pétitions à la justice afin de demander certaines libérations de prison. Toutefois, la législation sur les atteintes à la sûreté de l'Etat restera en vigueur, et les personnes impliquées dans des « actions contre-révolutionnaires » ne bénéficieront ni du droit d'appel ni de l'habes corpus.

Le jour-même où cette annonce était faite, le seul quotidien d'opposition, *la Prensa*, décidait de ne pas paraître, la censure ayant refusé certains de ses articles consacrés à des meetings de l'opposition et aux violents incidents qui ont éclaté pendant le début de la campagne électorale.

L'assouplissement promis est destiné, observe-t-on à Managua, à éviter que certaines formations en lice ne boycottent le scrutin. Le Parti populaire social-chrétien, anciennement allié au Front sandiniste, a déclaré en effet qu'il pourrait reconsidérer sa participation « compte tenu de l'insécurité qui se développe actuellement pendant la campagne électorale ». Avec une autre formation qui a été également allié du Front sandiniste, le Parti libéral indépendant, il a accusé les sandinistes d'utiliser les pouvoirs de l'Etat à des fins électorales.

Chili

LA BRANCHE ARMÉE DU PC REVENDIQUE UNE SÉRIE D'ATTENTATS

Santiago (AFP). - Le Front patriotique Manuel-Rodríguez a revendiqué, le mardi 7 août, des actes de sabotage qui, la veille, avaient privé de courant électrique Santiago et une grande partie du centre et du nord du Chili.

Dans des appels téléphoniques à plusieurs médias, des correspondants, parlant au nom de cette organisation, apparue en mars dernier et considérée par les autorités comme une « branche armée du Parti communiste » (interdit), ont déclaré que les sabotages étaient dirigés contre le régime militaire du général Pinochet.

D'autres actions de sabotage ont été perpétrées contre des bureaux de la compagnie ITT (International Telegraph and Telephone), ainsi qu'une usine Coca-Cola à Santiago.

A Valparaíso, à 140 kilomètres au nord-ouest de la capitale, une bombe a explosé devant une caserne des carabinieri. D'autres explosions se sont produites à La Serena, à 400 kilomètres au nord de Santiago et dans plusieurs villes au sud du pays : à Concepcion, à Los Angeles et à Curico.

Etats-Unis

UN AVERTISSEMENT AUX AMÉRICAINS SE RENDANT À LENINGRAD

Washington (AFP). - Le département d'Etat a solennellement mis en garde, le lundi 6 août, les ressortissants américains se rendant à Leningrad, contre l'« hostilité croissante » dont font preuve, selon lui, les autorités de cette ville à l'égard des citoyens des Etats-Unis.

Cette mise en garde a été faite après que le département d'Etat ait annoncé qu'un « marin » du consulat américain de Leningrad avait été « passé à tabac » jeudi dernier, en pleine rue, par des miliciens, sans aucune raison apparente.

« Au cours des derniers mois, il y a eu un accroissement sensible des actes d'hostilité à l'égard des Américains en Union soviétique, la majeure partie de ces incidents graves s'étant déroulés dans la région de Leningrad », indique le ministère, qui fait état de plusieurs cas d'arrestations illégales de touristes (...) à la suite de contacts innocents avec des Soviétiques ».

Au cours de leur détention, ces Américains se sont vu refuser tout contact avec le personnel du consulat des Etats-Unis, et ce en violation de la convention considérant liant les deux pays, affirme le département d'Etat, qui relève encore que « des touristes ont été soumis à des fouilles arbitraires et embarrassantes » à l'aéroport international de Leningrad.

EUROPE

Italie

Arrestation d'un magistrat en Sicile pour complicité avec la Mafia

De notre correspondant

Rome. - L'arrestation en Sicile, mardi 7 août, de M. Costa, substitut du procureur de la République de Trapani, pour corruption dans un procès contre la Mafia est un nouvel exemple, après l'assassinat, l'été dernier, du procureur de Palerme, M. Rocco Chinnici, des difficultés rencontrées par la justice dans sa lutte contre la criminalité organisée.

M. Costa était entre autres chargé de l'enquête sur l'assassinat d'un autre magistrat, M. Ciccio Montalto, tué au volant de sa voiture en janvier 1983. Les accusations de corruption portées contre lui entraient dans le cadre d'un autre affaire, mais elles n'en laissent pas moins planer des doutes sur la manière dont le magistrat concevait son métier. Avec M. Costa, quatre autres personnes, dont trois hommes d'affaires importants, ont été arrêtées.

Cette arrestation suscite d'autant plus d'émotion dans la magistrature qu'elle a été décidée par M. Patané, procureur de la République de Catanzaro. M. Patané, qui a eu entre les mains les dossiers des assassins de ses confrères, MM. Chinnici et Montalto, a fait récemment plusieurs déclarations devant le conseil supérieur de la magistrature et à la presse, soulignant les « zones d'ombre » volontairement laissées dans le procès des exécuteurs et des mandataires de l'assassinat du procureur de Palerme. Ce procès s'est conclu, il y a deux semaines, par la condamnation à trente ans de prison de deux chefs du puissant clan de Palerme, les frères Greco - disparus de Sicile depuis des années mais qui n'en continuaient pas moins à diriger leur organisation de l'étranger.

M. Friedrich passait des vacances dans sa propriété au moment de l'attentat. Une charge explosive a été déposée sous le store d'une fenêtre. Les dommages causés par la déflagration à l'une des pièces de la maison sont évalués à 10 000 francs suisses (75 000 francs français).

La police a immédiatement bouclé le quartier, mais, jusqu'ici, l'attentat n'a pas été revendiqué et les enquêteurs s'interrogent sur les mobiles de ses auteurs. Agé de soixante et un ans, M. Friedrich avait été élu, en 1982, au Conseil fédéral comme représentant du Parti radical du canton de Zurich.

J.-C. B.

Chypre

Le secrétaire général de l'ONU se dit optimiste après ses consultations avec les représentants des deux communautés

De notre correspondante

Vienne. - M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, s'est dit « plein d'espoir », mardi 7 août à Vienne, à l'issue des consultations qu'il a eues lundi et mardi séparément avec les représentants des communautés grecque et turque de Chypre. Le secrétaire général de l'ONU a souligné sa détermination de relancer les négociations intercommunautaires et son espoir de recevoir d'ici au début du mois de septembre une réponse aux « suggestions » qu'il a soumises aux Chypriotes grecs et turcs.

Les conversations ont eu lieu à huis clos, et toutes les précautions ont été prises pour éviter que les représentants des deux communautés ne se rencontrent.

M. Ertekin, le représentant des Chypriotes turcs, s'est déclaré, lui aussi, « optimiste » et a exprimé l'espoir d'une relance du dialogue.

En revanche, M. Andreas Mavrommatis s'est montré plus réservé. Il a rappelé que, pour le gouvernement de Nicosie, le « pseudo-Etat » de République turque de Chypre-Nord constitue l'obstacle principal à la reprise des négociations intercommunautaires.

Le secrétaire général de l'ONU avait déjà tenté, il y a un an, de faire sortir de l'impasse les négociations intercommunautaires en proposant deux schémas pour la création d'un Etat fédéral à Chypre. L'un et l'autre supposaient des concessions territoriales de la part des Chypriotes turcs, qui, au nombre de 120 000, occupent, depuis l'invasion turque en 1974, 38 % du territoire de l'île. La communauté grecque compte environ 530 000 personnes. L'initiative de M. Perez de Cuellar avait été mise en échec par la proclamation de la « République turque de Chypre-Nord », le 15 novembre 1983.

WALTRAUD BARTIL

Suisse

ATTENTAT CONTRE LA PRÉSIDENCE DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA POLICE

(De notre correspondant.)

Berne. - L'attentat commis à Winterthur mardi 7 août, peu après 1 heure du matin, contre le domicile du chef du département fédéral de justice et police, M. Rudolf Friedrich, a suscité une émotion d'autant plus vive, en Suisse, que c'est la première fois que pareil acte est perpétré contre un membre du gouvernement helvétique. Certes, personne n'a été blessé et les dégâts sont minimes, mais de tels procédés n'avaient jamais été utilisés dans l'histoire de la Confédération.

M. Friedrich passait des vacances dans sa propriété au moment de l'attentat. Une charge explosive a été déposée sous le store d'une fenêtre. Les dommages causés par la déflagration à l'une des pièces de la maison sont évalués à 10 000 francs suisses (75 000 francs français).

La police a immédiatement bouclé le quartier, mais, jusqu'ici, l'attentat n'a pas été revendiqué et les enquêteurs s'interrogent sur les mobiles de ses auteurs. Agé de soixante et un ans, M. Friedrich avait été élu, en 1982, au Conseil fédéral comme représentant du Parti radical du canton de Zurich.

J.-C. B.

URSS

Incertitudes sur Sakharov Chtcharansky au régime dur

Le département d'Etat et la Maison Blanche ont indiqué le mardi 7 août que les Etats-Unis n'avaient pas d'informations vérifiées sur la situation d'Andrei Sakharov depuis plus de deux mois. Le porte-parole du département d'Etat, M. Alan Romberg, a indiqué qu'il n'était pas en mesure de confirmer que le dissident soviétique avait cessé sa grève de la faim et se portait bien, comme l'ont annoncé lundi à Moscou des amis de Sakharov.

Un autre de ses amis a d'ailleurs indiqué lundi au bureau de l'agence UPI à Moscou qu'il soupçonnait le KGB d'être à l'origine de ces « bonnes nouvelles » de l'académicien dissident. Elles contrediraient en effet deux lettres de M. Elena Bonner qui seraient parvenues lundi à Moscou et dans lesquelles l'épouse du dissident affirmait être sous nouvelles de son mari depuis le mois de mai. M. Romberg a également fait savoir que son procès pour « propagande antisoviétique » s'ouvrirait à Gorki fin août.

D'autre part, M. Avraï Chtcharansky, l'épouse du mathématicien soviétique dissident, a affirmé mardi à Jérusalem que les conditions de détention de son mari se sont beaucoup dégradées. « Les autorités pénitentiaires de la prison de Chitopol (dans la région de l'Oural) lui ont subitement et sans raison apparente imposé un régime dur », a-t-elle déclaré. « Ses résistances adhésives ont été réduites de moitié et il ne peut plus se lever qu'une demi-heure d'exercice physique quotidien, au lieu d'une heure, dans la cour de la prison. » Anatoli Chtcharansky ne peut plus recevoir de visites et n'est autorisé à écrire qu'une seule lettre tous les deux mois, a-t-elle ajouté.

Arrêté le 15 mai 1977, le mathématicien a été condamné à trois ans de prison et dix ans de camp à régime sévère pour « espionnage et trahison ». Après trois ans de détention, il a été de nouveau condamné à trois ans de prison pour avoir refusé de reconnaître les chefs d'accusation du tribunal. - (AFP, UPI).

Yugoslavie

Devant la recrudescence des vols et détournements de biens sociaux les autorités relancent la campagne contre l'enrichissement abusif

De notre correspondant

Belgrade. - Sobranie et une personnes viennent d'être arrêtées à Titovo-Mitrovica, dans la région du Kosovo, pour le vol de plusieurs tonnes de concentré d'argent et d'argent pur dans la raffinerie de Trepça. Il s'agit d'un réseau de techniciens, d'ouvriers, de chefs d'atelier, d'ouvriers et d'employés, de gardiens de dépôt, de portiers et de chauffeurs, dont certains sont membres ou cadres du parti. Il n'est pas possible, pour l'instant, de chiffrer le montant de ces vols, l'enquête ayant établi qu'ils avaient été pratiqués pendant une dizaine d'années.

Trepça est l'un des principaux gisements de plomb d'Europe. Ce plomb contient des quantités appréciables d'argent, d'or et autres métaux précieux. Il était stocké dans un bâtiment spécial et n'était pratiquement soumis à aucun contrôle. Ainsi les voleurs pouvaient-ils se servir sans risque, et même transporter leur butin dans des camions ou des voitures.

Une partie du métal volé était commercialisée dans le pays, une autre était vendue aux orfèvres en Autriche, en Italie et en Turquie. Lors de perquisitions, la police a saisi plusieurs dizaines de kilos d'argent et découvert douze voitures particulières spécialement aménagées pour le transport clandestin du métal.

La découverte de ce vol du siècle a provoqué un véritable choc dans l'opinion publique. On s'aperçoit, maintenant, que la plupart des personnes mises sous les verrous avaient un train de vie bien supérieur à leurs revenus, qu'elles possédaient de belles maisons et des limousines dernier modèle. La découverte de leurs richesses a relancé la campagne contre l'enrichissement abusif.

Selon des statistiques officielles, 74 151 personnes ont été inculpées en 1983 pour délits économiques, soit 10 % de plus que l'année précédente. La préjudice qu'elles ont causé à la société se chiffre en milliards de dinars. La presse signale

des vols en dollars, dans des banques étrangères, provenant des spéculations effectuées sur le « cours glissant » du dinar. Spéculations auxquelles ont également recouru certaines entreprises, qui, de cette façon, auraient réalisé, l'année dernière, un « bénéfice » de près de 60 milliards de dinars.

Les campagnes contre l'enrichissement abusif ne sont pas, ici, chose nouvelle. L'une des plus importantes fut déclenchée par Tito dans les années 70. Des commissions spéciales furent constituées dans toutes les communes pour enquêter sur les origines des biens mobiliers et immobiliers des citoyens, ce qui souleva une tempête de protestations. Rapidement, elles s'embourbèrent dans des questions de procédure, et le montage accoucha d'une souris.

Aujourd'hui, compte tenu de la crise économique qui secoue le pays et des conditions de vie difficiles de nombreux Yougoslaves, l'existence d'une classe de riches aggrave les différences sociales et leurs répercussions politiques. Un membre de l'Assemblée nationale a affirmé que la Yougoslavie compte actuellement sept à huit mille milliardaires ; la rumeur publique fait état, elle, de trente mille milliardaires (en anciens dinars, il est vrai). Le gouvernement fédéral a répondu qu'il était dans l'impossibilité d'avancer un chiffre mais que l'enrichissement abusif était essentiellement le résultat du « vol et du pillage » de biens sociaux. La question n'étant cependant pas de sa compétence, mais de celle des républiques et des régions autonomes, il les a invitées à prendre les mesures qui s'imposent.

Il faudra attendre un certain temps pour voir quels seront les résultats pratiques de l'action en cours et, notamment, de la prochaine mise en application de la nouvelle loi fiscale, qui prévoit un contrôle rigoureux des revenus des citoyens.

PAUL YANKOVITCH.

DIPLOMATIE

LES ÉCONOMIES AU QUAI D'ORSAY

Les consulats d'Alexandrie, de Gand et de Turin seront épargnés

La France envisage de fermer d'ici à la fin de l'année sept consulats, à l'initiative de la diplomatie, dans des relations extérieures, M. Claude Cheysson, dans une réponse écrite à M. Raymond Marcellin (UDF-Moisan), publiée dans le *Journal officiel* du 6 août. Il s'agit, déclare le ministre, des postes de Belfast (Irlande du Nord), Benghazi (Libye), Majunga (Madagascar), Malaga (Espagne), Nouadhibou (Mauritanie), Oujda (Maroc) et Porto-Alegre (Brésil) (1).

En revanche, précise le ministre, « le problème de la fermeture des consulats de Gand (Belgique), Alexandrie (Egypte) et Turin (Italie), un moment envisagé, a fait l'objet d'un examen approfondi, et d'autres solutions ont finalement été retenues pour effectuer les économies nécessaires ».

Après avoir rappelé que le consulat de Palerme (Sicile) avait été fermé en 1983, le ministre précise que « ces décisions, qui rentrent dans le cadre du nécessaire redéploiement de l'implantation consulaire ».

PHOTOS PAR SATELLITE DU PREMIER PORTE-AVIONS NUCLÉAIRE SOVIÉTIQUE EN CONSTRUCTION

Londres (AFP). - Trois photos, prises par un satellite espion américain, ont révélé un porte-avions géant soviétique en construction dans un chantier de la mer Noire, sont publiées ce mercredi 8 août en exclusivité par la revue spécialisée britannique *Jane's Defence Weekly*.

Ces premières photos du premier porte-avions soviétique à propulsion nucléaire, *Kremlin*, ont été prises à une distance d'environ 150 kilomètres par un satellite américain. Les photos montrent l'arsenal de Nikolaïev, en mer Noire, où le porte-avions de 75 000 tonnes est construit en deux parties.

Quatre porte-avions de la classe « Kiev » ont déjà été construits dans cet arsenal, où le premier de la classe « Kremlin » a été mis en chantier en janvier 1983. Ses premiers essais en mer devaient avoir lieu en 1989-1989, et le bâtiment devrait être opérationnel en 1994. Le porte-avions, le premier d'une nouvelle série de quatre ou huit, devrait recevoir soixante-quinze appareils, la plupart à ailes fixes.

Reçu par M. Mitterrand

LE PRINCE SIHANOUK NE DEMANDE PAS UNE AIDE MILITAIRE A LA FRANCE

Le prince Norodom Sihanouk, président du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique opposé au régime provietnamien de Phnom-Penh, a indiqué, mardi 7 août, à TF1 qu'il n'avait pas l'intention de solliciter une aide militaire de la France. L'ancien chef de l'Etat cambodgien, qui devait être reçu ce mercredi par le président François Mitterrand, puis avoir un entretien avec M. Claude Cheysson, a précisé que Paris accordait à ses « partisans du Cambodge même, en zone libre, une aide humanitaire ». « La France nous donne de l'argent pour acheter de la nourriture, des médicaments, des vêtements pour des milliers de personnes », a-t-il ajouté. Je me contenterai de la remerciement pour son aide humanitaire.

La dernière rencontre entre le président français et le prince Sihanouk remonte à avril 1983 : M. Mitterrand avait alors souhaité rencontrer le dirigeant khmer avant de se rendre en visite officielle en Chine.

Par ailleurs, le gouvernement pro-vietnamien du président Heng Samrin a rejeté la proposition du prince Sihanouk d'adhérer à l'Organisation pour la paix en Indochine, le gouvernement de coalition comprenant les nationalistes, les khmers rouges, en vue d'une réconciliation nationale, a indiqué mardi l'agence de presse cambodgienne SPK, qui précise qu'une telle démarche « ne peut convaincre personne ».

Monde

Le d

3loc
contre
3loc

Dailly : le pou



مكتبة الأصل

Le débat sur le référendum au Sénat

Bloc contre bloc

Alfred, l'école ! une troupe de café-théâtre avait, il y a quelques années, donné ce titre à un spectacle humoristique consacré au « drame de l'incommensurable ». « La partie de ping-pong politique », selon la formule de M. Taittinger (R), à laquelle se livrent, à propos du projet de loi constitutionnelle tendant le champ du référendum aux « garanties fondamentales des libertés publiques », l'opposition nationale — qui est en l'occurrence la majorité au Sénat — et la majorité gouvernementale est exemplaire de l'incommensurable entre les deux blocs.

Et pourtant, M. Badinter a bien tenté d'éclaircir le débat. L'argumentation précise et technique du garde des sceaux sur la nécessité de modifier la Constitution pour garantir toutes les libertés, et pas seulement celle de l'enseignement, sur l'utilité de réconcilier les « républicains » avec un référendum qui ne serait pas un plébiscite, et sur la suggestion d'améliorer encore la révision proposée par le gouvernement, ne pouvait être entendue par une majorité sénatoriale décidée à se pas enlever dans une discussion sur le fond. M. Dailly (gauche dém.), qui a ouvert le feu en sa qualité de rapporteur de la commission des lois, ou plutôt comme porte-parole de la majorité sénatoriale, ne s'en est pas caché. Il s'agit d'une querelle non pas juridique mais politique.

Fort du retrait du projet Savary — ce qu'elle estime être son premier succès et qu'elle avait eu pour objectif de départ — la majorité sénatoriale espère conforter sa position en mettant en échec le président de la République, privé d'un référendum qu'il a pris l'initiative de demander. Faire reculer le pouvoir, qu'elle juge désormais minoritaire, jusqu'à ce que celui-ci cède à sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale (qui entraînerait des élections législatives anticipées) sous-tend sa tactique et sert de « ciment » naturel à son union.

Voilà. Les réserves faites par M. Lecaunet, et avec lui par ses collègues centristes sur l'usage du référendum, se heurtent à la conception de son allié RPR, favorable « par filiation politique », comme l'a expliqué M. Pasqua, à cette procédure qui se doit, assure le président du groupe RPR du Sénat, d'engager le président de la République. Que ce dernier veuille « redorer son blason » est suffisant pour que l'opposition nationale refuse de lui en donner le moyen. C'est le mérite de M. Dreyfus-Schmidt (PS) d'avoir souligné, à l'aide d'exemples puisés dans l'histoire de la V^e République, les divergences profondes entre ce qu'il appelle « conservateurs » et « gaulliens » sur l'usage et l'utilisation du référendum.

M. Mitterrand s'est-il livré, et le nouveau gouvernement avec lui, à une « manœuvre » ? Tout au long de la discussion, des orateurs de la majorité sénatoriale l'ont affirmé. « Divergence », ont-ils même précisé, au regard de ce qu'ils considèrent être les préoccupations « réelles », à savoir essentiellement les problèmes économiques des Français. Sur ce point, la position du PC est identique. Toutefois, M. Lederman a expliqué que ses amis s'entendaient pas pour autant voter avec la droite la question préalable, dont l'adoption équivaut à un rejet du texte.

Cette décision d'opposer la question préalable est-elle irrévocable ? M. Lecaunet l'a affirmé. De

son côté, M. Pöcher expliquait dans les couloirs du Palais du Luxembourg qu'il était hasardeux de faire des pronostics en la matière. Son « on ne sait jamais » est-il le signe avant-coureur que la majorité sénatoriale assoupit sa position en fonction des amendements apportés au texte par la majorité socialiste de l'Assemblée nationale ?

L'affluence, qui ne s'était pas retrouvée au Palais du Luxembourg depuis l'affrontement entre Jacques Duclos et M. Michel Poniatowski le 12 novembre 1974 (1), n'inclut pas la majorité sénatoriale à « faire dans la nuance ». Ayant eu droit à une large retransmission de ses débats à la télévision, bénéficiant en ce mois d'août d'un intérêt quasi exclusif de la presse écrite, la majorité sénatoriale, devenue porte-voix de l'opposition nationale — dont les chefs sont subitement silencieux — dispose des armes pour faire entendre son message. Il lui reste à le faire comprendre.

ANNE CHAUSSEBOURG.
(1) En octobre 1974, M. Poniatowski, alors ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, avait accusé le PCF d'être un « parti dictatorial qui a, par là, un caractère fascisant ». Jacques Duclos, alors président du groupe communiste du Sénat, l'avait qualifié de « lâche ». A l'occasion d'une question orale avec débat, la polémique s'était poursuivie le 12 novembre, dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg. La discussion avait été transmise en direct par la télévision, tandis qu'au même moment le PCF faisait fleurir à travers toute la France les tombes de ses militants morts pendant les combats de la Résistance.

M. Dailly : le pouvoir a besoin de redorer son blason par un plébiscite

M. Robert Badinter ayant présenté le projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 11 (le Monde du 8 août), M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, lui succède à la tribune et indique tout d'abord, qu'il regrette l'absence de M. Laurent Fabius. Puis il dénonce « la petite équipe », composée du premier ministre, du porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, de M. Marcel Debarge, sénateur (PS) de la Seine-Saint-Denis, et de M. Raymond Forni, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, député (PS) de Belfort, et charge « d'intoxiquer le pays ». Le garde des sceaux n'interrompt pas révéler que « s'exprimer n'est pas intoxiquer ».

M. Dailly explique que l'opposition, majoritaire au Sénat, attend du gouvernement qu'il informe le pays « des dispositions qui assurent l'équilibre des pouvoirs », qu'il lui fasse savoir que les deux chambres du Parlement ont, en matière de révision constitutionnelle, les mêmes pouvoirs et que la Haute Assemblée a le droit et le devoir « d'empêcher d'aller à son terme un projet de révision qu'elle juge inutile et désirable ». Tel est le cas du présent projet, « il fallait faire diversion », dit M. Dailly. Ce n'est donc, à ses yeux, en aucun cas, une loi « mirée, pensée, réfléchie », et il se demande pourquoi le gouvernement n'en a pas profité pour faire une toilette complète de la Constitution, notamment en supprimant le titre XII sur la Communauté, devenu caduc, ou encore en y apportant les modifications envisagées par le premier programme socialiste, par le programme commun de la gauche et par les propositions du candidat socialiste à la présidence de la République en 1981. Puis M. Dailly observe que les libertés, « faisant partie du bloc de constitutionnalité, sont enfermées dans la chaise de la Constitution », dont seuls ont la clé l'Assemblée nationale et le Sénat.

Pourquoi ce référendum ? « Parce que le pouvoir a besoin de redorer son blason par un plébiscite qui crève les yeux », répond M. Dailly. « Les Français, ajoute-t-il, attendent plutôt du gouvernement qu'il s'attaque au chômage, à la baisse du niveau de vie, à l'insécurité, à la défense de la monnaie, à la compétition économique, au terrorisme, aux difficultés européennes et à la tension internationale ».

Avant la suspension de séance, M. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, rappelle que, de 1971 à 1981, dix lois avaient été déclarées inconstitutionnelles par le Conseil constitutionnel. M. Dailly lui répond que, de 1969 à 1973, douze lois avaient été déclarées inconstitutionnelles, et qu'en 1974 à 1981, il y en avait eu dix-sept, mais, ajoute-t-il, « nous en sommes à dix-neuf ! ».

M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne) s'en prend à ceux qui ont mis en doute la « représentativité » du Sénat, dont aucun membre, dit-il, ne peut accepter qu'elle soit mise en cause, car elle est « solide, immuable (...) et renforcée par l'autonomie nouvelle des collectivités territoriales ». Puis, le président de la commission des lois affirme que ce n'est pas « aux experts de faire la loi ».

M. Lecaunet : la pente naturelle du socialisme

« Obscur en droit, oblique en politique, dangereux pour la liberté, le projet n'est qu'une « manœuvre », qui ne pourrait aboutir qu'avec le concours et le soutien de l'opposition nationale, en la rendant complice d'une régression des libertés », déclare M. Jean Lecaunet (Union centriste, Seine-Maritime). Il souligne « l'étrange évolution d'un président de la République si longtemps dressé contre le pouvoir présidentiel ».

tel, qu'il regardait comme un « coup d'Etat permanent », et qui, parvenu à ce pouvoir, veut encore l'étendre et agit, à cette fin, en plein été, dans l'indifférence de l'opinion publique, une réforme de la Constitution.

Après avoir affirmé que, si le gouvernement s'obstine à faire revenir devant le Sénat son projet, qu'il soit ou non modifié, celui-ci lui appliquera « demain le même traitement » (la question préalable) qu'aujourd'hui, il explique que l'opposition, contrairement à ce que la gauche affirme, ne craint pas le suffrage populaire, d'autant que, depuis 1981, les consultations « ont

entraîné presque toujours dans le sens du référendum, voire du plébiscite, et non vers le régime parlementaire ». Il en veut pour preuve que Jean Jaurès suggéra déjà que la proportionnelle soit instaurée par la voie référendaire, ou encore que Léon Blum évoqua, dans son livre *A échelle humaine*, publié en 1945, le Parlement « bourgeois ». Il ajoute : « Hors de la ligne social-démocrate, la pente du socialisme conduit au plébiscite en faveur d'un parti tout-puissant, tout-potestant, tout-dominant, sans alternative ni retour dans une société fermée, sans classes, sinon sans nomenclature. » Les démentis des socialistes ne

s'étaient déclarés favorables M. Badinter et les socialistes, car, dit-il, une telle procédure « conduirait inévitablement à une forme aggravée de gouvernement des juges ». Après avoir assuré que, à ses yeux, le meilleur rempart pour les institutions parlementaires est « l'intervention quotidienne des citoyens dans toutes les affaires qui les concernent », il estime que ces querelles constitutionnelles, « au moment où les usines ferment, où le chômage augmente, où le pouvoir d'achat de plus nombreux décroît et où, enfin, sont annoncées les hausses des prix des produits et des services de première nécessité et où la rentrée scolaire préoccupe nombre de familles, risquent d'apparaître secondaires ».

M. Charles Pasqua n'est pas loin de reprendre ce dernier argument, car, selon lui, les Français « ont le plus grand mal à suivre le feuilleton étalé du référendum ». Revenant à la demande de référendum sur le projet Savary formulée par la majorité sénatoriale, le président du groupe RPR confirme que, selon lui, « cette demande était politiquement légitime et juridiquement recevable ».

M. PASQUA : stop ou encore ?

« Au référendum, note-t-il, le RPR est, par filiation politique », favorable. M. Pasqua précise que cette procédure « permet au chef de l'Etat, au cours de son mandat, en posant une question claire sur un problème grave de renouveler le contrat qu'il a passé avec le peuple », mais, ajoute-t-il, il s'agit aujourd'hui d'une « manœuvre », d'un « pseudo-référendum », à la fois « trompeur et dangereux ». Le sénateur des Hauts-de-Seine affirme que la majorité socialiste est « éminemment morte ». « Ce n'est pas à coups de manœuvres florentines et de référendums postiches qu'on la ressuscitera », déclare-t-il, avant de conclure : « Si le président de la République souhaite vraiment que le peuple s'exprime, il a à lui proposer la vraie question » par des élections législatives anticipées, organisées à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale : « Pour le gouvernement socialiste, stop, ou encore ? ».

M. DEBARGE (PS) : l'opinion, seul arbitre

M. Marcel Debarge (PS, Seine-Saint-Denis), veut « prendre à témoin l'opinion publique », qui, dit-il, est « le seul juge-arbitre ». Il reconnaît que la majorité sénatoriale aura réussi « un instant » à récupérer le « concept des libertés », alors que la gauche au pouvoir a, en trois ans, amené « des dispositions abolissant les lois de contrainte et créant de nouvelles libertés, comme cela ne s'était pas vu depuis près de deux siècles ». Le membre du secrétariat national du PS relève la contradiction de la majorité sénatoriale, qui prétend, aujourd'hui, refuser le plébiscite, alors qu'hier elle voulait transformer « son » référendum en une question de confiance adressée aux Français contre la personne du chef de l'Etat.

« Les citoyens sont attachés à la notion de référendum, ils ne désirent pas abdiquer leur pouvoir de décision ». De ce constat, M. Jean Béranger (Vielines) tire la conclusion que le projet de loi constitutionnelle répond bien « au sonnet de sortie de la crise politique que l'opposition nationale, par sa majorité sénatoriale, a volontairement provoqué ». Hostile au référendum-plébiscite, le président du groupe du Rassemblement démocratique se déclare, en revanche, favorable à une consultation qui permette au peuple de « proclamer son unité devant un grand problème d'intérêt national ». En ce cas, dit-il, la victoire « revient, non pas à tel ou tel

parti, mais à la France ». Pour le porte-parole du MRG, en opposant la question préalable, le Sénat refuse, « en fait, d'exercer ses propres compétences ».

M. René Manory (Union centriste, Vienne) voit un « danger » dans le fait que tous les présidents, qu'ils soient de droite ou de gauche, connaissent un état de grâce momentané, pourraient, grâce à ce texte, remettre en cause une des libertés publiques.

M. Joël Moynet (Gauche démocratique, Charente-Maritime) se demande si le Sénat va « limiter son rôle à un enregistrement boudoir ou à un refus systématique ». Pour M. Maurice Schumann (RPR, Nord), le débat a, au moins, le mérite de démontrer que majorité et opposition sont d'accord pour convenir que « le référendum, jadis si contesté, est une pièce nécessaire de

notre arsenal constitutionnel » et que cette « arme » est « dans certains cas, irremplaçable », mais que son maniement « peut devenir dangereux ».

Citant M. Mitterrand, qui, en 1972, alors qu'il menait campagne en faveur de l'abstention sur le référendum concernant l'Europe décidé par Georges Pompidou, estimait qu'il fallait contraindre le chef de l'Etat d'aller « à parler des vrais problèmes, ceux de la vie quotidienne des Français », M. Pierre-Christophe Taittinger (RI, Paris) juge ce propos « bien d'actualité ».

Dernier orateur de la journée, M. Pierre Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), oppose la voie choisie par M. Mitterrand pour réviser la Constitution et la démarche « gaullienne », qui, elle, était contraire à la Constitution.

A. Ch.

L'argent des autres

Point de bonne politique sans bonne communication. Soit. Et la bonne communication est une sorte de guerre, qu'il faut gagner vite, en frappant fort, en occupant tous les terrains. C'est du moins ce qu'on a cru comprendre en écoutant les débats animés du Sénat, mardi 7 août, chaque fois que la question a été évoquée.

Les télévisions et les radios ont été envahies, monopolisées, pour expliquer une seule vision de la polémique. Pas l'autre, bien entendu. Majorité et opposition l'ont dit.

M. Louis Perrein, sénateur socialiste, l'a proclamé haut et fort : « conspiration du silence », « ostracisme manifeste des postes périphériques à l'égard du groupe socialiste ».

M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois (gauche dém.), prône représentant de la majorité sénatoriale, a dressé un contre-inventaire sans faille : M. Dumas a « intoxiqué » l'opinion ; tel sénateur socialiste l'a relayé sur Radio-Monte-Carlo ; tel député socialiste sur France-Inter. Pour expliquer tout cela et diverses autres choses, M. Dailly a occupé, en une fois, plus de temps que quantité d'hommes politiques en une année.

Mais s'il y a guerre de la communication, il lui faut son nerf traditionnel : l'argent. « Qui paie ? D'où vient l'argent ? », a interrogé M. Dailly, qui avait découvert le matin, dans le quotidien du même nom, une page entière de publicité proclamant : « Référendum sur les libertés : 70 % des Français sont pour » achetée pour le compte de l'Association pour le référendum sur les libertés publiques.

M. Dailly n'était pas au début de son calvaire. Ses yeux ébahis de sénateur un week-end avaient été blessés par la même proclamation placardée sous forme d'affiches sur les routes natio-

nales 1 et 16 (il paraît que les dites affiches ont fleuri un peu partout). Il n'était pas au bout non plus. Il était menacé de retrouver le même publicitaire deux jours de suite dans le Monde.

Alors qui paie ? Le président de l'Association pour le référendum, M. François Luchaire, a répondu avec sobriété et concision sur TF 1 : « A l'heure qu'il est, notre association n'a que des dettes. » Il nous a ensuite fait connaître le lancement d'une souscription pour couvrir ces frais dont il ignore du reste l'ampleur.

Contre l'opinion de M. Dailly, il affirme aussi que rien n'était préparé à l'avance « et que tout s'est fait vendredi [3 août] et samedi ». Audacieuse improvisation militante à crédit, à l'air de penser : M. Luchaire. Lorsque M. Dailly dit : « Le Sénat n'a pas à être épinglé par une campagne publicitaire, laquelle ne peut être financée par d'autres sources que celles que j'imagine », il songe évidemment à des fonds discrets, pour ne pas dire secrets.

M. Luchaire a une autre réplique. Il renvoie aux dépenses incomparablement plus élevées engagées par l'enseignement catholique pour organiser ses puissantes manifestations. Dans l'hémicycle du palais du Luxembourg, sénateurs socialistes et ministre chargé des relations avec le Parlement ont fait assaut des mêmes questions. La manifestation du 24 juin, « qui a payé ? ». Les « murs de France couverts d'affiches il y a deux mois », même question. « Dans mon département des Pyrénées-Atlantiques », a insisté M. André Labarrière, tous les voyages ont été payés aux parents qui sont venus faire du tourisme à l'occasion de cette manifestation. A Décidément, le seul argent suffisant et intéressant, c'est celui des autres.

MICHEL KAJMAN.

de la campagne publicitaire qu'elle a lancée, ne laisse pas d'intriguer ».

M. François Luchaire nous prie de préciser que le passage de l'ouvrage collectif *La Constitution de la République française*, paru en 1979, éditions Economica, dont M. Charles Pasqua, sénateur RPR, lui a attribué la paternité au cours des débats du Sénat à l'appui de ses propres interprétations était en fait rédigé dans ce livre par M. Gérard Cozac, professeur à l'université de Paris-I.



CAGNAT.

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LE RÉFÉRENDUM AU SÉNAT

Le poids des petites communes rurales

Nombres ont été les porte-parole de la majorité sénatoriale à mettre en garde ceux qui ont contesté ou en venaient à contester le Sénat du fait de son régime électoral.

Si le président de la République et les députés sont élus au suffrage universel direct, les sénateurs sont, eux, désignés au suffrage universel indirect.

L'élection se fait au niveau départemental. Dans chaque département, aux députés et conseillers généraux, s'ajoutent les députés des conseils municipaux, dont l'effectif varie selon le nombre de communes et l'importance de la population de celles-ci. Dans les communes de moins de 9 000 habitants, le nombre de ces députés peut aller de 1 (commune de moins de 500 habitants) à 15 (commune de 5 000 à 8 999 habitants). Pour celles dont la population est supérieure à 9 000 habitants, tous les conseillers municipaux sont députés sénatoriaux (ce nombre de conseillers municipaux varie de 29 pour les communes dont la population est comprise entre 9 000 et 9 999 habitants à 69 pour celles dont la population excède les 30 000 habitants, les conseillers sont à Paris, Marseille et Lyon respectivement de 163, 101 et

73). Dans les communes de plus de 30 000 habitants, les conseillers municipaux élisent des « députés supplémentaires », à raison de 1 pour 1 000 au-dessus de 300 000 (1).

Membre de l'Association française de sciences politiques, M. Gérard Le Gall, qui est aussi député aux états du PS, avait constaté, à l'occasion d'un article publié dans la *Revue politique et parlementaire* (septembre 1983), que, pour la série renouvelable en septembre 1983, les communes de moins de 1 500 habitants (au nombre de 31 122 en 1982, soit 35,9 % du total des communes et 26 % de la population) bénéficiaient de 40 % de la représentation totale des députés sénatoriaux des communes. Quant à celles de plus de 30 000 habitants (22,5 % de la population), elles ne désignaient, avait-il calculé, que 10 % des membres du collège. Il en concluait à la nécessité de modifier les critères de désignation par un meilleur prise en compte de la population.

Faut-il voir un lien entre le mode de désignation et la composition par catégories socio-professionnelles des tranches d'âge de la Haute Assemblée ?

Nul ne peut être sénateur s'il n'est âgé de trente-cinq ans (pour les députés, l'âge plancher est fixé à vingt-trois ans). Cette disposition explique la moyenne d'âge relativement élevée de la Haute Assemblée — même si elle s'abaisse quelque peu au renouvellement triennal en raison du rajeunissement des élus. Elle était de cinquante-neuf ans après les élections sénatoriales de septembre 1983.

Le poids de la ruralité se manifeste dans l'éventail des professions représentées par les sénateurs : 17 % relèvent des professions agricoles. La répartition s'établit ensuite comme suit : 16 % sont issus des professions commerciales et industrielles ; 15 % des professions judiciaires et de l'enseignement ; 11 % des fonctionnaires et agents du service public ; 3 % n'ont pas de profession déclarée.

A. Ch.

(1) Ce descriptif ne concerne pas la composition des collèges électoraux des TOM ni celui spécifique à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du secrétariat greffe, de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Par arrêt contradictoire du 18 avril 1984, devenu définitif, la cour d'appel d'Aix-en-Provence, quatrième chambre, a déclaré NICOLAI Marcel-Marie-Joseph, né le 14 janvier 1939 à Cagnes-sur-Mer, demeurant 33, chemin du Malvon à Cagnes-sur-Mer, coupable de fraude fiscale et d'omission de passation d'écritures, courant 1979, 1980, et en vertu des articles 1741, 1743, du code général des impôts, l'a condamné à la peine de trois mois d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende. Cette juridiction a en outre ordonné à la charge du condamné la publication de l'arrêt dans les journaux *le Monde* et *Nice-Matin*, ainsi que l'affichage pendant trois mois à la porte extérieure de l'étude de Cagnes-sur-Mer, 33, chemin du Malvon. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Extrait des minutes du secrétariat greffe du tribunal de grande instance de Senlis.

Condamnation pénale pour fraude fiscale. Par jugement contradictoire, en date du 21 octobre 1983, le tribunal correctionnel de Senlis a condamné ABBATE Maria, épouse DESPLAQUE, née le 31 mai 1940 à Agnino (Italie), demeurant 1, rue de Beauvais-Blaincourt à 60 Prény-sur-Oise, à une peine d'amende de 3 000 F pour fraude fiscale (faux-semblants sous-jacés ou tentés de soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement total ou partiel des impôts visés dans le Code général des impôts, soit qu'elle ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits, soit qu'elle ait volontairement dissimulé une partie des sommes sujettes à l'impôt, soit qu'elle ait organisé son insolvabilité ou mise obstacle par d'autres manœuvres au recouvrement de l'impôt, soit en agissant de toute autre manière frauduleuse) ; le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication du jugement dans le journal *le Monde*. Le greffier.

Extrait des minutes, secrétariat greffe, cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Par arrêt contradictoire du 18 avril 1984, devenu définitif la cour d'appel d'Aix-en-Provence, 5^e chambre, a déclaré NICOLAI Claude, né le 18 septembre 1945 à Cagnes-sur-Mer (06), demeurant 24, rue de Phasette à Cagnes-sur-Mer (06), coupable de fraude fiscale et d'omission de passation d'écritures, courant 1979, 1980, et en vertu des articles 1741, 1743, du code général des impôts : l'a condamné à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis, et 100 000 francs d'amende. Cette juridiction a en outre ordonné à la charge du condamné la publication de l'arrêt dans les journaux *le Monde* et *Nice-Matin*, ainsi que l'affichage pendant trois mois à la porte extérieure de l'étude de Cagnes-sur-Mer, 33, chemin du Malvon. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Extrait des minutes, secrétariat greffe, cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Par arrêt contradictoire du 18 avril 1984, devenu définitif la cour d'appel d'Aix-en-Provence, quatrième chambre, a déclaré NICOLAI Clément, Victor, Marcel, né le 16 décembre 1914 à Nice (06), demeurant 10, rue du Piolet à Cagnes-sur-Mer (06), coupable de fraude fiscale et d'omission de passation d'écritures, courant 1979, 1980, et en vertu des articles 1741, 1743, du code général des impôts : l'a condamné à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis, et 100 000 francs d'amende. Cette juridiction a en outre ordonné à la charge du condamné la publication de l'arrêt dans les journaux *le Monde* et *Nice-Matin*, ainsi que l'affichage pendant trois mois à la porte extérieure de l'étude de Cagnes-sur-Mer, 33, chemin du Malvon. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Le tribunal de grande instance de Dijon, en son audience du 1^{er} juillet 1982, statuant en matière correctionnelle, a prononcé à l'encontre du nommé MOULLET Henri, PDG de la Conserverie fine du Midi, demeurant à La Brillanne, (Alpes-de-Haute-Provence), une amende de douze mille francs, pour fraude.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Paris.

Condamnation pénale. Par jugement contradictoire en date du 16 décembre 1983, le tribunal correctionnel de Paris a condamné pour non-respect des dispositions à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs pour avoir à Paris, le 24 août 1982, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, dont responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler huit salariés sur un chantier de montage de charpente métallique, exposés à un risque de chute sans qu'il n'existe aucune mesure de protection individuelle ou collective de ces salariés, à la peine de huit amendes de mille deux cents francs chacune le sieur RABA N Roger, né le 7 juin 1925 à Saint-Quentin (02), conducteur de travaux demeurant 1, rue du Progrès à Noisy-le-Sec (93). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de son jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Paris.

Condamnation pénale. Par jugement contradictoire en date du 2 décembre 1983, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour blessures involontaires (accident du travail) — non respect des dispositions à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs du bâtiment — pour avoir à Paris, le 22 septembre 1982, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit :

1. Occasionné des blessures involontaires occasionnées une incapacité supérieure à trois mois (accident du travail) sur la personne de Ramos Adelino ;
2. Etant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler un ouvrier à une hauteur de plus de trois mètres du sol se trouvant exposé à un risque de chute dans le vide sans aucun dispositif de protection individuelle et collective — à la peine de trois mille francs d'amende — le sieur COLLARD Alain, né le 29 août 1944 à Thiers (63) conducteur de travaux demeurant 11, rue de la Pléiade à Cachan (94). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de son jugement par extrait dans le journal *le Monde*. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Montpellier.

Par jugement en date du 14 février 1984, le tribunal correctionnel de Montpellier a déclaré GRAULOU René, né le 22 avril 1941 à Palavas-les-Flots (34), dirigeant de SARL « Les Régénos », route de Palavas à Lattes (34), coupable de fraude fiscale courant 1978, 1979, 1980 à Lattes (34) ; et l'a condamné à la peine de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans — 30 000 francs d'amende ; a ordonné au frais de la condamné l'affichage par extrait du jugement pendant trois mois sur les panneaux des publications officielles de la mairie de Palavas, ainsi que sa publication dans le journal *le Monde*, l'*Express*, le *Point*. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

des impôts, à fixer au minimum la durée de la contrainte par corps s'il y a lieu de l'exercer contre GRAULOU René, pour le paiement des impôts fraudés et pour celui des pénalités y afférentes, l'a condamné aux entiers dépens. En application des articles 1741 et 1743 du Code général des impôts. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Montpellier.

Par jugement en date du 14 février 1984, le tribunal correctionnel de Montpellier a déclaré GRAULOU Gisette épouse GRAMAGE, née le 29 juin 1936 à Bize (11), GRAULOU René, né le 22 avril 1941 à Palavas (34), en leur qualité respective de gérante de société et de dirigeant de société « Les Régénos », route de Palavas à Lattes (34), coupables de fraude fiscale courant 1979 à Lattes (34), et les a condamnés aux peines de : GRAULOU René — un an d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans, 30 000 francs d'amende ; MAINGUET Marie-Brigitte, née le 18 août 1946 à Bize (11), GRAULOU René, né le 22 avril 1941 à Palavas (34), ainsi que sa publication dans le journal *le Monde*, l'*Express*, le *Point*. Et statuant sur l'action civile du directeur général des impôts agissant pour l'administration des impôts, a dit que Gisette GRAULOU épouse GRAMAGE et René GRAULOU seront tenus solidairement du paiement des impôts fraudés et de celui des pénalités fiscales y afférentes ; a fixé la durée de la contrainte par corps au minimum ; les a condamnés aux entiers dépens. En application des articles 1741-1743, 1745 du Code général des impôts. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe du tribunal de grande instance de Montpellier.

Par jugement en date du 14 février 1984, le tribunal correctionnel de Montpellier a déclaré MAINGUET Marie-Brigitte, née le 18 août 1946 à Bize (11), GRAULOU René, né le 22 avril 1941 à Palavas (34), en leur qualité respective de gérante de société et dirigeant de société « Les Régénos », route de Palavas à Lattes (34), coupables de fraude fiscale courant 1978 et 1979 à Lattes, et les a condamnés aux peines de : GRAULOU René, un an d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans, 30 000 francs d'amende ; MAINGUET Marie-Brigitte, six mois d'emprisonnement avec sursis 20 000 francs d'amende.

A ordonné aux frais de la condamné, l'affichage par extrait du jugement, pendant trois mois sur les panneaux des publications officielles des mairies de Lattes et de La Grande-Motte, ainsi que sa publication également par extrait dans le journal *le Monde*, l'*Express*, le *Point* et le journal *le Midi Libre* et le journal *le Monde*, et statuant sur l'action civile du directeur général des impôts agissant pour l'administration des impôts, a dit que Marie-Brigitte MAINGUET, épouse GRAULOU, et Roger GRAULOU, seront tenus solidairement du paiement des impôts fraudés et de celui des pénalités fiscales y afférentes, a fixé la durée de la contrainte par corps au minimum, les a condamnés aux dépens. En application des articles 1741, 1743 du code général des impôts. Le greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris.

Par arrêt de la troisième chambre de la cour d'appel de Paris en date du 14 mai 1984, M. SANTA MARIA Georges, né le 6 mars 1933 à Oran (Algérie), demeurant à Saint-Ouen (93), 52-54 rue du Capitaine-Clairnet, a été condamné à cinq mille francs d'amende pour contrainte par importation, détention, offre ou vente de produits contrefaisants du jeu Missile Command. La cour a en outre ordonné, aux frais de la condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : *le Monde*, l'*Humanité*, le *Figaro*, l'*Express*, le *Point*. Pour extrait conforme, le greffier en chef.

A chacun ses experts

Pour ceux que passionnent les variations sur le thème du référendum, la question essentielle est celle-ci : pouvait-on, dans l'état actuel de la Constitution, interroger les Français sur la réforme de l'enseignement privé ? Si oui, M. Mitterrand manœuvre. Sinon, ce sont les sénateurs de l'opposition qui jouent au plus fin.

Posée de cette manière, la question ne pouvait que provoquer une de ces empoignades dont raffolent les juristes, citation contre citation, doctrine contre doctrine. Le premier, mardi 7 août, M. Badinter a ouvert le feu. Trois juristes éminents consultés par lui, ont répondu, MM. François Luchaire, Jean Rivoire et Jacques Robert, ont apporté leur caution à la thèse de M. Mitterrand.

La garde des sceaux attendait donc d'un pied ferme les contradicteurs. A chaque fois qu'un orateur de l'opposition se risquait, comme MM. Etienne Dailly (Gauche démocratique) ou Jacques Larché (RI), à invoquer l'avis opposé d'autres experts éminents mais anonymes, M. Badinter, soutenu par les sénateurs socialistes, lui lançait : « Des noms ! Des noms ! »

A force d'incidents, l'opposition finit par se découvrir. Elle n'a pas trois experts dans sa manche, mais six. C'est M. Charles Pasqua (RPR) qui l'affirme, mettant fin à une suspension qui dure depuis plusieurs semaines déjà. « Il s'agit, a-t-il déclaré, de Roland Drago, professeur à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris ; François-Georges Dreyfus, professeur à l'université de sciences juridiques, politiques et sociales de Strasbourg ; Patrick Juillard, professeur de droit public à l'université de Paris-I ; Dimitri-Georges Lavroff, professeur de droit public, président de l'université de Bordeaux ; Jean-Claude Sayer, professeur à l'université de Paris-II ; Jean-Richard Sauter, professeur à l'université de Paris-XII. »

Les socialistes ne s'attendaient visiblement pas à ce coup-là. La promesse à réaliser fut M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui s'empressa d'affirmer que, gaillarde de toujours, M. François-Georges Dreyfus ne pouvait être que « partisan ». Quant à M. Sulzer, explique-t-il, c'est un professeur de gestion. Ne pas confondre

avec un spécialiste de droit constitutionnel.

La question est en effet la bonne : les juristes dont M. Pasqua invoque la caution pèsent-ils du même poids que ceux qui soutiennent la thèse de M. Mitterrand. Sont-ils ou non partisans ? Deux au moins sont marqués politiquement. L'un est M. Dreyfus-Schmidt, déjà nommé, dont M. Dreyfus-Schmidt aurait pu ajouter qu'il est conseiller de la rédaction de *Mégaris Hebdo*. L'autre est M. Sayer, inspirateur de la loi « sécurité et libertés » et pourfendeur strident, dans les colonnes du *Figaro*, de la politique de M. Badinter.

Hormis M. Drago, aucun de ces juristes, si compétents soient-ils dans leur spécialité, ne fait autorité en matière de droit constitutionnel. M. Juillard, par exemple, est un spécialiste de droit international public. Il est le coauteur d'un ouvrage sur la Cour suprême des Etats-Unis. M. Lavroff s'est surtout intéressé dans sa carrière aux Constitutions africaines, et M. Sayer est professeur de droit pénal.

M. Drago quant à lui, fait non seulement autorité mais il est le seul dont M. Pasqua ait cité l'argumentation. Elle se résume à ceci : il existe un article 32 de la Constitution qui a permis en 1958 au gouvernement de légiférer provisoirement par ordonnance dans les domaines relatifs au fonctionnement des pouvoirs publics. En application de cet article, toutes sortes de réformes ont été entreprises. Cela prouve de manière irréfutable que ce qu'on appelle le fonctionnement des pouvoirs publics recouvre les domaines les plus divers, donc celui de l'enseignement.

C'est ce que ne cessent de soutenir les sénateurs de l'opposition. Pourquoi ? Parce que ladite Constitution dans sa rédaction actuelle permet d'interroger par référendum les Français sur « l'organisation des pouvoirs publics ». Dès lors, ce point n'est pas le plus délicat à la loi. Pourquoi lui faire tant de peine ?

Si M. Pasqua a apparemment gagné des points, mardi, en invoquant la caution de « nombreux spécialistes de droit constitutionnel », il n'est pas sûr que cette tactique soit payante longtemps. Ces « nombreux spécialistes » ne

sont plus anonymes. La majorité — M. Dreyfus-Schmidt — a commencé à la faire mardi — va s'efforcer de les disqualifier politiquement et de réfuter leurs arguments. Par exemple, on peut faire remarquer que si le gouvernement a légiféré par ordonnance, il y a un quart de siècle grâce à l'article 32, il ne l'a pas fait en s'appuyant sur l'article 1 relatif au fonctionnement des pouvoirs publics, mais sur l'article 3 de cet article qui l'autorise, à l'époque, à prendre de cette manière toutes les mesures « nécessaires à la vie de la Nation ».

A ce petit jeu, les sénateurs de l'opposition risquent de regretter l'époque toute proche où les experts qui c'est au Parlement de faire la loi. Pas aux experts. Seulement voilà : M. Pasqua, lui, préfère invoquer les experts.

Pour l'opposition, le terrain juridique n'est pas sûr. On peut évidemment tenter de démontrer que le projet Savary, « fixant les rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et l'enseignement privé », touche à « l'organisation des pouvoirs publics ». M. Michel Debré l'a soutenu dans ses colonnes. M. Larché s'y est également employé le 30 juin au Sénat, comme l'a fait M. Dursdorf (Gauche démocratique) mardi. Mais la démonstration est surtout politique. M. Larché n'est pas loin de l'admettre. A qui lui demande en privé quelle est sa conviction de juriste (il fut conseiller d'Etat), il confie : « Lorsque j'étais président de l'Académie de Paris, je soumettais les avis des docteurs d'Etat et y entendais ne pas se faire confiance à la loi. Pourquoi lui faire tant de peine ? Le chef de l'Etat voit sans déplaisir, dit-on, se dérouler cette partie d'échecs, mais l'opinion, qui ne comprend pas grand-chose aux règles du jeu se demande maintenant s'il y en a. »

BERTRAND LE GENDRE.

Les non-dits d'un débat faussé

(Suite de la première page.)

Devra-t-il s'abstenir, comme il l'a fait jusqu'à présent, de se prononcer sur tout projet de loi référendaire, ou bien interviendra-t-il dans le processus, comme l'a suggéré la garde des sceaux, et peut-on concevoir, dans cette hypothèse, que son autorité puisse être supérieure à celle du suffrage universel ?

Contradictions

En fait, l'essentiel des arguments présentés par l'opposition ont été peu ou prou centrés sur le thème classique de la défense des libertés parlementaires, voire de la défense d'un Sénat qui serait menacé de mort. Menacé par qui ? Il y a à la fois la plus belle des « contradictions » de l'opposition et, peut-être, l'erreur de M. Mitterrand.

Contradiction, car on ne peut se plaindre à la fois de l'absence de « garanties parlementaires » que seule donnerait la révision constitutionnelle par le Congrès (Assemblée et Sénat réunis, sans référendum) et de l'usage d'une procédure qui a pour effet de placer l'Assemblée et le Sénat la majorité et l'opposition, sur un pied d'égalité.

De ce point de vue, l'argumentation de M. Dailly est imparfaite : le gouvernement et la gauche avec lui ne sont en aucune façon juridiquement fondés à s'indigner de l'attitude du Sénat, lorsque, précisément, la Constitution — et c'est le seul cas prévu — lui donne le pouvoir de bloquer un projet de révision constitutionnelle.

L'erreur est peut-être celle-là, d'avoir offert au Sénat un terrain sur lequel son obstruction est légitime. Le risque est grand que celle-ci devienne, par la suite, légitime aux yeux de l'opinion, alors même qu'elle ne serait plus juridiquement fondée.

Car que va-t-il advenir du travail législatif, une fois passée la bataille du référendum ? Compte tenu de son objectif à court terme — la dissolution de l'Assemblée nationale, —

l'opposition ne sera-t-elle pas tentée de poursuivre par la voie du blocage ?

La future loi électorale (que la dissolution aurait pour but, entre autres « vertus », d'empêcher) de sorte désignée pour subir un tel traitement. Au-delà de ce qui n'est qu'une hypothèse, deux autres non-dits pèsent sur le débat actuel : l'effet Le Pen, les pouvoirs du président.

L'une des raisons du refus par la droite de la révision constitutionnelle par référendum est que, si elle était acceptée au Sénat, elle ne pourrait être défendue devant l'opinion. Il n'est pas possible — M. Lecœur l'a souligné — de dire « oui » au projet et de faire campagne pour le « non ». Il n'est pas possible non plus de faire campagne pour le « oui », sauf à ouvrir à M. Le Pen un vaste champ, celui du « non » à un homme, précisément. Dès le président du Front national affirme qu'il « essaie » de se préparer à une « échéance rapprochée », « Quand la maison brûle, dit-il (dans le quotidien *Présent* du 8 août), il ne sert à rien d'avoir le bail de sept ans ; nous assistons à la déstabilisation du régime ».

Les pouvoirs du président

Or il n'est pas question, pour l'opposition, d'aider à la progression de l'extrême droite. Il n'est pas question non plus de laisser l'électorat centriste à la merci des réductions de M. Fabius. Ne touchez pas à nos électeurs : tel était le sens du message de M. Lecœur, qui explique d'ailleurs la dureté de forme et de fond du discours du président de l'UDF.

A plus long terme, l'objectif est aussi de priver M. Mitterrand de la possibilité d'en appeler au pays, en cas de conflit avec une majorité parlementaire hostile. Car l'opposition se place dans une seule perspective : son retour au pouvoir à l'occasion des prochaines législatives, qui doivent avoir lieu en 1986 ou avant.

M. Badinter a pris soin d'énumérer, parmi les libertés publiques, celles que la gauche considère

comme telles : droit de grève, droits syndicaux, etc. Face à une nouvelle majorité parlementaire « revancharde », le président, fort du nouvel article 11, pourrait faire juger l'opinion. C'est donc pour s'assurer que le président n'ont d'autres possibilités qu'une dissolution (difficile après un premier vote) de l'Assemblée ou bien sa démission que l'opposition bloque le projet qui lui est présenté.

Elle le fait avec d'autant plus de détermination qu'elle est convaincue de la « mort clinique » de l'actuelle majorité. Mais il serait plus juste de dire celle-ci comme « étant placée elle-même sous une telle oxygène, les deux bourses étant l'une la ressource du texte Savary, et l'autre le nouveau gouvernement et son action. Il dépend maintenant de celle-ci que cette bouffée d'air frais permette la survie. »

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« M. Krivine : manœuvres. — M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a déclaré, mardi 7 août : « En jouant, seul, ou chat et à la souris avec la droite à propos du référendum, le président de la République discrédite le débat politique en France. (...) La véritable bataille contre la droite ne passe pas par ce type de diversion, qui ne peut qu'aggraver la démobilisation et le désarroi des travailleurs. Il est désormais clair que toutes les manœuvres de l'Elysée n'ont pour but que de se décharger de la majorité de 1981, pour appliquer un recadrage à droite. »

« Dissolution du conseil municipal de Montrond-le-Château (Doubs). — Le Journal officiel du 4 août publie un arrêté du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation en date du 2 août, qui porte dissolution du conseil municipal de la commune de Montrond-le-Château (Doubs), « considérant que les dissensions qui existent au sein du conseil municipal (...) entravent l'administration de cette commune ».

70
DES
SOI

44

ASSOCI
SUR

مكتبة الأمل

70% DES FRANÇAIS SONT POUR.*

70% des Français souhaitent pouvoir se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales des libertés publiques. C'est ce que révèlent les derniers sondages. Nous sommes une majorité à vouloir le référendum. Tel était le sens de notre appel du 31 juillet :



Le Président de la République a proposé à la Nation une réforme constitutionnelle dont l'importance ne saurait échapper à personne. Alors que la Constitution de 1958 a limité à quelques cas la possibilité, pour le Chef de l'Etat, de consulter le Peuple français par référendum, il nous est aujourd'hui proposé d'étendre cette faculté à tout ce qui concerne les garanties de nos libertés publiques.

Quel homme ou quelle femme de bonne volonté, par-delà les passions et querelles, ne voit en ce projet de réforme un progrès de la démocratie ?

En effet, si notre Constitution consacre un certain nombre de droits et de principes qu'elle a érigés en valeurs suprêmes, leur mise en œuvre quotidienne peut varier avec le temps, les techniques et les mutations de toute sorte. Si la représentation nationale est divisée, quoi de plus naturel pour le Chef de l'Etat, arbitre entre les courants opposés de l'opinion publique, que d'interroger la nation toute entière ?

Une fraction de la classe politique, après avoir appelé de ses vœux un référendum sur l'enseignement, refuse aujourd'hui la réforme annoncée. Pourtant, ce qui lui est proposé va bien au-delà de son attente, puisqu'il s'agit d'étendre le champ d'application du référendum aux garanties fondamentales des libertés publiques et, ainsi, d'accroître la force constitutionnelle de nos libertés, en permettant au Chef de l'Etat de solliciter la décision du Parlement et de tous les Français.

Quant à la procédure proposée, dans son principe, elle offre elle-même l'avantage, par la consultation presque simultanée de la représentation nationale et du peuple souverain, de recueillir sur ce principe primordial, le plus grand consensus national possible. Le référendum permet au peuple de se faire entendre par-delà les manœuvres et les calculs des appareils. Il est donc juste et nécessaire.

Les signataires du présent appel constatent que la réforme proposée correspond très exactement à ce que souhaitait l'immense majorité des Français, à l'heure où l'opinion publique se trouvait divisée par le débat sur l'école.

Ils tiennent pour hautement souhaitable que désormais le peuple souverain puisse décider de ce qui touche aux garanties de ses libertés. Malgré la dispersion de l'été, ils appellent tous les hommes et femmes de France à joindre leurs efforts afin d'obtenir que la réforme projetée aboutisse. Ils les invitent à se réunir au sein de l'Association pour le référendum sur les libertés publiques.



ASSOCIATION POUR LE RÉFÉRENDUM SUR LES LIBERTÉS PUBLIQUES

Richard BERRY,
Comédien.
François BLOCH-LAINE,
Inspecteur général des finances.
Paul BORDIER,
Ancien inspecteur des finances.
J-Denis BREDIN,
Avocat, Professeur agrégé de l'université.
Bâtonnier Albert BRUNOIS.

CASAMAYOR,
Magistrat, Ecrivain.
Christian CHARRIÈRE-BOURNAZEL,
Avocat.
Jacques DEBU-BRIDEL,
Président de l'ANACR.
Maurice DUVERGER,
Professeur agrégé de l'université.

Daniel GÉLIN,
Comédien.
Françoise GIROUD,
Ancien ministre, Ecrivain.
Léo HAMON,
Ancien ministre.
Georges HOURDIN,
Ecrivain.

François LUCHAIRE,
Président de l'association.
René RÉMOND,
Universitaire.
Jacques ROBERT,
Professeur agrégé de l'université.
André WEIL-CURIEL,
Avocat.

Nous avons besoin de votre engagement et de votre soutien financier. Écrivez-nous, adressez-nous votre chèque bancaire à :
Association pour le référendum sur les libertés publiques, 88, avenue Kléber 75116 Paris.
Nom _____
Adresse _____

de Los

Fausse ent

Marron est le pelage de Jappeloup, tranchant avec celui de quelques Crin blanc, participant à cette sorte de jeu du cirque. Marron est l'amateurisme — mot, du reste, retiré de la charte — olympique. Marrons, populairement parlant, ce sont les coups échangés dans le tournoi de boxe. D'une violence mouton. Les professionnels s'efforcent de ménager leur carrière. Eux, à Los Angeles, y vont sans ménagement. Heureusement qu'ils sont casqués façon Goldorak, comme pour une guerre de

Officiellement, on exprime sa peine, ses regrets, quand une tragédie survient. Ah ! ça, pour déplorer, on déplore, et tous les commentateurs ont des trémolos dans la voix. On déplore bien dans les ri-

NICHEL CASTANGI

Déjà échaudé par la faute d'arbitrage qui a coûté à Alexandre son accession à la finale des moins de 65 kilos (la projection du japonais vainqueur, portée hors des limites du tapis, n'était pas valable, magnétoscope à l'appui), le petit monde du judo français commence à se poser la question de l'avenir des sautes qui lui ont rendu le tennis le pari annoncé : entre quatre et six médailles.

Heureusement la sérénité d'Angelo Parisi (qui était déjà aux Jeux olympiques en 1972 à Munich et qui bénéficiera d'un tableau plutôt favorable) ne se dérange pas des poids lourds (il évite la montagne japonaise Saito), vient apporter quelques sautes. Les Jeux ne passent pas finis. Et les Français n'ont pas dit leur dernier mot.

Cette maison
est ouverte pour tous ceux
qui, après la guerre,
souhaitent à grand
prix, acheter ou louer
un logement à la ville.
Elle a donc réuni les
meilleures offres de
propriétaires et de
locataires, et les a
révisées et corrigées.
C'est ainsi que vous
trouverez dans ce
livre, les meilleures
offres de logements
à la ville, et les
meilleures offres de
logement à la ville.
C'est ainsi que vous
trouverez dans ce
livre, les meilleures
offres de logements
à la ville, et les
meilleures offres de
logement à la ville.

Les « 40 nouvelles » du
Théâtre 20

1

هــذا من الأصل

TENNIS

Fausse entrée pour vrais professionnels

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — Par l'odeur du tennis alléché. Dès l'ouverture, nous sommes partis pour le Los Angeles Tennis Center. La publicité faite autour de ce stade installé au cœur de l'université de Californie-Los Angeles-5 (UCLA) nous avait appris que l'ensemble, de construction récente, avait coûté la bagatelle de 7,25 millions de dollars.

Avec la manie du gigantisme qui afflige les Californiens, nous pensions bien découvrir un complexe au moins aussi grand que Roland-Garros, sinon Wimbledon. Et dans tous les cas, un lieu où soufflerait l'esprit du tennis et le grand vent du jeu.

Après un incroyable jeu de piste au cours duquel il ne fallait pas traverser moins d'un kilomètre de parking sous-terrain, franchir un stade de base-ball transformé en un minuscule land, et ouvrir son sac deux fois sous le regard de vigiles soupçonneux au bout d'une sorte de couloir grillagé, nous avons découvert... un club de badminton, quatre courts dont un central avec une tribune en fer à cheval pouvant permettre à quatre mille personnes de bronzer en même temps qu'ils regardent. Mais il n'y avait pas le tiers qui sacrifie au culte du soleil.

Officiellement, toutes les places ont été vendues pour toute la semaine, et la télévision couvre en direct le tournoi. Mais pour le retour du tennis dans le giron olympique après seize ans de séparation de corps et d'esprit, les organisateurs des Jeux n'ont pas eu le vent en poupe. Depuis que le tennis est devenu en 1968 un sport open, les stars de la raquette ont vu leur popularité et leur fortune croître de manière exponentielle. Les lauriers olympiques n'ont qu'une médiocre saveur à ajouter au fumet de cette nouvelle cuisine de la petite balle dont les plats les plus réputés sont les tournois du grand chelem et la Coupe Davis.

Le président de la Fédération internationale de tennis, Philippe Chatrier, a estimé néanmoins que la valeur ajoutée à la réputation par une médaille gagnée à l'occasion du grand festival sportif quadriennal

inciterait les meilleurs joueurs du monde à réfléchir deux fois avant d'en prendre à leur aise avec les règlements officiels. Il a donc imaginé de se servir des Jeux comme d'une carotte et d'un bâton à la fois. En substance, il a tenu le raisonnement suivant : si les joueurs respectent les règles de la fédération internationale qui est la gardienne de l'esprit du tennis et s'ils ne cèdent pas aux sollicitations des promoteurs en tous genres qui parasitent le système, alors, et seulement alors, ils pourront être autorisés à quitter le Grail olympique qui a plus de réelle valeur que toutes les bourses faramineuses offertes pour des exhibitions sans enjeux sportifs authentiques.

Rendez-vous en 1988

Ce plan doit entrer en application en 1988 aux Jeux de Séoul. Tous les tournois qui auront « traversé » dans les cœurs de la fédération internationale pourront participer au tournoi, indépendamment de leur statut professionnel ou amateur. Cette année-là, le tournoi de tennis olympique sera bien du niveau des épreuves du grand chelem. Mais en 1984, le tennis n'est encore qu'un sport de démonstration. C'est une fausse entrée qu'il fait aux Jeux. Et cela ne se mesure pas seulement à la médiocre dimension du stade dans lequel il se déroule. Jack Kramer, qui fut, après la dernière guerre, le papa du professionnalisme, a été chargé de tout régler pour donner le moins de soucis possible aux organisateurs des Jeux.

Les choix faits ont le mérite de la simplicité. Le tournoi ne comporte pas d'épreuves par équipes, il comprend deux tableaux de trente deux concurrents, l'un féminin, l'autre masculin. Il n'y a pas de qualifications. Les États-Unis ont eu le droit d'inscrire quatre compétiteurs dans chaque tableau et les autres pays deux au maximum. Ceux-ci ne devaient pas avoir plus de vingt et un ans. Cette décision avait théori-

quement pour objectif de permettre à des nations, où ce sport est peu développé, d'engager de véritables amateurs. Mais il n'y a guère que l'Indonésien Subaryadi, éliminé au premier tour, qui pouvait revendiquer la blanche hermine avec le Marocain Chekrouni et le Chinois Li Dengpu, qui se sont affrontés en seizièmes de finale.

Le rêve d'Arias

Tous les autres garçons et filles tournoient déjà depuis plusieurs semaines sur le circuit professionnel. La vedette de cette exhibition olympique était, de fait, le Suédois Mats Wilander, champion de Roland-Garros 1982, qui a déclaré forfait à la suite d'une blessure au poignet. Il reste en lice trois anciens champions du monde juniors, l'Autrichien Cash, qui a été battu par l'espagnol italien Cane, le Français Forget, qui a éliminé le géant du Zimbabwe Lourenco et le Suédois Edberg, qui a vaincu l'Allemand Agner.

Le favori est l'Américain Arias qui est, désormais, dans les cinq meilleurs joueurs au classement mondial de l'Association des tennis professionnels (ATP). « Bien sûr, je perds de l'argent en venant jouer ici au lieu d'être au tournoi d'Indianapolis qui est doté de 300 000 dollars, a-t-il dit après avoir éliminé le Péruvien Izaga, mais, si je gagne, je m'en souviendrai toute ma vie. Tous les sportifs rêvent de disputer les Jeux olympiques et c'est aussi un rêve pour moi. C'est pour cette raison que l'élève de Nick Bollettieri a joué comme à son habitude son tennis « de muerte » qui a ravi le public.

C'est pour la même raison qu'Andrea Jaeger, qui a été troisième mondiale derrière Navratilova et Evert-Lloyd, s'est alignée, elle aussi, avant de prendre de longues vacances qui risquent d'être une retraite définitive. La fille de l'ancien boxeur professionnel suisse, qui a joué sur le court depuis l'enfance comme on monte sur un ring, a les ligaments d'une épaule sévèrement endommagés et ne peut plus tenir sérieusement son rang international. Elle a été forcée aux trois manches par la modeste Danoise Schuster Larsen pour se qualifier pour le deuxième tour.

Cette blessure fait de sa compatriote Kathy Horvath la favorite. Elle avait été la plus jeune joueuse professionnelle de l'histoire du tennis avant que l'Allemande de l'Ouest Graf ne lui ravisse cet éphémère record. Les Françaises Taverne et Paradis ont été plus accrochées, la première par l'ancienne championne du monde juniors l'Américaine Rusk, la seconde par la Brésilienne Campes. « C'est une bonne expérience », ont dit en chœur, les deux Françaises. L'avenir dira si elle portera ses fruits. Autrement dit, si le pouvoir fédéral en sortira renforcé et si les pays de l'Est viendront au tennis par le biais de l'olympisme.

Mais pour l'heure, il ne s'agit encore que d'une aimable amusette du même genre que les tournois de plage à l'époque de l'amateurisme marron. Son principal avantage étant, pour un Européen, d'être compréhensible, à l'inverse de l'autre sport de démonstration, le badminton, dont les subtilités ne sont perceptibles que par un cerveau anglo-saxon.

ALAIN GIRAUD.

VOLLEY-BALL

Les Chinoises intouchables

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — On a beaucoup pleuré, d'émotion et de joie, dans l'équipe féminine chinoise de volley-ball qui a battu en finale, sans trop d'efforts et de mal, les Américaines, mardi 7 août, au Long Beach Arena. Contre mauvaise fortune bon cœur, les vaincues ont applaudi l'adversaire après lui avoir offert des petits cadeaux. Le public venu avec les petits drapeaux de circonstance a agité l'emblème national avec tristesse, mais a aussi ovationné les vainqueurs.

A aucun moment, les Chinoises n'ont été inquiétées et les trois sets à zéro donnent la mesure de la leçon reçue par l'équipe d'Arie Selinger. La grande lliane noire Flora Hyman n'a pas sauvé sa formation avec ses smashes et ses services qui relèvent plus du coup de canon de 105 que du volley-ball. Les Chinoises, avec beaucoup de réussite, ont été très efficaces en contre, opposant un mur sans faille, assuré par des filles de grande taille et dotées en outre, physiquement, de qualités athlétiques hors du commun. Les Américaines ont abusé des changements et, malgré une pression au cours du premier set, n'ont jamais pu déborder la formation adverse. En attaque, l'équipe menée à Los Angeles par Weimin Yuan a fait montre d'un jeu beaucoup plus subtil, essentiellement constitué par des balles bien placées, tandis que les coups de boutoir des Américaines échouaient.

Si le premier set, est apparu équilibré (16-14), le second a

vu souffler un vent de panique dans le camp américain où l'on avait fait enfin rentrer sur le terrain les joueuses de grande taille. Mais ce soir, la chance n'était pas au rendez-vous, et l'équipe chinoise techniquement excellente s'est jouée des changements de tactique adverse.

A son tour, elle a pris la direction des opérations quand elle a constaté que les Américaines le avaient le pied. L'attaque chinoise constituée par M^{lle} Ping Lang, Xiaojun Yang et Xilan Yang a cartonné avec bonheur à tout instant du set, enlevé sur le score sans appel de 15 à 3. La troisième période a vu l'équipe américaine reprendre le dessus, menant même 7 à 3, mais les longs échanges qui ont suivi lui ont été le plus souvent défavorables. Elle s'est mise alors à accumuler les fautes, y compris au service.

La sortie momentanée de Flora Hyman n'a pas arrangé les choses. Malgré l'enthousiasme de la délicate Debbie Green, inépuisable et agile petit lutin au milieu des grandes, l'équipe américaine est partie, en dépit d'un sursaut, à la dérive.

Le retour de la joueuse noire, épuisée par les incessantes attaques qu'elle avait menées depuis le début de la rencontre, n'a pas suffi à enrayer dès lors la machine bien huilée venue de Pékin et qui a fait, ici, la démonstration, après avoir battu les Japonaises, médailles de bronze, que les Chinoises sont actuellement intouchables.

CLAUDE LAMOTTE.

Télévision et Publicité

(De notre envoyé spécial.)

Los Angeles. — Si en Europe, et particulièrement en France les images des Jeux, toutes empreintes à la chaîne ABC, qui a l'exclusivité de la diffusion, apparaissent dans une certaine mesure et ne relèvent que du choix fait par les équipes installées sur place, en revanche, aux États-Unis, la transmission est interrompue par des spots publicitaires que les réalisateurs placent au moment opportun.

Autant la chose est peu gênante dans un combat de boxe par exemple, qui permet la diffusion d'un message entre les rounds, autant, dans certaines disciplines, l'intervention publicitaire entraîne des interruptions d'images déplorables. Inutile de dire que ces interruptions n'interviennent ici que rarement lorsque un athlète américain est en cause à fortiori si il est en passe de se distinguer.

Les prises de vues sont diffusées en direct par ABC et donc les images regardées par les télévisions qui ont souscrit un contrat auprès de la chaîne américaine peuvent toutes passer à l'écran. Les instants occultés pour des raisons publicitaires par ABC y compris ; mais dans ces cas, il s'agit le plus souvent de plans fixes.

Il va sans dire que peu d'instants sont laissés au hasard, et, dans la mesure du possible, tout a été prévu, dans le temps, pour que les flashs publicitaires passent au moment où on avait bien prévu de les passer — leurs tarifs en découlent. De même, les épreuves ont lieu très exactement à l'heure prévue. Cela pour que les transmissions à l'étranger ne soient pas affectées par des retards, mais aussi pour que les fameux messages publicitaires prennent bien leur place dans le créneau qui leur avait été réservé.

C. L.

LES RÉSULTATS

Base-ball

Le Japon a battu les États-Unis (6-3) en finale du tournoi de base-ball, présenté pour la première fois aux Jeux olympiques en tant que sport de démonstration. Pour la troisième place, Taiwan a battu la Corée du Sud (3-0).

Basket-ball

TOURNOI FÉMININ
Finale : États-Unis-Corée du Sud, 85-55.
Match pour la 3^e place : Chine-Canada, 63-57.

Canoe-kayak

C1 (1 000 m)
Le Français Philippe Renaud, cinquième de la première série, a été disqualifié pour avoir serré de trop près le Finlandais Timo Gronlund.
C2 (1 000 m)
Dans la deuxième série, gagnée par les Yougoslaves Matija Jukic et Mirko Nistic en 3 mn 50 s 78, les Français Didier Hoyer et Eric Renaud, deuxième en 3 mn 52 s 71, se sont qualifiés pour la finale.

K1 (1 000 m)
Le Français Philippe Boccaro, premier de la première série en 3 mn 53 s 51, s'est qualifié pour les demi-finales.
K2 (1 000 m)
Premier de la première série des pédales en 3 mn 40 s 88, les Français Bernard Brignon et Patrick Lefoulon se sont qualifiés pour les demi-finales.
K4 (1 000 m)
Premier de la deuxième série devant l'Australie et la Suède en 3 mn 6 s 57, la France (F. Baroux, P. Boccaro, P. Bouchet et D. Vasseur) s'est qualifiée pour les demi-finales.

Escrime

DAMES
Fluoré par équipes
1. RFA ;
2. Roumanie ;
3. France.
Battues en demi-finales par la Roumanie (8 à 7), les Françaises Laurence Madeline, Pascale Trinquet, Brigitte Gaudin et Véronique Broquet ont battu l'Italie (9 à 7) pour la médaille de bronze. La RFA a battu en finale la Roumanie (9 à 5).

Messieurs

Épée individuelle
Les Français Philippe Riboud, Philippe Boisse et Olivier Langel se sont qualifiés pour le tableau d'élimination directe.

Haltérophilie

110 kg
1. Norberto Oberburger (Ita.), 390 kg (175 + 215) ; 2. Stefan Tasnad (Rou.), 380 kg (167,5 + 212,5) ; 3. Guy Carlton (E.-U.), 377,5 (167,5 + 210).

Hockey sur gazon

TOURNOI MASCULIN
Les demi-finales opposeront d'une part l'Australie au Pakistan, d'autre part la Grande-Bretagne à la RFA.

Handball

TOURNOI MASCULIN
La Roumanie, la Yougoslavie, le Danemark et la RFA se sont qualifiés pour les demi-finales.

TOURNOI FÉMININ

Après ses victoires contre la RFA, l'Australie, les États-Unis et la Corée du Sud, la Yougoslavie, qui doit jouer contre la Chine jeudi 9 août, a déjà remporté la médaille d'or.

Judo

Moyens (moins de 78 kg)
Finale : Frank Wiesner (RFA) b. Neil Adams (GB) par ippon.
Finale pour les médailles de bronze : Michel Nowak (Fr.) b. Philippe Leszak (You.) par yuko ; Mircea Fratic (Rou.) b. Hirofumi Takano (Jap.) par koka.

Lutte libre

Dans la catégorie des 62 kilos, le Français Gérard Santoro, vainqueur successivement de l'Argentin Daniel Navarrete aux points au premier tour et du Bolivien Leonardo Cancho par supléant au deuxième tour, a été battu par l'Italien Antonio Labruna au troisième tour.

Sports équestres

Saut d'obstacles par équipes
1. États-Unis, 12 points de pénalités.
— Première manche : Joe Fargis, Touch of Class (0 pt) ; Melanie Smith, Calypso (0 pt) ; Leslie Barr, Albany (4 pts). Deuxième manche : Joe Fargis, Touch of Class (0 pt) ; Conrad Homfeld, Abdullah (0 pt) ; Leslie Barr, Albany (8 pts).
2. Grande-Bretagne, 36,75 points de pénalités.
— Première manche : Timothy Grubb, Linky (0 pt) ; M. Whitaker, Overton Amanda (8 pts) ; J. Whitaker, Ryan's Son (16 pts). Deuxième manche : M. Whitaker, Overton Amanda (0 pt) ; J. Whitaker, Ryan's Son (4,75 pts) ; Steven Smith, Shining Example (8 pts).
3. RFA, 39,25 points de pénalités.
— Première manche : Paul Schockemoelle, Deister (4 pts) ; Peter Luther, Livius (8 pts) ; Frankie Sloothaak, Farmer (8 pts). Deuxième manche : Paul Schockemoelle, Deister (4 pts) ; Peter Luther, Livius (4 pts) ; Frankie Sloothaak, Farmer (11,25 pts).
— 6. France, 49,75 points de pénalités.
— Première manche : Frédéric Cottier, Flambeau C (8 pts) ; Pierre Durand, Jappeloud (8 pts) ; Eric Navet, J'adore (9,75 pts). Deuxième manche : Philippe Rozier, Jwa (0 pt) ; Eric Navet, J'adore (12 pts) ; Frédéric Cottier, Flambeau C (12 pts).

Toronto

Les États-Unis ont remporté la médaille d'or devant les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande. La France s'est classée à la onzième place. Au classement général provisoire, la Nouvelle-Zélande occupe la première place avec 11,70 points devant les États-Unis (11,70 points) et la Grande-Bretagne (11,70 points). La France est neuvième avec 63 points.

470

La France (Thierry Peponnet et Luc Pillot) a remporté la médaille d'or devant Israël et la RFA. Au classement général provisoire, l'Espagne occupe la première place avec 18,70 points devant la France (17,70 points) et les États-Unis (17,70 points).

Volley-ball

TOURNOI FÉMININ
Finale : Chine b. États-Unis, 3-0 ; match pour la médaille de bronze : Japon b. Pérou, 3-1.

TOURNOI MASCULIN
En demi-finales, le Brésil rencontrera l'Italie et les États-Unis seront opposés au Canada.

Relâche

De notre envoyé spécial

Los Angeles. — Cette mouze ! Ces balles ! On aurait joué des Jeux olympiques... Dix jours après la cérémonie d'inauguration, à grand spectacle hollywoodien, on se demande sérieusement si ce n'était pas le « pschitt » d'une marque de soda bien connue qui est le sponsor principal du comité d'organisation.

« Enjoy the games ? » Non ! On ne s'est amusé pas vraiment. C'est le rallye de Monte-Carlo, le Paris-Dakar de l'olympisme. Cela ne rime à rien, cette poursuite effrénée de l'événement après lequel on force à longueur de freeway sans jamais le rattraper. Les héros sont comme des aiguilles dans une meule de foin. Dans dix heures de foin plutôt, séparés par des centaines de miles. Il faudrait décerner une médaille d'or aux reporters : celui qui fait le plus de kilomètres dans la journée ; celui qui a raté le plus d'événements dans le même temps. Chaque jour apporte un nouveau record dans le genre.

Le plus « holossal » est néanmoins l'apogée de cette médiocratie dans lequel les Jeux ont été plongés mardi 8 août, par la journée de relâche au stade d'athlétisme. Pouvaient-ils imaginer un programme plus tarabiscoté que ce chevauchement des épreuves de natation et d'athlétisme, les deux sports rois, en fin de première semaine ? Était-il besoin d'y ajouter une journée de repos qui brise l'élan, même si elle doit permettre au « roi Lewis » de récupérer avant les deux dernières épreuves de son pari ? Tout cela est sans queue ni tête. Depuis dans l'espace, ces Jeux se désagrègent aussi dans le temps.

Le président du CIO, M. Samaranch, a senti le danger. Il nous a dit qu'il allait demander à la Fédération internationale d'athlétisme de reserrer son programme, afin qu'il n'y ait plus de pareils temps morts qui « tuent » le spectacle.

A. G.

EUROCONSULT SOCIÉTÉ DES EXPERTS COMPTABLES

CARTES MAGNETIQUES pour les AUTOROUTES en ITALIE

Nous remettons des cartes magnétiques pour les autoroutes en Italie. Les cartes magnétiques permettent de diffuser le paiement des taxes autoroutières et de recevoir une facture collective pour chaque mois. On peut demander le remboursement de la T.V.A. Notre équipe reste à votre disposition pour tous autres renseignements.

13900 BOZEN
Mandato 21
Tel. 0471 471025

Les « 40 nouvelles » du Monde

(tome III)

Le Monde publie, pour la troisième année consécutive, une sélection de 40 nouvelles parues dans son supplément du dimanche. Le succès des deux précédents recueils (vendus chacun à plus de 30 000 exemplaires) indique l'intérêt rencontré par ce genre littéraire en pleine renaissance.

Nos lecteurs y retrouveront des auteurs français spécialistes du genre, comme Daniel Boulenger, Pierre Boule, Maurice Pons ou Annie Saumont, mais aussi de nombreux étrangers, comme l'Israélien, prix Nobel de littérature, Samuel Joseph Agnon, l'Argentin Roberto Arlt, les Alle-

mands Stefan Heym ou Kurt Kusenberg, le Suisse Adolf Muschg, le Turc Aziz Nesin... La diversité du style et de l'inspiration illustre les innombrables visages que peut prendre la nouvelle, malgré son extrême concision : souvenirs, dénonciation, satire, prophétie, fantastique... Dans un des textes présentés dans ce volume, Michel Calonne imagine une machine à écrire enchantée qui finit par produire à l'insu de l'écrivain des textes étranges qui lui ressemblent, mais qu'il ne reconnaît pas. Il y a dans l'écriture de ces mystères que les auteurs de nouvelles connaissent bien...

jusqu'au 15 8. même le dimanche

PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

ON CASSE!!!

-25% SUR TOUT

dégriff meubles

42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e
Tel. 584.45.24 Métro Austerlitz

University Studies in America inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US avec des bourses de voyage (tours paritaires) et vos diplômes (le baccalauréat ou le diplôme de fin d'études) en cycle complet de préparation au « Bachelor » au « Master » au « Ph. D. » CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLEWEST, NORD-EST.

USA-France-Office, 67, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.94.94

Le Monde

société

Place aux enfants

Michael Jackson plutôt que Dorothee

A la bibliothèque de l'Heure joyeuse - qui abrite un secteur audiovisuel - en plein cœur du quartier Latin, un jeudi après-midi. Dans un bac soigneusement rangées par genres, les jaquettes des cassettes prêtées aux enfants. Un groupe d'élèves de CM2 envahit la salle, s'agglutinant autour du bureau. « Je te rends ça, c'était super », dit une petite blonde à l'air fûté, en tendant une cassette de Bob Marley. « Vous n'avez pas encore Michael Jackson ? » Un élève approbateur se répand dans le groupe : « Oh, oui, Michael Jackson... ». La disquette caille sous le souffle : « Ça change tous les ans. L'année dernière, vous n'arrêtiez pas de réclamer les Forbans... ». Les enfants s'affairent autour du bac « rock et pop ». Ils repartent avec Genesis, Téléphone, Presley,

settes enfants. Leur choix se porte essentiellement sur le fonds général, surtout le pop. Ce qui se vend le mieux ? Les Forbans, le groupe Indochine et, naturellement, Michael Jackson. Il y a aussi des amateurs de classiques, et même, parmi eux, quelques passionnés d'opéra. Ce sont, la plupart du temps, des enfants qui pratiquent un instrument et fréquentent un conservatoire ou qui vivent dans un milieu très mélomane. Tous viennent avec des titres précis, qu'ils nous réclament lorsqu'ils ne les trouvent pas exposés. Les six-douze ans ne flânent pas dans les rayons. Cela, c'est l'apparage des treize-dix-huit ans.

Ce qui se vend le mieux en matière de chansons pour enfants a

Même écho à l'Heure joyeuse : « Ce qui frappe, c'est le manque d'information. On ne connaît finalement que ce qui passe à la télévision. Quant aux parents, ils ont tendance à proposer à leurs enfants ce qu'ils ont écouté eux-mêmes quand ils étaient petits. »

Certains parents arrivent cependant à s'informer par des circuits parallèles : festivals de chansons pour enfants (ils sont de plus en plus nombreux), animations dans les classes, ateliers divers... « Dès qu'un

fait un travail d'information et d'animation correct autour de ces chanteurs, on s'aperçoit que les enfants les apprécient et les réclament, dit la bibliothécaire. Il nous arrive d'inviter certains d'entre eux à la bibliothèque pour un spectacle. Dernièrement nous avons reçu Gaby Marchand, totalement ignoré des médias en France. Résultat : plus une seule cassette de ce chanteur en rayon depuis son passage. Le même phénomène s'est déjà produit avec James Ollivier et Amulette. »

Donner à entendre

Il suffit parfois, simplement, de donner à entendre. Au rayon disques de la FNAC, M^{me} Juliette Marchou pose sur la platine un disque des Gens de Lorraine. Conséquence immédiate : une dizaine de disques vendus dans le quart d'heure qui suit.

Les enfants se précipitent vers les productions pour adultes, c'est un fait. Pourquoi ? Peut-être qu'à partir de dix ans l'édition pour enfants n'a plus grand-chose à leur offrir. Le disque et la cassette enfants ne représentent plus en 1983 que 1,7 % du marché avec deux cent cinquante titres (contre quatre cent quatre-vingt-quatre en 1980) ainsi répartis : soixante disques 30 cm, soixante et un disques 17 cm et quatre-vingt-quatre cassettes. La cassette amorce une montée en flèche. Elle est la favorite des enfants parce que moins fragile et plus maniable, et de certains éditeurs (d'Au, Cassettes, Vif) ont même publié que sous cette forme.

Dès l'âge de la maternelle, les enfants écoutent la même chose que

leurs parents : radio, télévision ou disquette familiale. Vers sept-huit ans, ils commencent à avoir des goûts dans ce domaine et c'est vers dix ans qu'on voit les goûts s'affirmer, soit en conformité avec les choix familiaux, soit en opposition totale.

A l'exemple des enfants des siècles passés qui avaient retenu Stevenson et Daniel de Foe de préférence à la littérature enfantine un peu ennuyeuse qu'on leur imposait, les enfants d'aujourd'hui ont plébiscité Pierre Perret, Alain Souchon, Yves Duteil, Gotainer, Carlos qui ne pensait pas à eux. Seraient-ils plus proches de leurs préoccupations et de leur univers quotidien que Chantal Goya ou Dorothee ?

FRANÇOISE TENIER.

Prochain article :

LE CINÉMA BOUSCULE LE THÉÂTRE

par BERNARD RAFFALLI

UNE ENQUÊTE SUR LA SEXUALITÉ PÉNITENTIAIRE

« Et si la tendresse écloait en prison ? »

De notre envoyé spécial

Tours. — La fenêtre est grande ouverte. Inondé de soleil, l'appartement sent l'ensoleillement et le ménage bien fait. Ici, dans ce quartier tranquille, à deux pas de la maison d'arrêt où il était encore il y a peu, « mis à l'isolement », Alain Monneret, trente-huit ans, respire. Une hantise insupportable, après un curieux parcours. Avec, un espoir inattendu de réinsertion pour ce marginal de la délinquance.

Né à Tours, il est monté tôt vers la capitale et les études. C'est alors un DEUG de psychologie et en parallèle, des études à l'Institut de sociologie. Suivent des tentatives professionnelles sans vrai lendemain. Dans l'encadrement de la prédelinquance d'abord. Dans la publicité et les relations publiques ensuite. La direction d'une cafétéria, enfin. Puis la tulle. Une histoire de chèques sans provision et la condamnation à dix-huit mois de cellule pour une affaire d'esquadrage.

Pour d'autres, c'est été le mauvais tournant, la glissade incontrôlable vers les bas-fonds. Alain Monneret, lui, trouve là une occasion inespérée de s'en sortir. Il a fait des études ? Il va s'en servir, les mettre à profit, comme si la prison n'était pour lui, tout compte fait, qu'un terrain privilégié de stage.

Avec une vaineuse de prison étudiante en criminologie, il s'intéresse d'emblée à la sexualité des détenus. De janvier 1983 à mars 1984, à Bordeaux d'abord, à Périgueux ensuite, il observe, interroge, enregistre. Au total, un travail sans précédent mené « grâce à la lourdeur de l'administration pénitentiaire », une enquête in situ auprès de cinq cents détenus, à mi-chemin entre le sondage original et le plaidoyer revendicatif. Un sujet dérangeant qui a pris la forme d'un mémoire intitulé *La sexualité pénitentiaire*.

« Parloirs intimes »

Le constat est simple. « La prison, résume un détenu, c'est l'interdiction de l'homme. Alors qu'on n'en finit plus, à l'extérieur, de voir les mérites d'une sexualité pleinement exprimée, le milieu carcéral ne bouge pas. Prenez les parloirs, dit l'ancien détenu. Avant, un homme et une femme ne pouvaient que se voir. Grâce à l'ordinateur, ils peuvent désormais se toucher. C'est mieux. Cela reste pourtant monstrueux. Pourquoi ne pas permettre plus de manifestations de tendresse ? On donne à manger, à boire au prisonnier, on règle sa vie de A à Z sans jamais parler de sa vie affective. Pourquoi lui ôter sa dignité sexuelle ? Imaginez ce que cela coûte en récidives, en gâchis, en divorces ? »

La souffrance quotidienne de ce milieu surpeuplé et jamais mixte prend différentes formes. C'est la peur constante de « ne plus être un homme ». C'est le recours systématique à la masturbation, tolérée à condition d'être discrète, pratique obsessionnelle de plus en plus difficile à cause de l'isolement croissant et du rapide appauvrissement des fantasmes qui en résultent. C'est aussi la misère affective avec tout ce qu'on peut imaginer : l'échange de livres et de revues pornographiques, le trafic de vêtements féminins, les mille et un procédés pour obtenir, quoi qu'il en coûte, érection et éjaculation. C'est enfin l'omniprésence d'une homosexualité rarement choisie.

Au terme de son enquête, Alain Monneret, qui persiste à n'être que le porte-parole de ceux qui ont collaboré à son travail, formule dix propositions. Celles-ci ont été transmises au garde des sceaux. Il s'agit de mesures simples pour la reconnaissance du droit à la sexualité pour les personnes incarcérées : droit au secret de la correspondance, modification du régime des permissions de sortie, suppression immédiate de toute mesure d'isolement pour les personnes sexuellement minoritaires. Deux propositions sont plus particulièrement détaillées : la création de « parloirs intimes », « une mesure qui nécessite plus de bonne volonté de la part des autorités que de sommes importantes pour sa réalisation », et la mise en route, à titre expérimental, d'un projet de prison mixte.

Marié, mais « vivant avec un mec », Alain Monneret dit ne pas avoir voulu de relations sexuelles pendant sa détention. Il n'attend pas vivre le reste de ses jours à parler de la sexualité des prisons. Pourtant, au sein de l'association qu'il a aidé à fonder, il se lance aujourd'hui dans une série de conférences (1). « Et si la tendresse écloait en prison ? » interroge-t-il. Qui serait menacé ? La morale, l'ordre public, la justice ou la masse des algues et des huîtres qui ne sont pas heureux ou qui ne le sont que lorsque les autres souffrent ? En tout cas, il y aurait fort à parier qu'il résumerait une tout autre atmosphère et que la fréquence des maladies psychiatriques, dépressions, suicides, psychoses et névroses diminuerait. Il y a, estime-t-il, entre répression et anarchie, « une voie médiane, une troisième voie, tranquille, qui pourrait être socialiste ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Groupe de réflexion et d'information et de vulgarisation des personnes incarcérées (GRISPI), 5, rue du Docteur Guélin, 37000 Tours.

Quatre Basques espagnols comparaissent devant la cour d'appel de Pau

De notre correspondant

Bayonne. — Quatre Basques espagnols, réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques, José Maria Galdos, Gotzon Castillos, José Carlos Garcia et Francisco Alberdi, devaient comparaître, ce mercredi 8 août, devant la cour d'appel de Pau. Ils avaient été arrêtés, en juillet, à la demande de Madrid, qui réclame leur extradition.

Galdos et Castillos sont en effet accusés du meurtre d'un commandant de l'armée de terre espagnole, José Maria Herrera Hernandez, le 2 janvier 1979, à Saint-Sébastien. Quant à Garcia, la justice espagnole lui reproche sa participation à l'attaque d'un convoi de la garde civile à Eibar, dans la province de Guipuzcoa, le 17 novembre 1980, qui avait fait un mort et plusieurs blessés. Tous ces attentats avaient été revendiqués par l'ETA. Enfin, Alberdi est poursuivi pour coups et blessures : il s'était enfui au cours d'un contrôle routier en mai 1981. Son passager avait blessé un policier, alors que lui parvenait à s'échapper.

Ces dossiers, qui s'appliquent à des faits datant de plus de trois ans, sont antérieurs aussi à la décision du conseil des ministres français, prise en novembre 1982, d'accorder l'extradition pour des auteurs d'attentats « qui auront été commis dans des Etats respectueux des droits fondamentaux et de la nature telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier la mise en œuvre de moyens inacceptables ». Mais le texte officiel précisait que ces règles ne seraient pas rétroactives.

On estime généralement au Pays basque français que, même en cas d'avis favorable de la chambre d'accusation, le gouvernement pourrait refuser ces extraditions. C'est en tout cas l'opinion qui prévaut dans les milieux socialistes du Pays basque.

La France n'a jusqu'à présent jamais accordé l'extradition de militants basques espagnols. Les dernières demandes espagnoles examinées par les chambres d'accusation françaises remontent à 1981. Six ans favorables avaient alors été prononcés, mais non suivis d'effet.

Le 14 juillet dernier, la Belgique avait été le premier Etat européen à satisfaire aux demandes de Madrid en extradit deux membres de l'ETA politico-militaire, une organisation moribonde : elle avait reven-

diqué l'explosion qui a dévasté le 5 août le palais de justice d'Anvers en Belgique.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

UN MEMBRE DE L'ETA TUÉ EN ESPAGNE

Un membre prisonnier de l'ETA politico-militaire a été tué lors d'un échange de coups de feu, mardi 7 août, à Oyarzun, dans la province de Guipuzcoa. Une patrouille de la garde civile s'apprêtait à demander l'identité des deux occupants d'une Renault 4 immatriculée à Saint-Sébastien lorsque l'un d'eux a ouvert le feu. Les gardes civils ont répondu et l'un des occupants occupant du véhicule a été tué.

D'autre part, une association de soutien aux réfugiés et prisonniers basques, proche de l'ETA, affirme dans un rapport rendu public mardi à Bilbao que 3.563 cas de tortures ou de mauvais traitements ont été constatés en Espagne entre janvier 1981 et juillet 1984.

Une députation d'Amnesty International, qui avait visité l'Espagne en mai et juin 1983, avait conclu à l'usage persistant de la torture dans ce pays, ce que le gouvernement madrilène a démenti, disant que les plaintes à l'encontre des forces de l'ordre relevaient d'une campagne de propagande orchestrée par les milieux proches de l'ETA pour discréditer la démocratie espagnole à l'étranger.

« Attentat à Saint-Jean-de-Luz. — Une violente explosion a endommagé, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 août, un bâtiment du syndicat d'initiative de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Les bureaux situés dans un bâtiment face au port de pêche ont été dévastés par une charge estimée à plus d'un kilo d'explosif. L'attentat n'avait pas été revendiqué mercredi matin mais les policiers estiment qu'il s'agit d'un attentat à l'explosif. L'organisation clandestine qui s'est spécialisée dans l'attaque des symboles de la « touristification » du Pays basque, pourrait en être l'auteur. Le 15 juillet dernier, l'opération avait revendiqué l'explosion d'une bombe de faible puissance au syndicat d'initiative de Saint-Jean-Pied-de-Port. (Corresp.)

EN BREF

« Journalistes-flics »

L'Echo des savanes, mensuel non conformiste, prépare, pour son numéro de la fin août, un article intitulé « Flics ». Afin de mener à bien cette enquête sur « les réactions des gens devant la police », il a choisi le plus court chemin : mettre ses journalistes dans la peau de faux-flics, usurpant l'uniforme des gardiens de la paix. Mais la vraie police veille.

Dimanche soir 5 août, deux faux gardiens de la paix et un faux inspecteur en civil ont donc fait interpellés par des policiers du sixième arrondissement de Paris, surgissant d'un coup de boulevard des Invalides. « Police ! » c'est avec cette injonction que, ce même jour, les trois journalistes — François Bertron, trente-sept ans, Christophe Delaplanche, vingt-huit ans, et Pierre Hurel, vingt-six ans — avaient commencé leur « reportage ». Contrôlés d'identité « sauvages », interpellations de passants, réquisitions de voitures, intrusion chez un particulier pour surveiller depuis sa fenêtre d'imaginaires malfaiteurs, ... le tout, évidemment, sous l'œil vigilant d'un photographe.

L'opération « coup de poing » se termine au Select, un café de Montparnasse, où les faux policiers interpellent une jeune femme qu'ils veulent conduire jusqu'à leur voiture « banalisée ». Saisie d'un doute, leur victime se débat, s'enfuit et porte plainte au commissariat pour « tentative d'enlèvement ».

Arrêtés, les trois journalistes ont été gardés à vue, puis relâchés, mardi 7 août, au parquet. M. Etienne Guillaud, juge d'instruction, les a inculpés d'usurpation de fonction, de port illégal d'uniformes et de voies de fait avec port d'armes, et les a placés sous contrôle judiciaire.

L'article 266 du code pénal prévoit que « sera puni d'une amende de 300 francs à 8 000 francs et pourra être d'un emprisonnement de dix jours à six mois, quiconque aura publiquement revêtu un costume présentant une ressemblance (...) avec les uniformes de la gendarmerie, de la police d'Etat ou de la préfecture de police ».

Trois satellites pour étudier les vents solaires

Trois satellites — américain, britannique et ouest-allemand — devaient être lancés, jeudi 9 août, par une fusée américaine Delta, depuis Cap-Canaveral (Floride). Ils participeraient tous trois à l'étude des interactions entre les vents solaires, ces courants de particules chaudes et électriquement chargées en provenance du Soleil, et la magnétosphère, région entourant la Terre où agit le champ magnétique terrestre.

En septembre, le satellite ouest-allemand lâchera, de part et d'autre de la limite de la magnétosphère, des particules électriquement chargées, créant des nuages artificiels qui dériveront avec les vents solaires. Quant aux satellites britannique et américain — placés l'un à 112 000 kilomètres d'altitude, l'autre dans le champ magnétique terrestre à 50 000 kilomètres d'altitude — ils observeront les déplacements de ces nuages. D'autres flux de particules seront lâchés les uns en décembre 1984, pour former une comète artificielle, les autres en 1985.

Nathalie Sarraute défend son village

Une centaine d'habitants de Chérence (Val-d'Oise), petit village pittoresque du treizième siècle situé à 30 kilomètres de Paris, ont manifesté, samedi 4 août, à l'appel de l'Association des amis de Chérence, présidée par l'écrivain Nathalie Sarraute, pour protester contre la construction de trois pavillons de type « industriel », à moins de 500 mètres de l'église classée. Les habitants demandent que les nouvelles maisons soient réalisées en pierre du pays, celle-là même qui servait à édifier l'Arc de triomphe et les châteaux de Marly. Pour aider les propriétaires des terrains qui ont reçu leur permis de construire, le 26 juin dernier, ils se disent prêts à leur fournir gratuitement la pierre de taille nécessaire.

Libez

Le Monde
doctes et documents

Y'AVAIT PLUS MOYEN DE SMURFER SUR CHANTAL GOYA!



Dessin de PESSIN.

Madness, Police et un Tintin retrouvés par miracle au rayon du jazz.

« Les enfants de cette classe ont onze-douze ans, commente la responsable des prêts. Ils n'empruntent pratiquement que du rock, du pop ou de la variété étrangère. C'est étonnant, mais ils apprécient des choses anciennes : comme Presley, les Beatles, les Rolling Stones. Les six-dix ans écoutent encore volontiers les disques pour enfants, mais, à partir de dix ans, ils réclament surtout des enregistrements dits « adultes ».

Même son de cloche à la FNAC Forum. M^{me} Juliette Marchou, responsable du département variétés, commente : « Les six-douze ans, oui, on en voit ici, mais surtout avec leurs parents. Ceux qui viennent seuls achètent peu de cas-

la FNAC : Chantal Goya, battue d'une courte tête par Dorothee. Sinon, les cassettes roses de chez Hachette avec « le Club des Cinq », ou encore des histoires de science-fiction, le plus souvent en rapport avec des émissions télévisées : « Goldorak », « Capitaine Flam », « Albatros ». C'est le plus souvent, le choix des enfants. Les parents, eux, préfèrent le Petit Prince ou la série des « Grands musiciens racontés aux enfants » éditée par le Petit Ménétreel. Quand parents et enfants ne sont pas d'accord, c'est presque toujours l'enfant qui a le dernier mot : les adultes préfèrent acheter une cassette que leur fils ou leur fille écoutera vraiment. Quand les parents viennent seuls, ils demandent volontiers conseil, étant en général mal informés.

Faits divers

« Je l'ai tuée parce qu'elle était juive »

Agée de dix-neuf ans, jardinière chez un horticulteur cannois, Reynald Laikens, a assassiné, le jeudi 2 août, la propriétaire de sa chambre meublée, M^{me} Henriette Barsky, âgée de soixante-quinze ans. Lui rendant visite, il sortit un couteau de sa poche pendant qu'elle allait lui chercher un rafraîchissement. Puis, il la frappa de cinq coups de couteau portés avec violence au torse et au visage. Après s'être débarrassé de l'arme au la jetant dans un égout, il entra chez lui lever ses vêtements tachés de sang.

Pourquoi ce crime ? Le meurtrier, identifié par la police de Cannes grâce à un reçu de loyer, a avoué tranquillement et sans manifester de remords : parce que M^{me} Barsky était juive et qu'il est antisémite. « Je l'ai tuée parce qu'elle était juive », sans plus. Pour l'occasion, il était allé chez sa logeuse, au Cannet (Alpes-Maritimes), vêtu de rangiers, d'un short noir, d'un tricot avec écusson de la Bundeswehr et d'une veste de camouflage de l'armée de la RFA.

Après ce meurtre, Reynald Laikens s'était rendu normalement, les jours suivants, à son travail. Ayant d'abord eu l'intention de s'engager dans la Légion étrangère, il avait annoncé, lundi, son départ à son employeur,

puis, finalement, avait vainement cherché à partir au Canada. Aux policiers, il s'est déclaré « séduit » par les théories hitlériennes, collectionnant de plus, à son domicile, des répliques d'armes à feu. Originaire de Lille, il avait été renvoyé, fin 1979, de l'Institut agricole et horticole de Gennevilliers (Nord) pour l'outrance avec laquelle il manifestait ses opinions pro-nazies. Selon l'un des enseignants de cet institut, M. Daniel Magniez, il avait écrit de virulents éloges nazis et antisémites sur les murs de l'établissement et s'était réjoui « avec cynisme » de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris.

Mme Barsky, née Henriette Serf, était vice-présidente de la section cannoise de l'Union nationale des déportés internés, résistants et combattants (UNADIF). Son mari, son père et un de ses frères sont morts en déportation. Président de la LICRA, M. Jean Pierre-Bloch estime que « ce crime abominable montre que la presse qui régulièrement développe sans vergogne les thèmes nazis et racistes, a la réclame une « condamnation exemplaire » pour « cet ignoble assassin ».

« Un cambrioleur tué par sa victime. — Artisan bijoutier à Bastia (Haute-Corse), M. Sauveur Giudicelli a tué, mardi 7 août, un cambrioleur qui s'enfuyait, avec un complice, de son atelier.

Les deux malfaiteurs avaient, durant leur vol, tenu l'artisan en res-

pect avec leurs armes. Après leur départ, M. Giudicelli fit feu dans leur direction avec un pistolet de calibre 11,43. L'identité du cambrioleur tué, âgé d'une vingtaine d'années, n'est pas connue. Atteint d'une malaise cardiaque, le bijoutier a dû être hospitalisé.

محكمة الامم المتحدة

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Portraits

Les tribulations de Sophie en enfance

Avec Christian Boiteau ou Alain Flecher dans des rôles évidemment différents, Sophie Calle est une des rares artistes à se servir de la photo sans prendre de gants pour raconter une histoire. Celle de son enfance est le point de départ d'une aventure complexe, qu'on retrouve par fragments comme en filigrane de son travail d'adulte.

SOPHIE CALLE est née le 3 octobre 1953, à Paris, dans le seizième arrondissement, d'un père médecin cancérologue et d'une mère attachée de presse. Sa mère est polonaise, ses grands-parents maternels sont des juifs polonais de la région de Varsovie, Michoum et Stoll (Schindler), devenue Hélène et Charles. Sa mère a été déportée pendant la guerre. Son père est un Méridional de la Camargue, fils de vignerons négociants en vins. Sophie habite avec sa mère, Rachel devenue Monique : ses parents ont divorcé quand elle avait trois ans. Sa mère, très instable, et assez gauchiste, travaille la nuit, a déçu en amour, boit beaucoup, pas le bolon qu'on ajoutait pour oublier, juste celle qui rend gai. La mère et la fille décident d'un contrat : quelle que soit l'heure à laquelle la mère rentre, généralement à 8 heures ou 7 heures du matin, la mère réveille sa fille avec un jus d'orange et lui raconte sa nuit. Un matin, Sophie s'est réveillée toute seule, elle est prête pour partir à l'école, sa mère n'est toujours pas revenue, elle la trouve en train de danser autour d'un pot de beurre fondu. La petite Sophie, maigre et puritaine, si malgré qu'on croit toujours qu'elle va s'envoler - c'est même devenu une plaisanterie - et si certaine qu'elle observe les débordements de sa mère avec des yeux moralistes, est très surprise, n'a pas eu peur d'arriver, ne parle à personne en dehors de chez elle.

A la maison il y a son premier beau-père, Marcel Pugliero, un acteur italien, qui reste au foyer pour s'occuper d'elle. Il déteste la musique des Parlophone de Cherbourg, et le dimanche, la mère et la fille ne se lèvent pas, pour le chicanier, de mettre et remettre de disque sur

le pick-up. La mère et le beau-père apprennent le twist à la petite fille. Mais les dimanches sont pleins d'autres rituels : à midi son père passe chercher Sophie et, comme beaucoup de pères célibataires, l'emmène dîner chez Lipp. Sa mère a très peu d'argent, et c'est sa grand-mère paternelle qui héberge Sophie, l'attendant d'heure en heure que son père lui retire avant de la sortir, la réhabilitant comme une petite fille telle qu'il les aime : avec un blouson de surplus américain et des jeans.

Mais ce père n'est guère apprécié des beaux-parents paternels, les Polonais, qui vivent à Nice, et qui lui répètent sur tous les tons qu'il l'a abandonnée. Son grand-père lui fait même apprendre une chanson qui dit : « Ton père est un raté, un raté est ton père, tra-la-lalé ». Sophie chante le refrain à tue-tête sans démentir de son idée que son père Bob est un amour. Mais quand elle a huit ans, elle découvre dans les affaires de sa mère une lettre, signée par une connaissance, sur laquelle elle découvre ces mots : « Qu'allons-nous faire de notre petite Sophie pendant les vacances ? ». Aussitôt, persuadée que cette lettre est la preuve que son père n'est pas son père, elle voit la lettre pour la cacher derrière un tableau. Elle vit pendant trois ans avec cette idée : quand la connaissance vient à la maison, elle s'assied sur ses genoux, elle attend qu'il parle le premier. Mais il ne parle pas, il ne réagit pas plus la maison, et les signes de ressemblance entre Sophie et son père ne cessent de s'affirmer, la voilà forcée d'abandonner momentanément cette formidable idée romanesque. Un jour, quand elle sera grande, Sophie se fera suivre volontiers par un détective et l'emmènera sur la trace de cet homme pour qu'il relate leur histoire.

A Nice, les beaux-parents habitent rue Rosa-Bonheur. L'été, ensemble ils inventent un jeu : quand ils rentrent le soir d'une sortie, la petite fille doit commencer à se débattre dans l'ascenseur pour que, une fois arrivée au sixième étage, elle soit suffisamment nue pour n'avoir plus qu'à se glisser dans ses draps.

Quand elle retrouve l'appartement parisien, dans le quatorzième arrondissement, Sophie jette toujours un regard soupçonneux vers le placard qui borde le long couloir par lequel elle arrive dans sa chambre, le plus tranquille de l'appartement : la plupart des nuits, elle rêve que des rats sortent du placard pour grimper sur son lit. Chaque soir, elle ordonne d'en vérifier la fermeture. Un jour, Sophie retrouve sa mère en larmes, assise sur le bidet de la salle de bains, elle tourne autour d'elle sans savoir ce qu'elle doit faire : l'acteur italien a fait sa valise.

Au mois d'août, Bob emmène sa fille en Camargue. Elle a dix ans, et c'est là qu'elle commence à être moins sauvage, à participer aux fêtes de village desquelles, d'ordinaire, les petites filles sont absentes. Celle qu'on appelle la Parolienne monte à cheval, et voilà qu'elle est enrôlée comme mascotte dans une bande de garçons. Elle est la seule fille, on la protège, on ne la touche pas, le père l'a recommandée à ces garçons frustes qui taquinaient les taureaux. Elle a dix-huit ans, elle dort avec la tante avec les garçons qui ne la touchent toujours pas. Elle en souffre. Elle ne se doute pas que dans quelques années elle se retrouvera dans la même situation : à Bayrouth, dans un campement de fadysins, avec cinquante hommes armés qui dormiront en cercle autour d'elle.

Mais d'ici là, Sophie a encore le temps de rester encore un peu en enfance, et d'y commettre bien des bêtises... Elle a une grande amie, Amélie. Elles passent toutes leurs soirées ensemble, une fois chez l'une, une fois chez l'autre. Et quand ce n'est pas possible, elles s'endorment chacune de son côté en se parlant au téléphone. Les parents ont reçu des consignes pour ne leur ôter l'appareil des mains que lorsque elles sont tout à fait endormies par leur bavardage. Le jeudi après-midi, Sophie et Amélie se rendent aux grands magasins du Printemps et, armées de gabardines, raffient systématiquement les choses les plus impossibles à subtiliser ou à écrouler : pas des mouchoirs, des chaussettes, d'énormes vêtements d'adultes. C'est à celle qui commet la plus grande pousse : une fois, Amélie



Sophie Calle, photographiée par son père en 1964.

entre dans un Prunier et en ressort cinq minutes après avec cinquante disques enfilés fièrement sur les bras. Les larmes sortent rangées dans une valise dissimulée au fond d'une poubelle. Quand la valise est pleine, on fait la distribution aux copines. Et ce que l'une rapporte chez elle, elle dit que ce sont des choses que l'autre lui a prêtées. Une fois, Sophie se fait attraper la main dans un sac. On l'emmène au commissariat. Sa mère est aux Etats-Unis, Sophie dit aux policiers : « Elle est partie ? Sophie, le policier. — Elle est partie ? Sophie. — Oui, elle est partie. Je peux me débrouiller toute seule. — En effet », répond le policier. Sophie a une peur bleue de donner son identité, et surtout qu'on la prenne en photo. Elle refuse de livrer son adresse, elle tient bon pendant des heures. Assise sur un banc du commissariat, la petite fille de onze ans ne bouge pas un doigt de son visage et ne répond pas aux questions des policiers. Quand elle sera grande, elle se vengera : à son tour, elle posera des questions indiscrètes et suivra des hommes pour les photographier de dos.

A onze heures du soir, Sophie craque : elle avoue le numéro de

téléphone de son père, qui vient gentiment la chercher. Mais les policiers ont dû faire le rapprochement entre le sac à main et les mises à sac du Printemps, ou bien c'est le père de Sophie qui a parlé à la mère d'Amélie. Celle-ci, un jour, raconte aux deux petites filles un mensonge énorme qu'elles s'empressent de croire : un policier les suit en permanence, il ne leur a pas encore mis la main au collet, mais la prochaine fois qu'elles se livreront à leurs razzias, il en fera des siennes à vie avec ses menottes. Pendant trois mois, Sophie et Amélie sont persuadées d'être suivies : elles ne cessent plus de faire semblant de se séparer, de courir à des coins de rue et de s'engouffrer dans des immeubles pour échapper au prétendu justicier. La carrière de Sophie pour la filature est toute tracée.

A l'école, Sophie est bonne en rédaction (cela se vérifie) et très mauvaise en maths et en anglais. Son premier livre, *Suite vénitienne* — une histoire de filature, justement — elle le dédicace à son père Bob, et à M^{lle} Val. Quand elle entre en sixième, Sophie fait la connaissance de M^{lle} Val, qui est professeur de sciences naturelles, et pour

laquelle, immédiatement, elle a le béguin. Elle n'a plus qu'un souci : lui prouver l'amour qu'elle lui porte. Son second beau-père est un éditeur suisse, elle se dit qu'il devrait lui être facile de se faire éditer. Elle se fixe donc comme pari de publier un livre, qu'elle dédicace à M^{lle} Val. Comme elle lit des contes et légendes de Russie (collection blanche à dos rond strié d'or), elle se dédicace d'office des contes et légendes français. Son beau-père ne veut pas la décourager. « Continue », lui dit-il. Elle continue, puis perd le manuscrit. Quand elle rentre en cinquième, M^{lle} Val a disparu. Pourtant, ce rêve du premier livre lui reste attaché.

Son deuxième livre, *Hôtel* (l'histoire vraie d'une souris d'hôtel qui donne toutes les valises des voyageurs pour photographier la moindre de leurs secrets), Sophie le dédicace à la Camargue et à Ventadour. Sa petite maison au milieu des taureaux, elle y retourne chaque été, chaque fois qu'une page se tourne, qu'un travail est en panne. Si elle imagine sa vieillesse, c'est là qu'elle se voit. Ventadour est le nom d'un grand taureau de course libre. Dans le village de Sophie, Le Callier, on ne tue pas les taureaux, et ne deviennent des célébrités : quand ils ont un bobo, on leur apporte des présents et on les entretient en grande pompe. Dans l'arène, le taureau est aimé, bardi de glands, de cocardes et de ficelles ; les s'razteurs a doivent revivre entre ses cornes ces attributs qui sont alors primés. Au Callier, on parle autant de Patrick Castro, qui est clerc de notaire et razeur, que de Michel Platini. On a conservé la tradition de l'abrivado, la course libre des taureaux entre la prié et l'arène. La semaine prochaine, en cours libre, notre héroïne passera du monde de l'enfance à celui des adultes : elle sera militante, amoureuse, aquariiste, barmaid, photographe, danseuse, dresseuse de chiens, et bien sûr, détective. Elle nous emmènera autour du monde...

HERVÉ QUIBERT.

* Les deux livres de Sophie Calle, *Suite vénitienne* et *Hôtel*, sont publiés aux éditions de l'Ecole (collection « Écrit sur l'image »).

Quel est le vrai visage de Cindy Sherman ?

CINDY Sherman travaille du chapeau. Parce qu'aucun photographe n'a jamais voulu la prendre en photo, ni aucune compagnie d'Hollywood l'engager, fut-ce pour des arrière-fonds de figurant, cette Américaine de vingt-neuf ans a pris sauvagement la première place, s'est engagée elle-même pour jouer tous les rôles du cinéma qu'elle se fait depuis qu'elle est toute petite, tout amoureux des filles qu'elle aurait voulu être : ménagère, cover-girl, fille-mère, espionne, plongeuse en cuisine avec tube, alcoolique, fleur bleue, nymphomane, décasse, gadget sexuel. La voilà dans les situations les plus incongrues ou les plus antinomiques : égarée sur une autoroute, avant ou après un viol, plaquée par un homme qui ne veut plus lui ouvrir sa porte, dans les vapes, à califourchon sur un canyon, bécotant dans son jardin.

La voilà qui rétrécit, qui devient tout à coup une toute petite fille en robe blanche vaporeuse, qui n'ose tremper son pied dans la mare :

voilà que de la barbe pousse sur ses joues et qu'elle devient garçon. La voilà qui endosse, au moyen d'une perruque, d'un maquillage ou d'un vêtement, tous les mythes féminins : Marilyn, Bette Davis, Jane Mansfield, ou un archétype de star poursuivie par les paparazzi. Revoilà les héroïnes d'Hitchcock, plus vraies que les modèles : l'abominable gouvernante de *Rebecca*, le cœur solitaire de *Fenêtre sur cour*, la cleptomane de *Psychose*, la maniaque de *Marnie*. Ce pourrait être des caricatures, mais elles sont hyperréalistes, elles collent à la peau, aux gestes, aux paysages qui l'entourent, aux lumières qui la suivent. Le grand cinéma défile, comme dans une tête de petite fille tourmentée par les feuilletons-télé, mais il est exactement comme dans ses rêves : impeccablement typé, luxueux, avec tous les moyens étalés à ses pieds, et les meilleurs techniciens du monde. Le partenaire, hors champ, n'est pas difficile à imaginer : elle le regarde ou elle le fuit, il est reflété dans ses

yeux, ou dans les verres de contact colorés qui les truquent.

Chaque photo est un gag, une histoire, un personnage, un drame, et pas seulement un remake de cinéma, mais une histoire animée de la photographie américaine : dans les scènes et dans leurs éclairages, dans leurs cadres, on reconnaît les émotions définies par Weegee, par Diane Arbus, par Friedlander. Les photos, bien sûr, n'ont aucun titre (sinon un « untitled » numéroté) : c'est à celui qui fouille le livre, ou se promène parmi l'exposition (l'un et l'autre rient et tombent amoureux), de remettre un visage, un film ou une photo sur ce qu'il croit déjà connaître.

H.E.

* Les photos de Cindy Sherman sont présentées au Centre Georges-Pompidou (salles contemporaines) dans le cadre de l'exposition *Alibis* — Jusqu'au 17 septembre.

* Livre-catalogue édité par Schirmer/Mosel et diffusé en France par Anne de Margerie, 20 rue des Carmes, Paris 5^e - 75001 F.



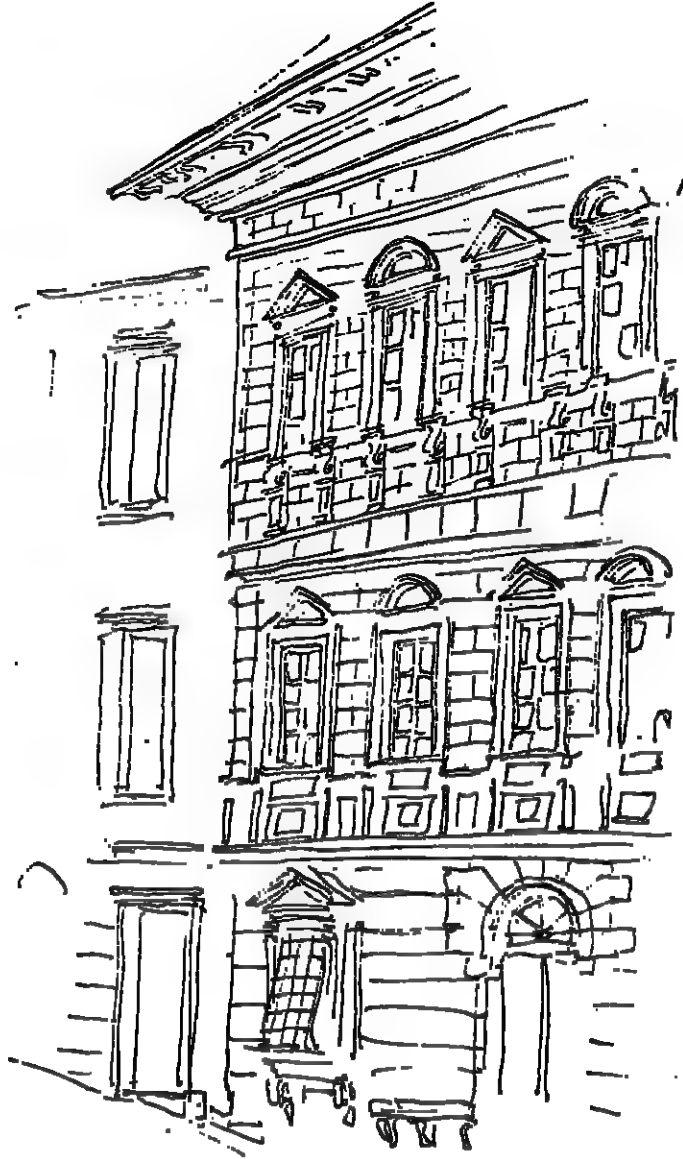
Cindy Sherman, photographiée par son père en 1979.

Marcelle Sarrault défend son village

Lisez

Le Monde

Une semaine à Florence



Brillante, minérale, envahie autant que Venise des blondes hordes venues du nord, la Florence estivale effraie un peu au premier abord. Les Florentins ont déserté leur ville pour les collines et le tendre littoral de la Toscane. Partout, d'ailleurs, la fête des sens rejoint la fête culturelle : Rencontres musicales à San-Gimignano, Festival Puocini à Viareggio, Festival Orphée à Lucques, etc. Mais Florence reste la plus forte, quand bien même ses seules fleurs ne seraient que les lys rouges de ses écussons, quand bien même on la ressent dans ses rues sombres, avec le dur dosage de ses palais-fortresses, comme une prison grandiose, sévère, « inextinguible », selon le mot de Stendhal. Florence s'autocélèbre dans ses grandeurs éternelles ou retrouvées, Florence et sa Piazza de la Signoria, unique forum à la romaine que nous ait transmis l'Antiquité. La modernité même ne semble pour elle qu'un autre miroir où se lisent toujours ses vieux sortilèges.

LUNDI

La nuit tombe sur la ville des Médicis, lourde, brûlante, sur ses rues étroites d'où monte, fiévreux, le murmure de la foule. Mais, en quelques instants, premier miracle florentin, on accède à la lumière. Celle de la colline de Fiesole, qui réunit les grâces des paysages de la *Nativité* de Baldovinetti ou de l'*Annunciation* de Vinci : les mêmes lanternes, les mêmes oliviers, les mêmes cyprès, la même opalescence de crépuscule sacré. L'Estate Fiesolana (l'été de Fiesole) partage ses manifestations entre le petit théâtre romain et le cloître des Femmes, à l'hôpital des Innocents, place de l'Annunziata. C'est un petit festival sans prétention mais non sans charme où on peut toujours être sûr d'écouter un peu de Mozart ou de Schubert, de voir évoluer quelques ballets américains.

Ce soir, prosa, c'est-à-dire théâtre avec le *Matre et Marguerite*, par le groupe piémontais de La Rocca, dans la mise en scène de Guido de Monticelli. On se rappelle que, dans le roman de Bouigakov, l'historien de Ponce Pilate et celle de la Russie à travers la vie du Christ se mêlent aux désordres causés par l'intrusion du fascisme (un mystérieux professeur allemand) dans un Moscou qui se veut régi par la stricte raison. Mais ce sont moins les rouges et les trucs de la société soviétique des années 30 qui ont inspiré Monticelli que l'incomparable enlèvement de situations autour d'une merveilleuse machine à la fois coquillage, roue de manège et chapeau de comédien où tourbillonne un carrousel de figures fantastiques entre un chat sorcier, la lune et un tramway. Où est le bien ? Où est le mal ? Le paradis est aussi un hôpital. On pense ici à Gogol, à Strindberg, mais aussi à Helzapoppin, et le théâtre se réjouit de raffiner, sur l'ambigu et l'équivoque permanence d'un vieux goût des Italiens pour les appareils du siècle tout proche de ceux des époques de Boléro, de Berni, de l'Arlette, avec leurs palais enchantés et leurs métamorphoses en chaîne. L'essentiel n'est-il pas de montrer le « fait vivant » dans tout son éclat, la marche irrésistible et toute capricieuse du temps ?

MARDI

A tout seigneur tout honneur. Celui de l'été florentin 1984 est incontestablement Léonard, ou plutôt les chevaux de Léonard exposés au Palazzo Vecchio, dans une suite d'appartements princiers plongés à dessin dans les ténèbres et où le visiteur découvre, jaillies de l'ombre comme autant de secrets à lui seul divulgués, les soixante planches de la collection de Windsor. C'est aussi l'histoire d'une obsession, d'une passion consacrée à l'anatomie et au mouvement des chevaux, depuis les deux *Adoration* de 1480 jusqu'au monument à Trivulzio (1508-1512), en passant par les cartons de la *Bataille d'Anghiari* pour finir sur le livre jeu des fantasmes du vieillard Sapia, papier bleu ou rouge, croquis minuscules ou dessins achevés, traits vigoureux, hachures ou simples blancs qui dégagent la forme, tout est merveille sous cette main. Le paradigme du possible épuise tout : chevaux lancés au galop dans la bataille, cavaliers contre fantassins, chevaux de gloire pour condottieri, chevaux de soleil pour les dieux, chevaux du désir et de cauchemar croisant les félins et les monstres... Une violente charge érotique se soumet à la clarté maîtrisée de l'intelligence. Ici, c'est l'architecture interne d'une jambe qui entraîne l'artiste à ébaucher, un peu plus loin, un palais. Une Léda s'entre mystérieusement sous des courbes bennissantes. Ailleurs, ce sont, entre les figures des notations chiffrées, l'idée d'un poème, deux devises et le leçon des Centaures : « Chi perde il tempo non acquista virtù » (« Qui perd son temps n'acquiert pas la force »), mais aussi : « Passano i nostri ritorni e la nostra pompa » (« Passent nos triomphes et nos pompes »).

MERCREDI

Piazza de la Signoria, des fouilles effectuées près de la fontaine de Giambologna viennent de le confirmer : ici, battait déjà, à son origine, le cœur de la cité. Toujours au Palazzo Vecchio, la ville rend hommage, avec l'exposition de l'*Œuvre retrouvée* (L'opera ritrovata), à Rodolfo Siviero, responsable de la

recupération de quelque deux cents œuvres d'art sorties clandestinement d'Italie pendant la guerre, un merveilleux portrait de Memling, une *Vierge à l'enfant* de Masaccio, un Masolino, des Bronzino, deux superbes Rubens, trois Timoreti, deux épisodes charmants d'*Armide* et *Renaud*, de Tiepolo... Etrange collection, à dire vrai, où, à travers les yeux de Hitler, de Goering et de leurs complices (dans la perspective de leur plaisir propre ou d'un projet de constitution d'un musée à Leipzig), les arts d'Italie signifient d'abord luxe, splendeur chronologique, rareté : à preuve, ces primitifs siciliens, tous ces Della Robbia, cette argenterie sacrée de dix-huitième siècle, ces fous lombards de marbre rouge du quinzième, ces panneaux incrustés de marbres précieux de la décadence romaine.

On reste rêveur devant l'étrange suite donnée à cette exposition avec vingt aquarelles de Hitler, dont l'ensemble n'est pas sans laisser un profond malaise, dessins appliqués, minutieux, pour des vues de villes allemandes ou autrichiennes enluminées, dans des décors monumentaux et mesquins à la fois, de minuscules personnages, ponctuant ces espaces glacés comme autant d'insectes épiques. L'enfer n'est pas loin. Justement, à deux pas d'ici, face à Santa Maria Antica, le palais des cent fenêtres expose soixante photographies de Diane Arbus, certaines fort connues, d'autres beaucoup moins, et cette diabolique comédie prend une résonance étrange dans cette ville de Florence où, depuis quelques jours, on ne parle que du retour du « monstre » qui revient périodiquement massacrer d'innocents couples d'amoureux dans la douce campagne toscane.

Et, dans ce lumineux palais rehaussé d'élegantes statues du Settecento, ce sont comme autant de cercles infernaux que le spectateur parcourt à la suite de Diane Arbus : fidèles affilés dans leur robe conformiste selon ou vaurais dans l'ennui du crépuscule d'un camp, mondains grimpaçant à un vernissage, enfants dégénérés jouant à la guerre à Central Park, géant juif du Bronx devant ses parents abrutis ou Lilliputiens de la 5^e Rue, cultivateur en exhibition, roi et reine d'un bal du troisième âge, entraînense dans

sa chambrette, si semblable à son chien de mousseline, femme marquée sur son front de paralysie. Diane Arbus est bien chez elle au pays de Dante. « Voi ch'entrate, lasciate ogni speranza... » (« Vous qui entrez, abandonnez toute espérance »).

JEUDI

Florence, ce sont aussi les livres, toute la mémoire du monde ou presque, de l'Occident en tout cas. C'est toujours un bonheur de traverser le cloître presque champêtre de San-Lorenzo, de gravir l'escalier qui mène à la fameuse bibliothèque Laurentienne commandée par Cosme III à Michel-Ange et destinée à Médicis. L'Alfegresse d'abord avec le triple escalier, les colonnes complètes, l'harmonie du blanc et du gris de la Pietra Serena, et puis le plaisir grave du rectangle sévère et hardi de la salle de lecture enrichie, il est vrai, de ses boiseries patinées et des élégantes arabesques du pavement de Tribolo. La Laurentienne fête le centenaire du legs prodigieux que lui fit lady Ashburnham, l'un des plus passionnés collectionneurs de son temps : deux cents manuscrits, codex ou dossiers datés entre le seizième et le dix-huitième siècle, pour la plupart. Sans doute est-il question ici d'un patrimoine exceptionnel pour l'érudition mais peut-être et surtout, chez cet Anglais, de plaisir sensuel devant l'objet livre, œuvre d'art unique et riche, en carrousel illustré : le *Livre d'heures de Laurent le Magnifique* (1485), de somptueux antiphonaires du dixième siècle, un *Cleçon* de quatorzième siècle, les grands textes de la Renaissance, cinq exemplaires de la *Divine Comédie* plus beaux les uns que les autres, tous du quatorzième siècle, y compris le *Dante* de Bernardo Vecchiotti, les *Chroniques* de Villani, les *Rimes* et les *Trompes* de Pétrarque, du quinzième siècle. Les textes français sont particulièrement bien représentés : une *Quête du Graal* datée, *l'Avignon*, de 1319, une *Chanson de Roland*, un *Manuscrit de la Vieille* du treizième siècle, les Douze Dames de rhétorique de Robertet. Les lettres rouges et bleues de l'*Image du monde* de Sibrac sont d'une fraîcheur intacte. Plus qu'aux textes littéraires, c'est au portrait d'une société raffinée et

SELECTION

CINÉMA

« Metropolis », de Fritz Lang

Sous forme d'un opéra-rock qui scande merveilleusement les délires visionnaires de Fritz Lang et redonne une sorte de « naturel » aux outrances expressionnistes des acteurs. Copie neuve en couleurs monochromes : bleu froid est le monde des travailleurs, or doré celui des maîtres, grises sont les rues. *Metropolis* plus superbe que jamais, aujourd'hui.

ET AUSSI : la *Triche* de Yannick Bellon (au-delà du film policier) ; les *Guerrilles de la nuit* (un film libéré par la censure) ; *Une étoile est née* de George Cukor (le mythe hollywoodien) ; *Il bidone* de Federico Fellini (Fellini première période) ; *Mourir d'un bookmaker chinois* de John Cassavetes (importance de l'acteur) ; *Les deux sont tombés sur le toit* de Jamn Uys (et les spectateurs) ; *Under Fire* de Roger Spottiswoode (journalisme en Amérique centrale).

THÉÂTRE

Quelques jours encore pour voir Michel Bouquet dans le *Nouveau de Rameau* à l'Atelier, et Claude Pieplu dans *Six heures au plus tard* au Lucernaire, où Stéphanie Lolk reste Sally Mara, où Polina Janska et Shigeki Takahashi continuent de jouer le texte de Marguerite Duras, *Hiroshima mon amour*, dans la mise en scène de Michaël Lonsdale.

MUSIQUE

Le Festival estival de Paris a été très justement Claude Ballif

compositeur de l'été. Ce n'est pas simple façon de parler car, après une première journée en juillet, consacrée à ses œuvres et à ses pompes, en voici une seconde le 9 août, avec le concours du trio Ozi, d'Alexandre Ouzounoff et du quatuor Arditi, à la mairie du cinquième arrondissement, de 18 h 30 à 23 h. Le lendemain, Ludger Lohmann jouera encore *Apustrophes et jubulations* sur l'orgue de Saint-Germain-des-Près, ainsi que des pages de Bach, Gullien et Liszt.

On saluera également la venue du Haydn Sinfonietta de Vienne, qu'on découvrira dans un programme Mozart, Bellini, Rossini et Haydn, le 13 août à Saint-Merri. (Renseignements : 225-22-55.)

EXPOSITIONS

Giuseppe Penone et Jean Le Gac à l'ARC

Avec des assemblages de branches, des monceaux de feuilles, des impressions murales, Penone cherche à élaborer un art « sauvage » qui puise son énergie dans les éléments naturels. Le Gac confronte trois formes artistiques sur le même support : le pastel, très graphique, le document photographique et l'écrit.

ET AUSSI : « La peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille », exposées dans la nef de l'église Saint-Ouen, cinquante toiles du dix-septième siècle témoignent du Siècle d'or de la peinture religieuse à Rouen, ville natale de Corneille.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (271-2333). Informations téléphoniques : 271-1012.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée de musée (tous les âges) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

WILHELM DE KÖNIG. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 8 octobre.

ALIBIS : Artichewag, Collin-Thibaut, Garmont, Klotz, Longo, etc. Jusqu'au 17 septembre.

COLLECTION MAGNELL. Arts plastiques. Jusqu'au 11 septembre.

D'ART GRAPHIQUE. Du Cabinet à Matheo. Jusqu'au 20 août.

EVE DONNEMAN. Ternes photographiques 1981-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIÈCLE DE KAFKA. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CCI

MOBILIER NATIONAL. Vingt ans de création. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Musées

TAPISSERIES DES XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-1273). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 août.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-3711). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 3 septembre.

DESSIN ET SCIENCES. XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 septembre.

JEAN LE GAC - GIUSEPPE PENONE. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 août.

BERNARD LACNAEL. Architectures figurées. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 août.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAMI. CHATELAIN ROMAINS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (236-3633). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 15 octobre.

TUTTÈ-PAUL DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-2113). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 octobre.

LA NOUVELLE ATHÈNES. Musée Renan-Schaffer, 16, rue Chaplat (874-9538). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 7 F. Jusqu'au 10 octobre.

SUR INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-3214). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

TEM. QUARANTE ANS DE POLITIQUE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUELLA. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-1349). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIETÀ. 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Simonin (553-9150). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE À PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-2342). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F. Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFET. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (548-6727). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

DIDEROT À LA CONCIERGE. Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (354-3061). T.J., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-1130). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F. Dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-6111). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

L'IMPRIÈRE DANS LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (720-4546). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

HOMMAGE À ELSA SCHIAPARELLI. 1895-1973. Pavillon des arts, 101, rue Bonaparte (233-3250). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

150 ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC - ROUSSILLON. L'ARCHITECTURE ET L'ART. Musée des monuments français, palais de Châteauneuf, place du Trocadéro (727-3574). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 août.

OBJETS ET MONDES. Présentation des acquisitions récentes. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (553-7060). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 18 août.

Centres culturels

CHARLES ESTIENNE. Fondation nationale des arts plastiques, 11, rue Bayard (563-9005). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 2 septembre.

GUSTAV KLIMT, OSEAR KOSCHKA, EGON SCHIELE. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 12 août.

UN MUSÉE : DES CHEFS-D'ŒUVRE. Le musée d'art moderne de Liège, 1958-1984. Centre culturel Walécq-Breuille, 127-129, rue Saint-Martin (271-2616). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

CHARLES SCHNIEDER. Verreries Schneider France de 1913 à 1940. Louvre des antiquités, 2, place du Palais-Royal (297-2740). Sauf dim. et lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 octobre.

L'ARCHITECTURE LIBANAISE. Du XV^e au XIX^e siècle. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-2222). T.J., de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 août.

RICHESSSES D'ART EN MORVAN. Orangerie de l'hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-2222). T.J., de 10 h à 18 h. Entrée libre jusqu'au 2 septembre.

TROIS ARCHITECTES FRANÇAIS : Christy, Gaudin, de Portzamparc. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournay (655-9036). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

TROIS ARTISTES CORÉENS DE CALIFORNIE : Lew, Chang, Hyeonok. Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (720-8386). Jusqu'au 20 août.

En région parisienne

BRÉTIGNY. Dédicace - Dédicace - Proposition III : Colgate, Gérard, Stolas, Larrière, Hoffinger. Jusqu'en septembre. Hémicycle, Centre Paris, Hémicycle. Photographies. Jusqu'au 29 septembre. Centre Gérard-Philips, rue Henri-Donard (884-3668). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h.

L'ISLE-ADAM. Louis-Albert Denon, 1909-1979. Musée Louis-Saintes, 46, Grande-Rue. Jusqu'au 30 septembre.

NOINTEL. La sculpture est un dieu. Des artistes et un château : Noinville-Cailly (887-4541). Jusqu'au 16 septembre.

POINTEUSE. Charles Calvet, Sculptures. Aurélie. Nouveaux. Peintures. Musée Taver-Delaunay, 4, rue Lemercier (38-0240). Sauf mardi, de 10 h à 12 h ; de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELLINES. Les Buses au présent. Centre culturel la Villeneuve, chapelle de la Villeneuve d'Elcourt (050-5170). Jusqu'au 30 août.

SOISY-SUR-ECOLE. Vingt-cinq sculptures contemporaines. Verrerie d'Art (499-0003). Jusqu'au 16 septembre.

En province

AIRAINES. L'œuvre sacrée de Michel Cailly. Centre d'art (26-05-02). Jusqu'au 2 septembre.

AIX-EN-PROVENCE. Hommage de Pablo Picasso à « Monsieur Cézanne ». Grand : esquisses de Paris et de Versailles. Petit : le Châlier. Peintures. Jusqu'au 30 septembre. Musée Granet, palais de Malte (38-1470).

TAPERIES DES MONDRES ET NOUVELLES. Musée des Tapeiries, 13, rue de la Moile (21-05-78). Jusqu'au 1^{er} octobre.

ADAM. Peintures et dessins. Présence contemporaine, 60, boulevard Carnot (72-1241). Jusqu'au 25 août.

ALÈS. Premiers paysans de la France méditerranéenne. Musée du Colombier, carrefour d'Arvergne (86-30-40). Jusqu'au 15 septembre.

AMBIÈREU-EN-BUGEY. Dessins d'architecture et d'urbanisme, de romantisme à l'expressionnisme. Château des Aillères (38-06-07). Ete.

ANNECY. Œuvres contemporaines suisses. Jusqu'au 30 septembre.

ARCHEOLOGIE. Vingt ans d'archéologie en France. Jusqu'au 31 octobre. Musée-château (45-29-66).

ARC-ET-SENANS. L'hologramme. Salles royales (30-32-43). Août.

AUBUSSON. Peintures et tapisseries : XV-XVIII siècles. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lisières (66-33-06). Jusqu'au 7 octobre.

AUXERRE. Jean Cocteau. Un été du XX^e siècle. Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

Musique et rythme. Centre culturel de l'Yonne, abbaye Saint-Germain (46-66-88). Jusqu'au 22 octobre.

AYGNON. Un rebelle aragonnais de la fin du Moyen Âge. Musée du Petit Palais (86-44-58). Ete.

سكزات الامل

ET DES SPECTACLES

CINEMA

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.f.) : Capit. 2 (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A. v.a.) : Action Christiane, 8^e (325-11-30).

JESUS DE NAZARETH (R. v.f.) : Grand Pavois, 15^e (554-46-85).

LADY LOU (A. v.a.) : Action Christiane, 8^e (325-11-30).

LILI MARLEEN (AIL. v.a.) : Rivoli, 4^e (272-63-32).

LOLITA (A. v.a.) : André-Bazin, 19^e (337-74-39).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A. v.a.) : Huguette, 6^e (533-79-38) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11).

MANHATTAN (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6^e (325-09-38).

MEAN STREET (A. v.a.) : Miroir, 1^{er} (260-43-99) ; Alpha, 5^e (534-39-47) ; Balzac, 8^e (561-10-60) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; V.I. : Paramount-Montparnasse, 14^e (329-83-11).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.f.) : UGC Opéra, 2^e (261-50-32).

MEURTRE D'UN BOCKMEIER (CHINOIS) : L'E. BAL DES VALS (RUBENS) (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; 14-Juillet-Parsons, 6^e (325-11-30) ; 14-Juillet-Racine, 6^e (325-11-30) ; George-V, 8^e (562-41-62) ; 14-Juillet-Bastille, 11^e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) : Capit. 2 (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl. v.a.) : Champs-Élysées, 3^e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Angl. v.a.) : Quinzette, 3^e (633-79-38).

LA MORT AUX TROUSSES (A. v.a.) : Miroir, 1^{er} (260-43-99).

NOBLESSE OBLIGE (A. v.a.) : Action Éolien, 5^e (325-72-07).

LES NUITS DE CAMELIA (IL. v.a.) : Champs-Élysées, 3^e (354-20-12).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-26) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; V.I. : Parisiennes, 14^e (329-83-11) ; Montparnasse-Palace, 14^e (329-83-11).

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15^e (554-46-85).

OSCAR (Fr.) : Forum O. Express, 1^{er} (233-42-26) ; Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; Miroir, 14^e (325-09-38) ; Gaumont-Concord, 19^e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (523-46-01).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1^{er} (508-94-14).

PARIS VU PAR (1964) (F.) : Olympia-Éclair, 14^e (545-33-38).

RASHOMON (Jap. v.a.) : St-Lambert, 19^e (332-91-64).

RUSTY JAMES (A. v.a.) : Cinémas Saint-Germain, 6^e (633-10-42).

LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (ou LA COUCHE À LA MORT DE L'AN 2000) (A. v.a.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; V.I. : Parisiennes, 14^e (329-83-11) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap. v.a.) : Parisiennes, 14^e (329-83-11).

LA SOIF DU MAL (A. v.a.) : Lincoln, 6^e (359-36-14) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11).

SUEURS FROIDES (A. v.a.) : Action Christiane, 8^e (325-11-30).

TAXI DRIVER (A. v.a.) : Bolle à films, 17^e (622-44-21).

TEX AVERY FOLIES (A. v.a.) : Luge, 3^e (354-42-34).

THE BLUES BROTHERS (A. v.a.) : Ciné Beaugrenelle, 15^e (575-79-79) ; UGC Danon, 6^e (325-42-62) ; Berlioz, 2^e (742-60-33).

THE ROSE (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1^{er} (508-94-14).

THE SERVANT (A. v.a.) : Champs-Élysées, 3^e (354-20-12).

TO BE OR NOT TO BE (Labitch) (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-80-25).

TRAQUENARD (A. v.a.) : Action Christiane, 8^e (325-11-30).

LES 39 MARCHES (A. v.a.) : Parisiennes, 14^e (329-83-11).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A. v.a.) (version intégrale) : Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6^e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 3^e (354-20-12) ; Biscornet-Montparnasse, 15^e (544-42-02) ; Biscornet-Montparnasse, 15^e (544-42-02).

VICTOR VICTORIA (A. v.a.) : Saint-Germain Village, 5^e (633-63-20).

VIVRE ET LAISSER MOURIR (A. v.a.) : Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Champs-Élysées, 3^e (354-20-12) ; Colisée, 8^e (359-29-46) ; V.I. : Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Bretagne, 6^e (222-57-97) ; France, 9^e (770-31-88) ; Parisiennes, 14^e (329-83-11) ; Miroir, 14^e (325-09-38) ; Gaumont-Concord, 19^e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (523-46-01) ; Gambetta, 20^e (536-10-96).

LE VOYEUR (Angl. v.a.) : Luge, 3^e (354-42-34).

WEST SIDE STORY (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6^e (325-09-38) ; Berlioz, 2^e (742-60-33).

ZÉRO DE CONDUITE (F.) : Denfert, 14^e (321-41-01).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (AIL. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16) ; mar. 18 h, sam. 19 h 20, dim. 15 h 20.

AMERICAN GIGOLO (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1^{er} (508-94-14), 15 h 20 + sam. 0 h 30.

A NOS AMOURS (Fr.) : Temples, 3^e (272-94-56) ; sam. dim. 18 h 30, mar. 20 h, dim. mar. 22 h 15.

CASANOVA (de Fellini) (IL. v.a.) : Temples, 3^e (272-94-56) ; mar. jea. ven. 22 h 15.

LES CHAÎNES DE FEU (Br. v.a.) : Bolle à films, 17^e (622-44-21), 20 h 15.

LE CHATEAU DE L'ARAIGNEE (Jap. v.a.) : Saint-Lambert, 19^e (332-91-64) ; mar. 21 h 15, ven. mar. 18 h 45.

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.a.) : Grand Pavois, 15^e (554-46-85) ; mar. ven. dim. lun. 22 h.

THEATRE

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

ATELIER (606-49-34) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h : Le Neveu de Rameau.

BOUFFES PARISIENS (206-60-24) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h : Madame, pas d'ami.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (mar. D. soir.), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Ravisons dormir à l'élyée.

DEUX HEURES (606-07-48) (D.), 21 h : L'ours ; 22 h : Le Monche et le Parnin.

GAITÉ MONTMARTRE (322-16-18) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h : Chère pour moi.

LUCERNAIRE (544-57-34) (L.), 1. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Héroïsme, mon amour. R. 18 h 30 : La Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : De côté de chez Calcut.

MADELINE (263-07-09) 20 h 45 : les Chats de l'auvergne (dorm. le 10).

NOUVEAUTES (770-52-76) 20 h 30 : L'entourloupe (à partir du 10).

OUVRÉ (874-42-52) (D. L.), 21 h, sam. 19 h 30 et 22 h : Comédiens de voir une autre juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir. L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : La Fille sur la banquette arrière.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir. L.), 20 h 45, dim. 15 h : la Vierge voyante.

SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. L.), 21 h : Théâtre de boulevard.

THEATRE A-BOUTEUIL (373-47-84) (D. L.), 21 h 45 : Y'a pas à mourir, on s'en va.

THEATRE DES VARIÉTÉS (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babes-caudres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D. L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30 : le Bluffeur.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), 20 h 15 : Avez-vous vu ? 21 h 30 : les Démons ; 22 h 30 : Sam. 24 h : les Démons ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 8
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : R. Parrot (Télérama, Vivaldi, Bach...).

JEUDI 9
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 8.

VENDESDI 10
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 8.

SAMEDI 11
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 8.

DIMANCHE 12
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 8.

LUNDI 13
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir le 8.

Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Jazz Group de Bourgogne, (dorm. le 12) ; à partir du 13 : J. Leconte.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), les 9, 10, 11 et 22 h : P. Urbain et Guespéro Lathion.

PEIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Ted Curson Quartet.

PELLEONE 776-44-36, les 9, 10, 11 et 22 h 30 : Miss Kong ; les Complices ; Fugate ; Créteil, Bass de l'océan, le 11 de 19 h à 22 h : Parollette, Miss Kong, Doc l'océan.

SLOW CLUB (233-64-30) (D. L.), 21 h 30 : M. Sany Jazz Music.

TROIS MAILLETS (354-00-79), mar. jea. 23 h : la Velle.

Opérettes
POTINIERE (266-44-16) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h : le Roi-Carf.

Le music-hall
DAUNOU (261-69-14) (Mar. D. soir.), 21 h : Dan. 15 h 30 : From Harlem to Broadway.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 21 h : J. Bourdon.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), ven. mar. 20 h 15, dim. 16 h : Folies égarées d'Orléans.

TROTTINOIS DE BUENOS AIRES (260-44-41) (D. L.), 22 h 30 : O. Piro, D. Arbolada, L. Cms.

La danse
COUR DE LA MAIRIE DU IV^e (278-60-56), ven. sam. dim. 21 h : Ballets historiques de Marais.

GYMNASSE RONARD (606-33-60), 20 h 30, dim. 17 h : L'art de la danse (dorm. le 12).

PREMIERE MONDIALE
POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

EN 1927 FRITZ LANG EN FAIT UN MONUMENT
EN 1984 GIORGIO MORODER EN FAIT UN EVENEMENT

UN FILM DE FRITZ LANG

METROPOLIS

MIS EN SCENES
ET EN COLLABORATION
GIORGIO MORODER
DIRECTION INTERPRETATION
PAT BENATAR
BILLY SOUVER
ZION ANDERSON
ADAM ANST
SONNIE TYLER
FREDIE MERCURY
LOVEBOY

PARAMOUNT MERCURY - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION ST CHARLES
PARAMOUNT ODEON - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLEANS
PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT MAILLOT - IMAGES

PERIPHERIE : PARAMOUNT La Vierge - ALPHA Argenteuil - REX Pissy
4 TEMPS La Défense - PARLY II - LES ULIS Dray - CERGY Pontoise - LES MUREAUX
FLANDES Sarcelles - CARREFOUR Paris - REX Savigny

DORTOIR DES GRANDES



SAISON 84/85
abonnements

La location par correspondance est ouverte toute l'année

Tarif préférentiel jusqu'au 15 SEPTEMBRE

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

Renseignements : 153 av. Montaigne 75008 PARIS Tel. 720 67 37

JEAN-PIERRE WALLEZ

ACTUELLEMENT

MATT DILLON
HOULIGANS

(VIOLENCES SUR LA VILLE)
(UN FILM DE JONATHAN KAPLAN)

bande originale CHEAP TRICK, THE CARS, VAN HALEN, LITTLE FEAT, THE RAMONES, VALERIE CARTER et JIMI HENDRIX

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS		RIVE DROITE	
YESHOU 297-56-54 Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2 ^e	CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Fontenay, 8 ^e F. sam. midi.	GASTRONOMIE INDIENNE La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor unique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.	Nouvelles spécialités thaïlandaises , dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamite. P.M.R. : 90 F.
PALAIS DU TROCADÉRO 727-05-02 7, avenue d'Eylau, 16 ^e Tous les jours	LE GUILLAUME TELL 622-28-72 111, av. de Villiers, 17 ^e F. sam. dim.	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle , dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraisons à domicile. Plats à emporter.	TERRASSE D'ÉTÉ Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISE et BOUILLABOULE. Carte crédit. Parking gratuit, 210, rue de Courcelles.
EL FRACADO 387-28-87 80, bd des Batignolles, 17 ^e F. lundi, mardi	LE SAINT-SIMON 380-88-68 116, bd Pereire, 17 ^e F. sam. midi-dim.	Déjeuner, dîner, j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : pizzas, gambas, lucioles, calamars, etc. P.M.R. : 120 F. Fermé à 75 F. s.a.c. avec spéc. SALONS.	Set spécialités de poissons. MENU à 110F. s.a.c. et CARTE. Propriétaire au chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles. TERRASSE.
RIVE GAUCHE		SOUPERS APRES MINUIT	
LA FERME DU PÉRIORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 ^e	LE MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6 ^e Ts les jrs	DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. 331-49-38 OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.	Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL-BREA. venir déguster les spés. de TANDOOOR. Egl. 72, bd St-Germain, 354-26-07. Spéc. BIRIANI.
CABANE DE LA BUTTE 4, rue Lamark, 10 ^e - F. mar. - 264-63-40 Monté à la municipalité - Ris d'égout BOUILLABAISE et c. m. Anchoûte - PIANO	LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard de Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 - TERRASSE Au piano : Yvan MEYER.		

LE CARNET DU Monde

RELIGION

POUR LA PREMIERE FOIS

Un évêque d'un pays de l'Est présidera la Fédération luthérienne mondiale

La Fédération luthérienne mondiale, qui réunit quatre-vingt-dix-neuf Eglises avec quelque cinquante-cinq millions de fidèles, vient de se donner un nouveau président en la personne de l'évêque Zoltan Kaldy, chef de l'Eglise luthérienne hongroise. M. Kaldy, âgé de soixante-cinq ans, a été élu, pour sept ans, au cours de l'assemblée générale de la Fédération, réunie à Budapest du 22 juillet au 5 août. Il est le premier représentant d'un pays de l'Est à accéder à cette charge depuis la fondation de la fédération en 1947.

Acquis au dixième tour avec 173 voix à l'évêque hongrois, contre 124 à Mme Bodil Scolding, du Danemark, et 15 abstentions, cette élection n'allait pas de soi. Contesté par l'aile traditionnelle de la Fédération ainsi que par les milieux d'émigrés hongrois en Europe et aux Etats-Unis, M. Kaldy est considéré, par les uns comme par les autres, comme trop conciliant vis-à-vis du pouvoir politique de son pays. Il est à l'origine d'une « théologie de la diaconie », selon laquelle l'Eglise doit se mettre au service du monde et de la société, sans négliger sa responsabilité politique. Selon ses détracteurs, cette théologie incite l'Eglise à adopter une attitude pro-gouvernementale. L'intéressé répond que son Eglise, qui était fortement persécutée pendant l'époque stalinienne, est devenue un modèle d'Eglise en pays socialiste, et à ceux qui font remarquer qu'il est membre

La course aux armements

Les deux faits marquants de cette assemblée — septième réunion mondiale — ont été la suspension, en Afrique australe, de deux Eglises qui pratiquent la discrimination raciale et l'adoption d'une résolution

sur l'armement nucléaire. La suspension des Eglises luthériennes du Cap et de Namibie, toutes deux d'origine allemande, en raison de leur refus de rejeter l'apartheid, est la traduction dans les faits d'une résolution adoptée par la dernière assemblée mondiale à Dar-es-Salaam en 1977, taxant l'apartheid d'« hérésie contraire à la foi chrétienne ».

La résolution sur le nucléaire, enfin, adoptée à l'unanimité, recommande à la Fédération de demander à Washington et à Moscou « de reprendre les négociations [de Genève] afin de supprimer les missiles de moyenne portée en Europe de l'Est et de l'Ouest », et de demander à tous les gouvernements concernés d'arrêter la production d'armes nucléaires et conventionnelles et de « remplacer le système actuel de dissuasion par un système de sécurité globale ».

ÉDUCATION

Controverse autour de l'École de création industrielle

Après la publication de l'article intitulé « A l'École de création industrielle : dix-huit mois de conflits pour un nouveau départ », dans le Monde du 11 juillet, nous avons reçu plusieurs lettres dont nous publions ici des extraits.

« Il est abusif de faire croire que pendant de longs mois, l'École n'a vécu que d'agitation sans dire aussi qu'on y a aussi travaillé et produit », estime M. Lucien Magnon, designer industriel et directeur de l'unité de création transports-équipement de l'École de la rue Saint-Sabin.

« Je voudrais dire que malgré de multiples embûches, poursuit M. Magnon, étudiants et personnels de l'ENSCL ont fait preuve d'une détermination patiente et d'une volonté de poursuivre égale à leur motivation. Les faits sont là : dans l'unité que l'on a en dix-huit mois d'activité, une quarantaine d'étudiants ont travaillé sur vingt projets.

« Dix projets de création industrielle avec des partenaires extérieurs, institutions ou entreprises industrielles. Cinq ont été réalisés : les musées de la Nivelle, la SOVAM, Rhonatech, Hermann-Moritz, Merlin-Garin, etc. Des projets d'ébauche, dont certains financés par l'ANVAR, des créations de résidents : un ULM très performant, un trimaran léger actuellement en production, un miroir d'essuyage fabriqué en série par la Redoute. Le montant des recettes a été de 240 000 et 320 000 francs selon que l'on compte ou non certaines subventions.

« Voilà pour la préfiguration », conclut M. Magnon qui souligne qu'il faut maintenant « trouver rapidement des enseignants (...) moins de techniciens administratifs (...) et par-dessus tout une reconnaissance institutionnelle, une existence juridique qui nous confère un statut, et qui nous libère de la tutelle de l'ENSCL une espèce en voie d'apparition ».

Cette conclusion est faite sienn par M. Robert Desclaux, directeur des « ressources éducatives » de l'ENSCL. « Notre école vit, écrit-il, mais sans existence légale, directement administrée par la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture et gérée par une association, l'Union centrale des arts décoratifs, avec tous les inconvénients qui en découlent.

« Face à un provisoire qui dure et à une incertitude, l'insécurité s'installe, double d'une insatisfaction grandissante par suite du nombre insuffisant d'enseignants et de consultants, la pénurie accentuée des moyens matériels et des retards d'aménagement des locaux. L'absence de directeur y contribue depuis la mutation — et non la démission — de M. Monzas de Saint-Julien, initiateur de la création de l'école.

« Que dans un tel contexte, des personnalités s'épanouissent et que se forment des créateurs, que leurs produits nouveaux soient pris en considération par des industriels, démontre l'engagement des étudiants comme celui du personnel : aux enseignants tout particulièrement, qui exercent souvent dans d'autres établissements supérieurs, il est demandé d'innover tout en

acceptant un statut précaire de vacataires.

« Il ne s'agit pas de faire cesser une « crise permanente », mais de remédier à certaines carences qui déshabillent les objectifs de formation. Il n'y a pas lieu d'annoncer un « nouveau départ », mais plutôt la mise en place des structures et des moyens initialement prévus.

Usant de son droit de réponse, M. Jean-Louis Monzat de Saint-Julien nous a fait parvenir la lettre suivante : « Il est faux de dire que les dix-huit mois de fonctionnement de l'école aient été marqués par des conflits. Les conflits de l'école ont été les conflits de la réalité qu'ils ont vue et appréciée, celle d'une école qui travaille (il n'y a pas eu un seul jour de grève), se développe pas à pas et dont les étudiants partagent la responsabilité du fonctionnement. Comment expliquer autrement les quelque mille candidatures enregistrées aux trois sessions de 1983 ?

« L'agitation, quand elle s'est manifestée, a toujours été le fait de quatre ou cinq étudiants groupés autour de Patrick Bouchain, directeur jusqu'en décembre dernier de l'un des ateliers de création industrielle. Or ce sont là les seuls informateurs que votre collaborateur a cru bon de consulter au sein de l'établissement. En tant que fondateur et directeur, laissez-moi regretter qu'il n'ait pas jugé nécessaire de me consulter moi-même.

« La présentation qu'il fait de l'école trahit d'ailleurs ses sources : simplisme de la vision éducative, romantisme d'une création-entente-libérée (il y a quand même un apprentissage théorique, lit-on !), déformation de l'idée d'une responsabilité partagée en une sorte d'utopie saint-simonienne... Il n'est pas surprenant qu'aux yeux des tenants de cette position peu de nos collaborateurs aient pu échapper à l'accusation d'incompétence et le directeur à celle d'abus de pouvoir. Je refuse l'une et l'autre. Mais pourquoi n'avoir entendu que ceux-là alors que l'école compte quarante enseignants et une dizaine de personnes chargées de l'encadrement ?

« L'attitude de quelques-uns n'aurait d'ailleurs jamais posé de problèmes sérieux s'ils n'avaient trouvé de façon constante des oreilles complaisantes jusque dans l'administration de tutelle. C'est pour cette raison et pour mettre fin à une véritable campagne de dénigrement que j'ai cru bon, en décembre dernier, de demander au ministre chargé de la culture de bien vouloir désigner une commission d'évaluation qui aurait pu faire un bilan du fonctionnement de l'école. J'affirmai alors, comme je le fais à présent, que les seules difficultés de l'école tenaient à son absence de statut et au flux de sa situation administrative et financière, et non pas à son fonctionnement interne. J'ajoutais que si d'adventurer cette commission venait à me démentir, j'étais prêt à me retirer aussitôt. Une telle commission n'a pas été désignée.

« Une nouvelle démarche a été faite dans le même sens, fin mars, par l'ensemble du personnel d'encadrement et moi-même. Elle n'a pas eu d'autre résultat. J'ai été convo-

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

(par ordre de mérite)

● École normale supérieure de jeunes filles, boulevard Jourdan.

GRUPPE A, MATHÉMATIQUES
M^{lle} Catherine Zosi, Chantal Guymant, Solie Jallade, Marie-Christine Combes, Joëlle Rambour, Sophie Monier, Claire Devouge, Catherine Burq, Fabienne Bouquet, Marie-Paule Cuni, Valérie Martel, Isabelle Gandon, Elisabeth Le Bras, Catherine Delor, Catherine Dougados, Claire Mazalet, Françoise Le Bar.

GRUPPE B, PHYSIQUE
M^{lle} Joëlle Prunet, Corinne Audier, Anne Robineau, Catherine Amiens, Evelyne Cohen-Tannoudji, Claire Rist, Karine Provost, Sophie Carloti, Nathalie Mathe, Joceline Lega, Marie-Astrid Fontaine, Nathalie Guillo, Caroline Thernier.

GRUPPE C, SCIENCES NATURELLES
M^{lle} Muriel Pave, Valérie Doye, Sylvia Madar, Hélène Muskat, Claire Mary, Geneviève Fournier, Bénédicte Durand, Dominique Fournier, Françoise Lamy, Lei Wei.

Naissances

— La section française de l'Association des amis d'Henry Berlioz a le plaisir d'annoncer la naissance de

Maria BERTHEUX.

le 3 août 1984, à Paris.

— Le docteur Jérôme RIDHA et M^{lle} Bertheux ont la joie de faire part de la naissance de

Rozane

à Vichy.

Mariages

— Le colonel (ER) Claude MADEIRA, SY, ambassadeur honoraire du Sénégal, et M^{lle} sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jean-Claude

avec

M^{lle} Rozane LEVASSEUR.

le 1^{er} septembre 1984 à Montréal (Québec).

Décès

— Evian-les-Bains.
M^{lle} veuve Jean Armit, Le docteur veuve Colette Desloup-Pon

son fils, M. et M^{lle} André Placier et leurs filles, Le docteur et M^{lle} Charles Armit et leurs enfants, M. Jean Armit et ses fils, M. et M^{lle} Yves Armit et leurs enfants, Le docteur et M^{lle} Louis Bergougnan, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Armit, Bergougnan, Placier, Leblond, Tous les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

professeur Albert ARNULT, Faculté des sciences de Paris et Orsay, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, croix de guerre 1914-1918,

relevé à leur affection le vendredi 3 août 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année. Ses obsèques ont eu lieu le mardi 7 août en l'église d'Evian.

— Montpellier, Strasbourg, Versailles-le-Secours, Gisors.

Le docteur veuve Colette Desloup-Pon

nous a quittés, accidentellement, le 31 juillet 1984, à l'âge de vingt-trois ans. Son départ nous laisse dans une infaillible tristesse.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu au temple protestant et au cimetière du Montparnasse (Saint-Rémy).

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

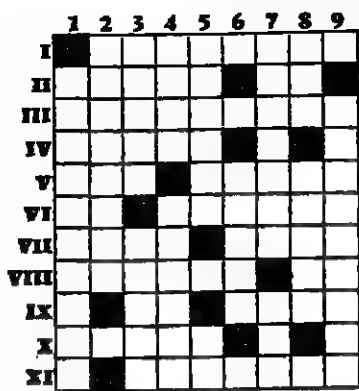
— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

— Tu aimais les étoiles, et il est nuit.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3771



HORIZONTALEMENT

I. Etat de siège. - II. La douceur même on la rigueur même. Perdit au change. - III. Peut toujours se briser. - IV. « Noiret » tout ce qu'il « touche ». - V. Ne favorise pas les gros effets. Fume pendant les heures de travail. - VI. Bon pour la ligne. Attire. - VII. Cour sur patte. Divinité védique. - VIII. Rencontre platonique, jadis. Symbole. - IX. Réaction de rejet. Joue un rôle protecteur. - X. En fait donc voir à son entourage. - XI. N'a donc pas le bon mouvement que l'on espérait.

VERTICALEMENT

I. Toujours très prudent lorsqu'il arrive à un croisement. - 2. Pour lui, la parole est d'or et le silence est d'argent. - 3. On le reçoit avec tous

les honneurs. Fit ses premiers pas en URSS. - 4. Avec elle, le vert n'est pas couleur de l'espérance. Pierre d'aigle. - 5. On peut s'y rendre en prenant le « voile ». Conjonction. - 6. Décent mais pas récent. - 7. Fait ramasser les pils à la suite d'une descente d'arouts. Se prend par besoin, se reprend par plaisir. - 8. On y passe en coups de vent. Parole qui était à la défense. - 9. Couvre de « placards ».

Solution du problème n° 3770

Horizontalement

I. Éléante. Bruits. - II. Colé-reux. Rats. - III. Ohi. Théâtre. - IV. Dessous. Irai. - V. Tiede. Ubu. Ecart. - VI. Erre. Rire. Une. - VII. Ur. Tête. II. Ta. - VIII. Rist. Iris. Neveu. - IX. Tueurs. Oies. Ise. - X. As. Sterne. Cet. - XI. Iton. Arrêt. - XII. Outil. Tir. Issue. - XIII. Uranie. Sort. Sil. - XIV. RA. Est. Tu. Epais. - XV. Sensé. Réels. Sen.

Verticalement

1. Ecouteur. Atours. - 2. Lob. Irrita. Lrce. - 3. Elider. Su. Ota. - 4. Gê. Edentes. Inés. - 5. Araser. Utilisé. - 6. Ne. Tret. Et. - 7. Tuteurs. Rot. - 8. Exhibition-niste. - 9. Enurésie. Roue. - 10. Bras. - 11. Rat. Inscrites. - 12. Utricle. Ers. - 13. Iseran. Vitesses. - 14. Arêtes. Tuile. - 15. Sévit. Auer. Élan.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENREDI 10 AOUT

« Le marché d'Aligre », 10 h 30, 106-108, faubourg Saint-Antoine, M^{me} Legrégois.
« La Sainte Chapelle », 14 h 30, devant la chapelle basse, M^{me} Senant.
« Les celliers gothiques des Bernardins et le quartier Maubert », 15 heures, 24, rue de Poissy, M^{me} Legrégois (Caisse nationale des monuments historiques).
« Jardins et cours de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck (Arts et curiosités de Paris).
« Autour du Luxembourg ».

15 heures, 6, place Saint-Sulpice (B. Czany).
« Hôtels Rohan-Soubise et le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, métro Pont-Marie (P-Y Jalet).
« Le cimetière des Batignolles », 14 heures, à l'entrée (Vincent de Langlade).
« L'habitat populaire autrefois », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris Autrefois).
« Passages du vieux Paris », 15 heures, métro Sentier côté rue des Petits-Carreaux (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 août.

UNE LOI

● Relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et dépendances.

DES ARRÊTÉS

● Portant nomination des présidents et des membres des jurys du troisième concours d'entrée, du concours externe d'entrée et du concours interne d'entrée à l'ENA.

AÉROPORTS PARISIENS

LIAISONS EXPRESS. - Un service, régulier et rapide, de cars Air France relie, de 6 heures à 23 heures, les invalides à Orly en 35 minutes (départs toutes les 12 minutes, 25 francs), la porte Maillot à Roissy en 30 minutes (départs toutes les 12 à 15 minutes, 28 francs) et Orly à Roissy en 50 minutes (départs toutes les 20 minutes, 51 francs). Prix spéciaux pour les groupes de trois et quatre personnes.

MODE

Les jeans passent à l'Est

Victime de la toile de coton allégée, de la gabardine de coton et de lin, le « denim », aliment de base du jean - qui n'est plus « bleu » depuis belle lurette - perd du terrain chaque année. Aux États-Unis, même partie de ce symbole de la contestation, deux des géants, Levi-Strauss et Blue Bell (Wrangler), ont dû fermer dix-sept usines, licencier des milliers d'ouvriers et dépenser des fortunes pour promouvoir leurs marques à l'occasion des J.O. de Los Angeles.

Sans illusion : la génération du baby boom de l'après-guerre a vieilli et la population des jeunes adultes (18-24 ans) devrait chuter de 23 % d'ici à 1995. Alors que leurs aînés achetaient trois à cinq paires de jeans en moyenne, ils préfèrent se contenter de deux et misent sur la variété. L'« or bleu » est devenu un gros souci pour l'industrie américaine.

C'en est un aussi pour les dirigeants soviétiques. Une enquête récente menée par le quotidien *Sovetskaya Rossiya* indique que les jeunes Soviétiques rêvent, aujourd'hui encore, de s'acheter des jeans, les vrais, les américains, et pas ces horribles ersatz qui s'entassent sans trouver preneur dans les magasins d'État.

Pour lutter contre le marché noir et répondre à cet engouement pour un vêtement moderne, pratique et répondant au goût et aux exigences des jeunes, selon les termes d'un responsable du PCUS rapportés par le journal soviétique, M. Ivan Gritsenko, vice-ministre de l'industrie légère, a demandé aux fabricants soviétiques d'améliorer et d'accroître leur production. Le plan pour 1984 prévoit, précise-t-il, une production de 32 millions de jeans, dont 5,8 millions de qualité supérieure.

Deux impératifs : ramener tous les déserteurs du mode de l'Union soviétique pour qu'ils créent des symboles patriotiques destinés à contrecarrer l'envahissement des « inscriptions, drapaux et autres signes impérialistes » des jeans étrangers. Et fabriquer une toile à la soviétique qui fasse oublier le « denim » qui, comme son nom l'indique, était jadis produit à Nîmes (France). Nîmes, dont le maire est un prince du vêtement qui a fait d'autres choix : le marché du jean en France est, lui, comme aux États-Unis, en nette régression.

OLIVIER SCHMITT.

TRIBUNAL DE PAIX

Rue Roganski 4
Rehovoth, Israël 76110

(Publicité)

Dossier Civil No 818/84
fixé pour la date du 14.11.84
devant l'honorable juge
Mr ISHAIA.

Demandeuse : Yvette GANISH par l'intermédiaire de ses représentants, avocats, Y. Shaban et/ou A. Rabiecki, rue Rothild 40, Richon Le Zion.
Défendeurs : 1) GANISH Rosa, carte d'identité N° 6572713 se trouvant en France.
2) Bureau des Registres Fonciers, rue Ezra 10, Rehovoth.
3) Bureau des Registres Fonciers, rue Nachalozit 117, Beer Sheva.

Nature de la demande : JUGEMENT DÉCLARATIF.

DEMANDE

Sachez que le 14.4.84 à peu près à 9.30 ce tribunal sera prié à donner un jugement déclaratif selon lequel la demandeuse aura la permission de vendre les propriétés et tous les biens qui sont inscrits au nom du défendeur n° 1 en Israël selon la procuration attachée, partie inséparable de cette demande (ci-bas « la procuration » annexe - A ». Le tribunal sera prié de déclarer que la procuration est valable pour enregistrement de transférer tous les biens à tout acheteur.
Yoram Schmitt, AVOCAT.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 août à 0 heure et le jeudi 9 août à 24 heures.

L'air froid qui s'est enfoncé à travers la France gagne la Méditerranée, ce qui va favoriser la formation d'un mouvement tourbillonnaire (dépression) centré sur le golfe de Gênes. Ce tourbillon dirigera de nombreuses masses nuageuses accompagnées de pluie sur une bonne partie du pays.

Jeu : sur la Bretagne, la Normandie, les Charentes et l'Aquitaine, le ciel sera capricieux, hésitant entre les éclaircies et les nuages, parfois menaçants. Les éclaircies se feront plus longues l'après-midi près de l'Atlantique. Le vent de Nord-Est sera sensible. Il fera 10 à 11 degrés au lever du jour, 18 à 21 degrés l'après-midi.

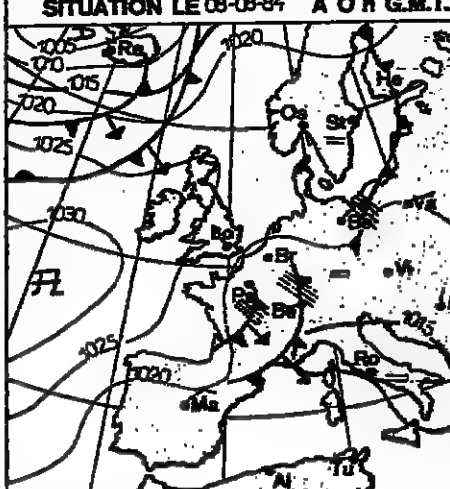
Sur les régions proches du golfe du Lion (Languedoc-Roussillon), les nuages du début de journée seront rapidement chassés par un vent de secteur Nord qui soufflera fort. Malgré le soleil il ne fera pas plus de 25 degrés l'après-midi. Partout ailleurs c'est un temps méditerranéen, humide et frais qui prédominera. Les nuages abondants seront souvent accompagnés d'averses parfois même d'orages des Alpes à la Corse. Les pluies seront plus marquées sur le nord du Massif Central et près des Pyrénées.

Températures de 10 à 12 degrés la nuit, 18 à 21 degrés l'après-midi.

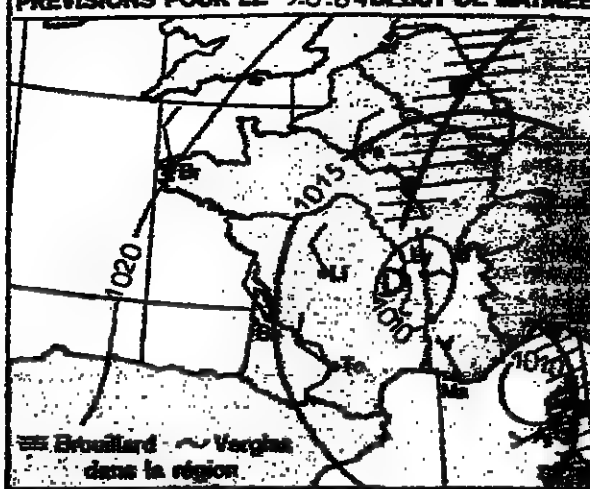
La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était à Paris, le 8 août à 8 heures, de 1018,7 millibars, soit 764,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 août; le second le minimum de la nuit du 8 au 9 août) : Ajaccio, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 24 et 14 ; Bourges, 25 et 11 ; Brast, 19 et 12 ; Caen, 20 et 11 ; Clerbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 12 ; Dijon, 23 et 15 ; Grenoble-St-M.-H., 26 et 15 ; Grenoble-St-Georis, 25 et 12 ; Lille, 20 et 9 ; Lyon, 24 et 13 ;

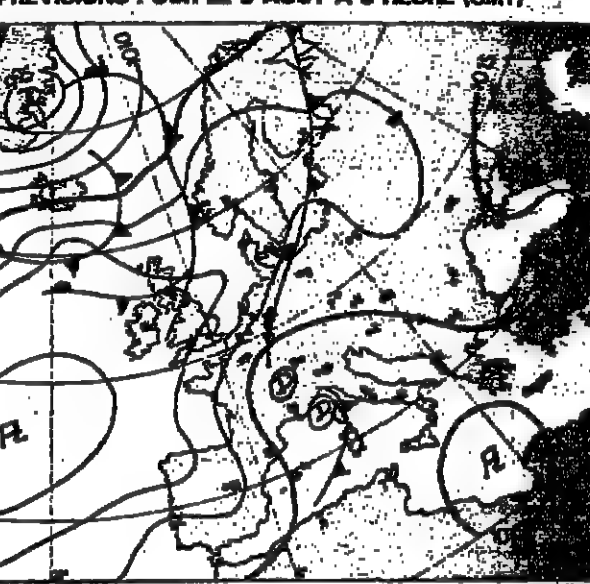
SITUATION LE 08-08-84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9.8.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 9 AOUT A 0 HEURE (GMT)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés; Amsterdam, 21 et 9; Athènes, 31 et 19; Berlin, 22 et 16; Bonn, 22 et 12; Bruxelles, 21 et 10; Le Caire, 34 et 23; Les Canaries, 26 et 22; Copenhague, 20 et 14; Dakar, 30 et 27; Djibouti, 30 et 24; Genève, 25 et 14; Istanbul, 29 et 20; Jérusalem, 27 et 17; Lisbonne, 32 et 16; Londres, 20 et 11; Luxembourg, 20 et 12; Madrid, 16 (min); Moscou, 26 et 13; Nairobi, 20 et 15; New-York, 30 et 25; Palma-de-Majorque, 28 et 19; Rio-de-Janeiro, 28 et 25; Rome, 28 et 19; Stockholm, 23 et 12; Téhéran, 37 et 25; Tunis, 31 et 18.

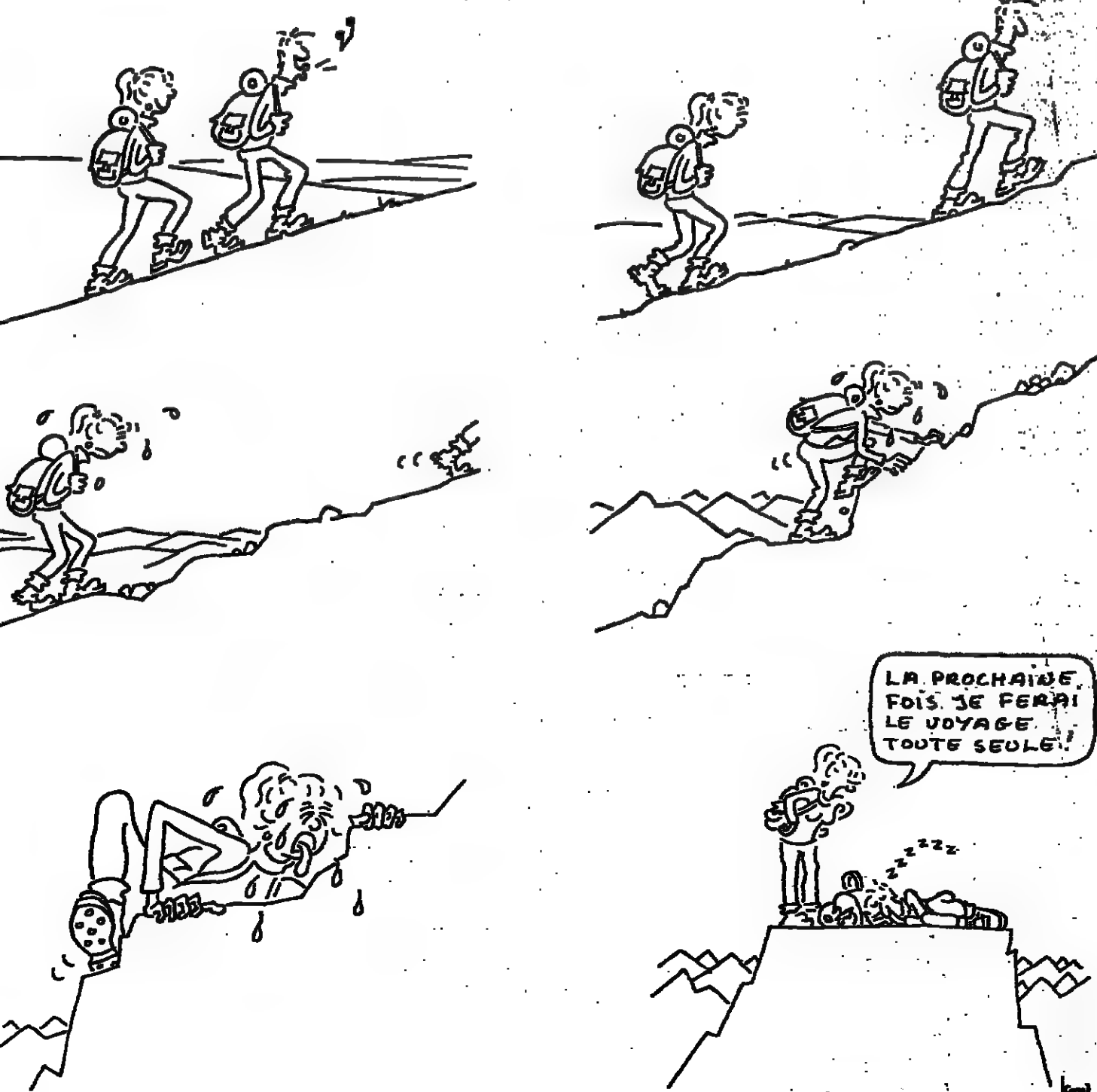
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉTÉ

Histoire d'Amour par kony

Résumé. - Comme nous l'indiquons dans les précédents chapitres, il n'est pas toujours nécessaire de prendre à la lettre ce que nous héros bleds intégrité. Alors faut-il user du deuxième degré. Ce chapitre est spécialement réservé aux intellectuels attentifs.

ET SI ENCORE ELLES EN AVAIENT VRAIMENT ENVIE ! MAIS ON VOIT BIEN, AU TEMPS QU'ELLES PRENNENT POUR AVOIR LEUR PLAISIR, QUE LEUR DESIA N'EST PAS TRES FORT.



(A suivre.)

Monde

ETRANGER

LA CONFERENCE DE L'ON

Etats-Unis dénoncent l'ine des aides au tiers-mond

Washington, 8 août. - Les Etats-Unis ont dénoncé lundi les aides au tiers-mond, affirmant qu'elles ne servent qu'à enrichir les élites locales. Le secrétaire d'Etat, George Shultz, a déclaré que les Etats-Unis ne pouvaient pas continuer à financer des régimes qui ne respectent pas les droits de l'homme. Il a appelé à une réforme radicale du système d'aides.

ERGIE

Michel Locht marque u

Paris, 8 août. - Michel Locht, président de la Fédération française de l'énergie, a déclaré que l'énergie était le moteur de la croissance économique. Il a appelé à une politique énergétique plus ambitieuse, incluant le développement des énergies renouvelables et la modernisation des infrastructures.

emploi/interac

Le ministère de l'emploi a annoncé que le nombre de créations d'emplois a augmenté de 10 % par rapport à la même période de l'année dernière.

emploi/régio

Le gouvernement a lancé une campagne pour encourager les entreprises à créer des emplois dans les régions moins développées.

INGÉNIEUR

PORAGES PÉTROLIERS

Le ministère de l'Industrie a annoncé que les ingénieurs spécialisés dans les porages pétroliers sont très recherchés. Il a encouragé les diplômés à poursuivre dans ce domaine.

emploi/régio

Le ministère de l'emploi a annoncé que le nombre de créations d'emplois a augmenté de 10 % par rapport à la même période de l'année dernière.

INGÉNIEUR ANESTHÉSISTE D.E.

Le ministère de la Santé a annoncé que les ingénieurs anesthésistes sont très recherchés. Il a encouragé les diplômés à poursuivre dans ce domaine.

INGÉNIEUR ANESTHÉSISTE D.E.

Le ministère de la Santé a annoncé que les ingénieurs anesthésistes sont très recherchés. Il a encouragé les diplômés à poursuivre dans ce domaine.

مكتبات الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Comptant

7 AOUT

PARIS

7 août

Net repli

« Décidément, ce n'est pas encore pour cette fois... » Un taudin d'écus par le comportement de Wall Street lundi soir (voir par ailleurs), les boursiers parisiens estiment, à l'instar de ce qui s'était déjà passé en mars dernier, que New-York est sans doute retenu pour quelques temps, après le vigoureux bond en avant effectué la semaine précédente, en l'espace des trois dernières séances.

Au coup, les actions étrangères, qui avaient le vent en poupe depuis deux ou trois jours (on a traité 258 millions de francs sur le marché R.M. lundi sur ces titres, contre 182 millions de francs pour les valeurs françaises), se sont très nettement calmées. Conséquence directe : alors que la monnaie américaine inscrivait un nouveau record historique à Paris (à 8,9730 F), suivait un mouvement étendu à l'ensemble des marchés, le dollar-titre repassait en catimini sous la barre des 10 F (9,95 F en fin de séance) après 10,20 F lors des premières transactions. La veille, la devise-titre se maintenait encore à 10,30/40 F.

Côté valeurs françaises, l'indicateur instantané est en repli de plus de 1,2 %, au relèvement des baisses importantes. Mines de Saint-Germain, qui avait gagné plus de 19 % lundi, en repart 1,2 % le lendemain ; un coup pour rien, ou presque. Par ailleurs, Lescage, Cetelem, Penarroya, Presses de la Cité, Scaev, Immat reculent de 4 % à 6 % en moyenne.

A l'inverse, rares sont les hausses qui dépassent 1 %. Signaux, tous de même, Géophysique, Coditel, St-Louis-Bouche, Navigation Mixte, Euromat avec des écarts de 1,5 % à 2 %. Sur le marché de l'or, le cours de l'or international a reculé de 352,40 à 346,25 dollars l'once au premier trading dans la City. Le liget a perdu 950 F, à 99 000 F, tandis que le napoléon restait à 1 F sur son actif, à 611 F. Forte baisse des mines d'or (8 % à 9 %), notamment St-Helena, Free State, Anglo-American, Randfontein.

NEW-YORK

7 août

Résistant

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites, mardi, à Wall Street. Cette fois encore, elles ont été assez nombreuses et, comme la veille, l'indice Dow Jones des industrielles a encore grignoté quelques fractions, s'établissant en clôture à 204,61 (+1,66 points), son niveau le plus haut depuis six mois.

Le bilan de la séance a cependant été beaucoup plus contrasté, avec un nombre de baisses (880) légèrement supérieur à celui des hausses (706). D'autre part, 442 valeurs n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels se félicitent de la résistance du marché, une résistance d'autant plus significative à leurs yeux que l'activité, encore très forte, a néanmoins sensiblement diminué : 127,95 millions de titres ont changé de mains, contre 236,57 millions précédemment. « C'est la pause qui dédasse », disent-ils, analysant en ajoutant : « Beaucoup d'argent a été dépensé ces derniers jours. Les achats faits par les investisseurs institutionnels sont désormais plus sélectifs. »

Pour une bonne part, la Bourse a été ravivée par le rebond du marché obligataire favorisé par l'absence avec laquelle le Trésor est parvenu à placer 6,5 milliards de dollars de « notes » à trois ans. Les taux d'intérêt ont légèrement fléchi. A propos du loyer de l'argent, le sentiment était plutôt baissier et certains n'excluaient pas la possibilité de voir le Dow, très prochainement, monter jusqu'à 1 300.

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

RESONE-POULENC. - Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 26,2 milliards de francs au premier semestre 1984, soit une progression de 27,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, indique la société, prévoyant, à structure comparable, l'augmentation ressort à 19 % de cette année à l'autre.

AUSSEDA-REY. - Hors taxes et produits accessoires, le chiffre d'affaires consolidé réalisé pendant le premier semestre 1984 par cette entreprise est établi à 1,5 milliard de francs, en progrès de 15 % sur la même période de l'exercice 1983.

BES. - Au cours du premier semestre 1984, le chiffre d'affaires (HT) consolidé du groupe a atteint 986,8 millions de francs, un niveau « stable par rapport à celui de la même période de l'exercice 1983 ».

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 29 oct. 1983)

Valeurs françaises 186,4 187,1
Valeurs étrangères 86,4 86,5
COTATION DES AGENTS DE CHANGEMENT
(base 100 = 131 oct. 1983)

Bourse générale 162,7 162,9
Effets privés de 6 à 8 mois 11 %

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés de 6 à 8 mois 11 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) 243,75 245,15

MEMOIRE DE 1983. - indique la société, précisant que les revenus de BIS SA, société holding, ont régressé à 49 millions de francs, contre 51,2 millions au premier semestre 1983.

KUWAIT ASIA BANK. - Cette banque arabe va ouvrir son premier bureau australien à Melbourne, a annoncé M. Rob Jolly, directeur du Trésor de l'Etat de Victoria. Première banque arabe à ouvrir une représentation dans ce pays, la Kuwait Asia Bank commencera ses opérations dans les prochains mois, a-t-il précisé.

M. Jolly a déclaré que la décision d'ouvrir ce bureau sera « un tremplin préalable » pour la pénétration de l'Australie et de la région du Pacifique sud. La Kuwait Asia Bank a été créée en mars 1981 et ses actionnaires incluent notamment les principaux établissements financiers du Koweït.

Le directeur du Trésor fédéral, M. Paul Keating, a, pour sa part, déclaré, la semaine dernière, qu'il espérait lancer des appels d'offres pour accorder de nouvelles licences à des banques étrangères au cours de ce mois. De sources gouvernementales, on indique qu'une décision au niveau fédéral sur l'ouverture de banques étrangères en Australie était attendue pour le mois de septembre prochain. (A.F.P.)

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

SECONDE MARCHE

7 août

Hors-cote

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

SECONDE MARCHE

7 août

Hors-cote

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de 6 août	Cours de 7 août
Alcoa	38 7/8	38 5/8
A.T.T.	51 3/4	51 1/2
Bell	51 3/4	51 1/2
Chrysler	40 1/4	40 1/4
Exxon	40 1/4	40 1/4
General Electric	38 3/4	38 3/4
IBM	121 1/2	121 1/2
Intel	25 1/4	25 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	42 1/2	42 1/2
Microsoft	32 1/2	32 1/2
Oracle	32 1/2	32 1/2
Rockwell	32 1/2	32 1/2
Sony	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
US Steel	32 1/2	32 1/2
Verizon	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS					VALEURS				
Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptation	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Comptation
av. Téléph.	188	187 80	188	- 0 06	1030	1255	1196	1187 10	- 4 62
av. Amex. C.	49	526 120	126 50	- 8 38	78	89 80	84 00	84 10	- 5 34
1018	1018	1018	0	0	250	248 50	248 50	248 50	- 0 50
57 50	57 50	56 50	- 0 26	94	70 50	67 50	67 40	- 0 39	
59 50	59 50	56 50	- 0 26	776	823	894	880	- 0 57	
46 1/2	46 1/2	46 1/2	0	772	830	792	792	- 0 45	
32 50	32 40	32 30	- 0 12	1040	351	248 40	248 50	- 0 10	
397 30	392	382	- 0 13	20570	23600	21400	215 10	- 0 46	
288	289 60	289 60	0	840	727	675	684	- 0 81	
67 80	67 80	65 00	- 0 20	376	360	350	350	- 0 10	
1215	1152	1132	- 0 20	670	747	745	745	- 0 26	
110 10	101	100 50	- 0 10	130	162 30	149 40	148 40	- 0 26	
1018	1017 50	1017 50	0	318	386	358	364	- 0 45	
599	599	599	0	766	400	400	400	- 0 50	
728	744	744	0	570	1148	1050	1050	- 0 92	
125	115	112 10	- 0 22	1010	471	455	462	- 0 24	
456	456	456	0	376	76 50	74 50	74 30	- 0 20	
428	428	428	0	1010	284	255	258 30	- 0 74	
404	384 10	384 10	- 0 47	256	473	443	448	- 0 10	
456	456	456	0	376	424	424	424	- 0 00	
341	314	318	- 0 23	74	1020	970	970	- 0 10	
162 20	146	145 50	- 0 10	1250	1420	1320	1325	- 0 69	
300	286	286	- 0 28	1250	1250	1250	1242 40	- 0 31	
456	456	456	0	376	242	242	242	- 0 00	
785	730	732	- 0 31	15	17 35	16 85	16 70	- 0 24	
89 50	89 50	89 50	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	746	864	851	808	- 0 48	
100	100	100	0	74					

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- DOSSIER**
2. LES DIFFICULTÉS DE LA PRESSE QUOTIDIENNE PARISIENNE : « Les journaux à l'heure de la presse » par Yves Agnès ; « Le France-Soir de M. Hérault » (10), par Nicolas Beau.
- ÉTRANGER**
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
5. ZIMBABWE : le premier congrès de la ZANU depuis l'indépendance.
6. EUROPE
7. AMÉRIQUES
8. Au Nicaragua, M. Daniel Ortega annonce un escouement de l'est d'urgence.
- DIPLOMATIE**
- POLITIQUE**
- 9-6. Le débat sur le référendum au Sénégal.
- LES JEUX OLYMPIQUES**
10. SPORTS ÉQUESTRES : jumping par temps de chaleur.
11. TENNIS : fausse entrée pour vrais professionnels.
- SOCIÉTÉ**
12. PLACE AUX ENFANTS : Michael Jackson plutôt que Dorothy.
13. Une enquête sur la sexualité péni- taire.
14. Quatre Beaux Espagnols devant la cour d'appel de Pau.
15. RELIGION : pour la première fois, un évêque d'un pays de l'Est préside la Fédération luthérienne mondiale.
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**
16. PORTRAITS : Sophie Calle et Cindy Sherman.
- 17-18. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
- 19-20. UNE SEMAINE À FLORENCE : miroir en stèle des vases étrusques.
21. EXPOSITION : hommage à John Gwyn.
- ÉCONOMIE**
22. AGRICULTURE.
23. ÉTRANGER.
24. SOCIAL.
25. CONJONCTURE.
- RADIO-TELEVISION (16)**
- ÉTÉ (18) : « Une histoire d'amour », par Kouk.
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (18) : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Annonces classées (19) ; Carnet (17) ; Travaux des spectacles (14 à 16) ; Marchés financiers (21).

Au Cambodge POUR 10 DOLLARS VOTRE COMBATTANT

A chacun son combattant... et pour 10 dollars par mois. C'est la campagne que vient de lancer le Front de libération du peuple khmer de l'ancien premier ministre, M. Son Sann, l'une des composantes du gouvernement de coalition du Kampuché démocratique opposé au régime vietnamien de Phnom-Penh. Dans son bulletin mensuel d'août, le FNLPK s'adresse à ses lecteurs non cambodgiens : « Aidez-nous combattre un combattant du FNLPK ?... C'est facile en cet été... Tout ce que vous avez à faire est de verser 10 dollars par mois. »

Le bulletin affirme que cette modeste contribution à la « libération de la patrie khmère des agresseurs vietnamiens » permettrait d'équiper un combattant « méritant et nécessaire ». Et pour 10 dollars, l'indemnité du FNLPK s'engage, auprès des futurs bienfaiteurs, à fournir à ce protégé deux uniformes, deux jeux de sous-vêtements, un drap de plastique, une paire de chaussures, deux paires de chaussettes, un hamac en nylon et un vêtement en coton tous usages. Le parrain recevra, dans les plus brefs délais, une lettre de remerciement et une photo du combattant avec son nouveau paquetage.

Le FNLPK ne précise pas la date limite de cette campagne, mais rappelle que ses forces rassemblent une dizaine de milliers de combattants.

ROMPANT UNE ACCALMIE D'UN MOIS L'aviation irakienne attaque un super-pétrolier près de l'île de Kharg

La mystérieuse affaire des explosions survenues dans le golfe de Suez et en mer Rouge semble avoir relancé dangereusement la tension au Proche-Orient. Rompant une accalmie qui aura duré près d'un mois, l'aviation irakienne a attaqué le mardi 7 août un pétrolier américain, le *Friendship-I*, chargé de brut irakien au sud du terminal pétrolier de l'île de Kharg.

Tout semble indiquer, d'autre part, que pour Bagdad, il n'existe aucun doute que c'est bien Téhéran qui est à l'origine des mines semées dans le golfe de Suez et en mer Rouge. Comme les Irakiens sont, en effet, persuadés que la petite guerre livrée aux navires en mer Rouge n'est qu'un prolongement du conflit qui les oppose maintenant depuis près de quatre ans à l'Iran.

Un commentateur de la radio iranienne en langue arabe se félicitait des explosions de ces dernières semaines en mer Rouge, et d'ailleurs avoir confirmé la responsabilité de Téhéran. La radio iranienne a rendu hommage au Dhihaï islamique, organisation chiite, soutenue par l'Iran et la Syrie, qui avait annoncé la semaine dernière à Londres que ses militants avaient mouillé 190 mines en mer Rouge.

Cette action, a-t-il affirmé, le commentateur iranien, ajoute à la série d'échecs essuyés par les puissances arabes dans notre région islamique, depuis le coup porté par le Dhihaï islamique à Beyrouth - référence aux attaques suicides contre les quartiers généraux français et américains à Beyrouth, le 23 octobre 1983.

Mardi, cependant, le premier ministre iranien démentait tout lien entre Téhéran et le Dhihaï islamique, affirmant que l'Iran n'était aucunement impliqué dans l'affaire des mines de la mer Rouge. Il révélait à ce propos que deux bateaux iraniens avaient été perquisitionnés lors de leur passage dans le canal de Suez et a dénoncé « cette violation du droit international aussi importante que le minage des eaux du canal ». La radio officielle, en langue farsi, combattait le pas au premier ministre en affirmant que toute cette affaire n'était qu'un « complot anti-iranien » visant « à donner un prétexte au renforcement de la présence militaire américaine dans la mer Rouge, à empêcher les navires iraniens, sous prétexte de sécurité, d'emprunter le canal de Suez, à intensifier la répression envers les révolutionnaires musulmans égyptiens et à discréditer le régime iranien ».

Cette accusation a été reprise à Damas par l'organe du parti au pouvoir en Syrie, *Al-Bass*, qui a accusé les États-Unis « d'être à l'origine des explosions en mer Rouge » et d'avoir donné l'ordre à Israël de les perpétrer « afin d'ébranler la sécurité arabe ». L'appel lancé par le régime égyptien aux forces occidentales pour intervenir sous prétexte de déminage prouve que le jeu des impérialistes est en train de se développer », a conclu le journal syrien.

Officiellement, les États-Unis n'ont pas mis nommément en cause l'Iran, se contentant de déplorer « les louanges faites à Téhéran d'actions terroristes effectuées au hasard et qui dépassent les bornes d'un comportement civilisé ».

La Maison-Blanche s'est, par ailleurs, félicitée des consultations en cours entre l'Égypte d'une part et la Grande-Bretagne et la France d'autre part sur la situation dans la mer Rouge.

M. Abdelmeguid reçu par M. Mitterrand

Le président Mitterrand, qui a reçu mardi le président de la République de Djibouti, M. Hassan Gouled Aptidon, directement concerné par l'insécurité qui pèse sur la navigation internationale en mer Rouge, devait s'entretenir, ce mercredi après-midi, avec le ministre égyptien des affaires étrangères,

● Un responsable sahraoui de passage en France. - Le « ministre sahraoui des affaires étrangères », M. Ibrahim Hakim, a accusé le Maroc de vouloir élargir le conflit du Sahara occidental aux « autres pays de la région », au cours d'une conférence de presse tenue, mardi 7 août, à Paris. Le roi Hassan II lui a répondu qu'il n'y avait pas de plus difficile que de mener des discussions difficiles. Une lecture régulière devrait permettre une acquisition de vingt-cinq mots par minute. C'est bimensuel d'un nouveau genre s'adresse plus particulièrement aux cadres, aux professeurs et aux étudiants. Le premier numéro paraîtra le 13 septembre 1984 et sera tiré à 100 000 exemplaires. Adresse provisoire : Médiane-Bayard presse, 41, rue François-Ier, 75008 Paris. Prix : 8 francs.

● Un journal pour apprendre l'anglais. - La Société marseillaise d'édition et Cie lance *VOCAB*, destiné au développement et à l'entretien de la langue anglaise pour un public ayant déjà certaines bases. Il sera composé d'articles de la presse anglo-saxonne (*Time*, *Newsweek*, *The Daily Telegraph*). Avec la traduction en français des mots et expressions difficiles. Une lecture régulière devrait permettre une acquisition de vingt-cinq mots par minute. C'est bimensuel d'un nouveau genre s'adresse plus particulièrement aux cadres, aux professeurs et aux étudiants. Le premier numéro paraîtra le 13 septembre 1984 et sera tiré à 100 000 exemplaires. Adresse provisoire : Médiane-Bayard presse, 41, rue François-Ier, 75008 Paris. Prix : 8 francs.

l'île de Kharg, sans toutefois l'embourgeoisement sérieux. Le dernier navire touché dans le golfe était le pétrolier britannique *British Rexona*, légèrement endommagé par deux mines le 10 juillet dernier dans le centre du Golfe. Le gouvernement britannique avait alors accusé l'Iran d'être responsable de cette attaque.

M. Emad Abdelmeguid attendu en fin de semaine à Paris, venant de Belgrade, où il accompagnait le président Hosni Mubarak en visite officielle en Yougoslavie. Cet entente pourrait offrir au chef de la diplomatie égyptienne l'occasion de solliciter l'aide de la France en prévision d'une éventuelle opération de déminage de cette importante voie maritime. La France, dont trois dépouilles de mines se trouvent actuellement dans la région de Djibouti, a indiqué qu'elle était disposée à venir en aide à tout gouvernement qui lui demanderait. Londres et Rome pourraient également s'associer à une opération de ce genre.

À la demande de l'Égypte, le gouvernement américain a déjà envoyé dans la mer Rouge des hélicoptères de déminage et d'un navire de soutien pour détecter la présence éventuelle de mines. Un porte-parole du Pentagone a indiqué, mardi, que quatre hélicoptères américains RH-53-D Sea Stallion, munis de systèmes permettant de détruire les mines acoustiques et magnétiques, étaient partis

lundi soir de la base de Norfolk, en Virginie, pour la Méditerranée. Les hélicoptères, embarqués dans deux avions de transport C-5, seront opérationnels dans sept à dix jours.

La compagnie française Total, qui possède des installations de forage et de production dans le golfe de Suez, non loin de la zone dangereuse, ne dramatise cependant pas la situation. Selon elle, les « mines » posées ne seraient en réalité que des objets légers, fixés pour la plupart à l'aide de sondeurs, et « susceptibles d'endommager très légèrement les navires passant à proximité ». Les explosions provoqueraient « un peu de casse », à l'intérieur des bateaux, sans toutefois toucher gravement les centres vitaux « comme un camion rempli de porcelaine, qui, sans pitié, passerait sur une rue mal pavée », explique-t-on. La compagnie, qui, comme toutes les sociétés opérant dans la zone, reste « très attentive », n'estime pas que ces incidents puissent réellement perturber les activités ou le trafic du golfe de Suez. (AFP-Resteur-AP.)

Le projet de référendum

LE DÉBAT CONTINUE AU SÉNAT

Mardi matin 8 août, au Sénat, la discussion du projet de loi constitutionnelle, portant révision de l'article 11 de la Constitution, reprend avec l'intervention de M. Stéphane Bonduel (Rassemblement démocratique, Charente-Maritime). Tout en estimant qu'il n'est pas question d'abolir les « pouvoirs » des élus, il insiste sur la nécessité d'être vigilant pour les libertés publiques, « d'autant que, dit-il, l'extrême droite ne manquera pas d'exploiter certains thèmes ». Il observe que, si comme le dit M. Pasqua, ce n'est pas aux professeurs de droit de faire la loi, il s'appartient, en revanche, pas au Sénat de « ne pas la faire », comme il s'y apprête en votant la question préalable.

Pour M. Daniel Hoellé (Union constitutionnelle, Bas-Rhin), une modification de l'article 11 « apporterait pas de garanties supplémentaires aux libertés » à celles inscrites dans la Constitution, les règles de droit public et la jurisprudence administrative et judiciaire. L'ancien ministre affirme que « tout élargissement entraînerait une rupture de l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, garant des libertés publiques ».

Après M. Max Lajoux (Gauche démocratique, Somme), qui voit un pas vers « le régime monarchiste », dans le fait que M. Mitterrand ait parlé de référendum, sans que le gouvernement en ait pris l'initiative, et que le retrait du projet de loi Savary se soit effectué sans décision du conseil des ministres, M. Jocelyn de Roban (RPR, Morbihan) déclare : « L'extension des pouvoirs de la puissance publique dans l'économie comme dans les médias, s'autorise pas le gouvernement à se faire maintenir le palatin de la défense des libertés ». Selon lui, le gouvernement peut toujours « banaliser l'usage du référendum », ce qui importe, c'est qu'il recherche les consensus populaires. Et il affirme qu'il ne sera « pas plus difficile » à ses successeurs de la gauche « d'abroger leurs lois qu'il ne l'a été à ces derniers de les faire voter ». Restera, conclut-il, « de ces lois abrogées que le mal qu'elles auront fait ».

(Lire nos autres informations pages 5 et 6.)

● Un journal pour apprendre l'anglais. - La Société marseillaise d'édition et Cie lance *VOCAB*, destiné au développement et à l'entretien de la langue anglaise pour un public ayant déjà certaines bases. Il sera composé d'articles de la presse anglo-saxonne (*Time*, *Newsweek*, *The Daily Telegraph*). Avec la traduction en français des mots et expressions difficiles. Une lecture régulière devrait permettre une acquisition de vingt-cinq mots par minute. C'est bimensuel d'un nouveau genre s'adresse plus particulièrement aux cadres, aux professeurs et aux étudiants. Le premier numéro paraîtra le 13 septembre 1984 et sera tiré à 100 000 exemplaires. Adresse provisoire : Médiane-Bayard presse, 41, rue François-Ier, 75008 Paris. Prix : 8 francs.

Sur le vif

Pouce !

Avant, je me trimbalais en Soixant, un vieux, un 5 000 jaune, pour les spécialistes, un peu poussé, mais ça suffisait pour m'embarquer au collège où je travaillais à l'été. J'avais un casque depuis qu'un décret en avait rendu le port obligatoire : une bande bleue entre deux blanches, ancien casque de montagne passé par un copain en 70 pour les manifs. Je l'avais gardé : souvenir, souvenirs ! Pour la pluie, j'avais un ciré jaune, classique, un de ces cirés achetés à Dieppe : on me voyait de loin, pas besoin de catadioptre...

Et puis, un jour, ça a commencé : on m'a pris mon phare. Je l'ai remplacé par un gros blanc de mob'. Ça faisait comme une « deuche » avec des lights de Rolls, parole ! Ça a continué : deux fois, on m'a crevé les pneus au garage à vélo du collège, avec une aiguille, m'a expliqué le réparateur. Un élève, sûr, je devais le gêner - pas d'orange, d'orange, d'auto, gentil, p'tet un peu trop...

Maintenant je travaille dans la banlieue parisienne : l'habitat tout près du boulot. Mais, parfois, pour aller fumer, j'descend à la gare, direction Paris. D'abord, ça a été le capuchon du réservoir, ensuite le chapeau du moteur, les pneus, bien sûr, ça fait toujours merveilles : puis des saletés dans l'embrayage, dans le garage

de l'immeuble. Le Soixant est mort, mon père aussi : j'ai récupéré son vélo, un chouchou où je suis tout droit avec un siège-bébé pour transporter mon fils - mon père, c'était ses p'tits enfants. J'aurais dû pointer : pas d'orange, pas d'orange. En bon, à la tienne !

Les pneus, toujours, dans le garage à vélo de mon immeuble, à la gare, il c'est plus gênant, pas de pompe à ma disposition : bêtement, je me l'étais fait voler à mon ancien collègue. Un jour où mon Soixant était en panne, j'avais pris le vélo de ma femme, j'avais laissé la pompe, l'huile ! Envoyé la pompe. Depuis, la pompe reste à la maison. (...)

Ce soir, je reviens de Paris, je détache mon antivol, je vais pour le recharger autour de la selle, comme d'habitude. Merde ! On m'a piqué ma selle ! Je suis revenu en danseuse : 3 kilomètres. Des jeunes m'ont applaudi : « Allez Fignon ! », ils ont crié. Demain, je vais faire un transfert : piquer la selle à ma femme - elle peut pas le savoir, elle est en Auvergne ! - j'espère que la greffe prendra...

Après, Soixant pas : je crois que je vais marcher. On dit qu'est bon pour la santé.

DANIEL RAICHVARG.
(Lwry-Gargan)

LES EXPORTATIONS TECHNOLOGIQUES VERS LES PAYS DE L'EST

Les pressions américaines sur leurs alliés portent leurs fruits

Le groupe suédois Ericsson vient de renoncer à répondre à l'appel d'offres lancé par la Bulgarie pour son équipement en centraux téléphoniques électroniques. Les groupes britanniques avaient fait de même il y a deux semaines.

Ces retraits des firmes occidentales s'inscrivent dans le cadre des décisions prises début juillet au COCOM, le Comité de coordination des exportations vers les pays de l'Est (le Monde du 18 juillet). Ce comité bulgare constituait un test. Il s'agissait de savoir, en particulier, si les États-Unis arriveraient, comme ils s'étaient engagés, à faire respecter les décisions du COCOM par les pays occidentaux qui, comme la Suède, n'en sont pas membres (1). A défaut, en effet, des « fuites » de produits stratégiques sont possibles, et les positions du COCOM se vident de leur sens : un boycottage ne fonctionne que s'il y a un front commun.

Le cas bulgare démontre-t-il que les Occidentaux ont, après de multiples controverses, adopté une position unanime et vont la respecter ? On peut le penser. Jusqu'ici, en Europe, les considérations commerciales l'emportent sur les considérations « stratégiques » ; auxquelles tiennent tant les Américains. De nombreux pays mettaient en doute l'efficacité d'un boycottage technologique envers l'URSS. Mais les positions semblent avoir changé.

La France y a joué sans doute un grand rôle. Elle réclame autrefois, Paris avait abordé les négociations du COCOM cette année avec une philosophie nouvelle d'« entrisme ». Il fallait, au cours des réunions, adapter les listes des produits interdits à l'exportation, définies en 1962, en fonction des progrès technologiques. Pour les Américains, c'était dire pour le Pentagone, qui mène la politique de Washington à ce sujet, il fallait rallonger ces listes et y inscrire des articles nouveaux d'informatique, de télécommunication.

23 TONNES DE POISSONS MORTS DANS LA VIENNE

Empoisonnés par les produits toxiques que la papeterie de Saillat-sur-Vienne (Haute-Vienne) a déversés, des milliers de poissons sont morts dans la Vienne. Plus de 23 tonnes de poissons ont été retirés de la rivière à Chabanne (Charente) ; et l'on craint que la pollution ne ravage l'aval durant encore quelques jours.

Selon la direction de l'eau, ce déversement - des lignates de sodium - a effectué chaque année à l'époque des vacances, est normal. Le niveau de la Vienne étant exceptionnellement bas en raison de la sécheresse, le nettoyage des cuves de décontamination de la papeterie aurait dû être fait avec davantage de précautions.

Le numéro de « Monde » daté 8 août 1984 a été tiré à 424 186 exemplaires.

A B C D F G H

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Pourrait le mouvement de 70-75 qui l'avait porté la veille à un record historique à Paris (8,9730 F en séance officielle), le dollar était en léger repli mercredi 8 août sur les places européennes. Cette détente, plus ou moins mesurée selon les marchés, est attribuée au recul - modéré - des taux d'intérêt aux États-Unis, où le foyer de l'argent interbancaire avait régressé de 11 13/16 % à 11 11/16 %, mardi soir. Parallèlement, à l'occasion de l'adoption de la loi de finances, le rendement moyen de ces titres a baissé de 6,5 milliards de dollars - deux autres ventes aux enchères, respectivement de 5,5 et de 4,75 milliards de dollars à dix et treize ans, sont prévues d'ici à la fin de la semaine. - Le taux réel, qui s'est effondré ce jour-là à hauteur de 12,46 %, contre 12,54 % lors de la dernière adjudication de cette nature, le 15 mai dernier.

A Paris, le billet vert qui, d'après certains sources, aurait effleuré les 9 F la veille au soir à New York, était retombé à 8,95 F en fin de séance. Plus ferme à Francfort, le dollar américain grimpait jusqu'à 2,9260 DM à un moment, avant de redescendre par la suite à 2,9190 DM (contre 2,9170/80 DM la veille). A Zurich, où le même mouvement était observé sur la semaine précédente, l'or se négociait à un cours de 341/344 dollars l'once (contre 342 dollars son second « fixing » la veille à Londres).

L'ECU BIENTOT COTÉ À BRUXELLES

L'Unité monétaire européenne (ECU), qui doit son nom à l'abréviation anglaise *European Currency Unit*, sera prochainement cotée à la Bourse de Bruxelles. Le comité de la cote de la Bourse de Bruxelles a donné son accord de principe à cette opération, mais n'a pas fixé la date de la première cotation, des détails techniques restant à régler. Elle devrait intervenir au mois de septembre, estime-t-on à la Banque nationale de Belgique.

La cotation de l'ECU permettra une plus grande transparence des cours pour les opérateurs, pense-t-on dans les milieux financiers belges. Elle répond au développement du marché privé de l'ECU, qui connaît une ampleur grandissante. La Bourse de Paris est actuellement la seule place financière européenne à coter l'ECU depuis le 4 juin dernier. Il valait 6,88 F environ le 7 août. Le marché privé de l'ECU a couru terme dans la CEE atteindrait 10 milliards d'ECU, selon une note récente de la Commission européenne. Le volume des émissions obligataires à long terme s'élève, selon cette note, à 3,3 milliards d'ECU, ce qui en fait la troisième monnaie d'emprunt, derrière le dollar et le deutschemark sur les euro-marchés en 1983. - (AFP).

Jusqu'au 15 8, même le dimanche
PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
ON CASSE !!!
-25% SUR TOUT
dégriff meubles
42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e
Tel. 584.45.24 Metro Austerlitz